

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LES INSTITUTIONS DE DROIT PUBLIC DU PAYS BAMILÉKÉ (C A M E R O U N)

ÉVOLUTION ET RÉGIME ACTUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 18 décembre 1958

PAR

ENOCK KATTÉ KWAYEB

JURY :

M. LAMPUÉ, *Président.*

Suffragants : { M. DUMONT, *Professeur.*
 { M. LEVY-BRUHL, *Professeur.*

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, rue Soufflot (V^e)

P A R I S

1960

LES INSTITUTIONS DE DROIT PUBLIC
DU PAYS BAMILÉKÉ

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

LES INSTITUTIONS DE DROIT PUBLIC DU PAYS BAMILÉKÉ

(C A M E R O U M)

ÉVOLUTION ET RÉGIME ACTUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 18 décembre 1958

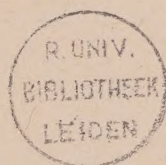
PAR

ENOCK KATTÉ KWAYEB

JURY :

M. LAMPUÉ, *Président.*

Suffragants : { M. DUMONT, *Professeur.*
M. LEVY-BRUHL, *Professeur.*



LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, rue Soufflot (V^e)

PARIS

—
1960



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551514_0054

*A la mémoire de mon Oncle Nana TCHAKOUNTE
qui, pendant plus de quarante ans de règne,
a mis son intelligence et son énergie
au service du groupement Bazou.*

A notre Président de Thèse
Monsieur le Professeur LAMPUE,
spécialiste du Droit des Pays d'Outre-Mer,
pour le grand honneur qu'il nous a fait
en acceptant de remplacer Monsieur le Professeur CAPITANT,
en mission à la Présidence de cette Thèse.

En témoignage
de notre admiration.

A notre JURY :

M. H. LEVY-BRUHL,

M. DUMONT,

dont les enseignements

nous ont largement inspirés.

Notre respectueux hommage.

Explication de quelques abréviations

B.S.E.C.	Bulletin de la Société d'Etudes Camerounaises.
T.C.	Togo-Cameroun actuellement publié sous la direction d'E. GUERNIER, de l'Académie des Sciences Coloniales.
E.C.	Etudes Camerounaises, Bulletin trimestriel in-8° (fait suite au Bulletin de la Société d'Etudes Caemrounaises).
I.F.A.N.	Institut Français d'Afrique Noire.
P.U.F.	Presses Universitaires de France.

AVANT-PROPOS

Le Cameroun est, au point de vue ethnique, un « carrefour » de tribus, conséquence de sa situation au centre de l'Afrique et de la mobilité des populations africaines en général, lesquelles n'ont pas jusqu'ici trouvé leur équilibre. Il est résulté de cette diversité de tribus des organisations politiques et sociales différentes : organisations assez lâches dans la forêt, institutions très cohérentes chez les tribus animistes de l'Ouest, civilisation islamisée dans le Nord.

A ces institutions déjà très diverses sont venues se superposer les institutions d'origine européenne fondées sur des concepts et des valeurs nettement différentes, de sorte que les institutions que nous nous proposons d'étudier seront caractérisées par une double nature, par une ambiguïté qui n'est pas sans affecter les individus d'une sorte de névrose. Certes, notre étude porte avant tout sur les institutions, de droit public traditionnelles, mais il est impossible de les étudier en faisant abstraction de l'existence des institutions nouvelles qui tendent peu à peu à devenir les seules institutions.

Une étude d'ensemble des institutions traditionnelles de tout le Cameroun ne nous était pas impossible, mais elle s'avèrerait extrêmement complexe et exigerait un effort de longue haleine sans que l'on puisse pour autant prétendre présenter un travail cohérent.

C'est pourquoi nous avons jugé plus utile de nous consacrer plutôt à une sorte de « monographie » en nous cantonnant dans l'étude des institutions de droit public d'une des régions les plus importantes du Cameroun : le pays Bamiléké.

Nous avons parlé de « monographie » ; il ne faut cependant

pas s'attendre à une étude exhaustive, car outre que cette étude est rendue difficile par l'absence de documents écrits, les institutions que nous allons voir sont loin d'être uniformes. Si dans leurs grandes lignes, elles présentent un large « fond commun », il existe des variantes d'un village à l'autre, signe peut-être de l'esprit d'« indépendance », de chaque groupement. Pour parler d'une véritable monographie et pour donner une image à peu près fidèle desdites institutions, il faudrait se livrer non pas à l'étude des institutions de l'ensemble de la Région Bamiléké, mais d'un seul village, d'une seule chefferie. Toutefois, le fond commun de ces institutions est si large qu'il est plus intéressant d'en faire une étude d'ensemble.

Nombre de chercheurs se sont déjà penchés sur l'étude de la civilisation et des institutions Bamiléké. Mais les études vraiment poussées manquent. Cela tient en partie — on l'a dit plus haut — à l'absence de documents écrits.

Nous avons glané partout et nous sommes redevable aux nombreux juristes, ethnologues, sociologues, économistes, linguistes, etc., dont l'effort nous a profité.

Nous ne nous dissimulons pas les difficultés que présente l'étude d'un sujet aussi complexe.

Nous avons voulu quand même, avec l'aide d'éminents professeurs qui ont bien voulu nous guider, apporter notre petite contribution à l'étude de certaines institutions dont la connaissance pourrait être utile à tous ceux qui s'intéressent à la civilisation africaine et aux problèmes de toutes sortes que pose à l'heure actuelle l'Afrique Noire Française.

LEGENDE

● Chef lieu de Region

- - Limite de Frontière



INTRODUCTION

La Région Bamiléké, vaste plateau de 5.450 km², peuplé de plus de cinq cent mille âmes (1) s'étend au Sud-Ouest du Cameroun, entre les 5° et 6° latitude Nord.

D'une altitude de 1.000 à 1.500 m, ce plateau couvert de savane (2) et constitué par endroits de massifs volcaniques, est souvent qualifié d'« Auvergne » du Cameroun. Cette comparaison n'est pas totalement inexacte, car non seulement le pays bamiléké fait songer à la fois à l'Auvergne par ses reliefs volcaniques et à la Normandie par sa fraîcheur, mais ses habitants ont peut-être une mentalité assez voisine de celle du paysan auvergnat ou normand.

Le climat y est relativement doux (18 à 22°) et la pluviosité moyenne (1.750 à 2.000 mm par an). Contrairement aux autres régions du Sud-Cameroun, cette région ne connaît que deux saisons : une saison sèche et une saison de pluies et partant une seule récolte par an. Il en résulte un problème de la « soudure » très difficile à résoudre.

Mais dans ce cadre assez étroit, une population nombreuse et laborieuse a su s'adapter à un sol peu fertile par des techniques culturelles appropriées (écobuage, emploi d'engrais verts et du fumier...) et par une organisation sociale très cohérente, fondée sur un régime à la fois communautaire et hiérarchique. Un aperçu des données géographiques et historiques est nécessaire pour l'étude des institutions bamiléké.

(1) Auxquelles il faut ajouter plus de 150.000 émigrés dans les autres régions et les Bamilékés connus sous divers noms du Cameroun sous tutelle britannique.

(2) D'où son nom de « Crossfield » : littéralement « champ d'herbes ».

CHAPITRE PRELIMINAIRE

LES DONNEES GEOGRAPHIQUES ET HISTORIQUES

§ 1. — LES DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Les données géographiques ont eu ici comme ailleurs une grande influence sur la civilisation matérielle et sur l'organisation politique et sociale.

A. — L'influence du facteur géographique sur l'élément démographique et sur l'économie.

a) LE FACTEUR GÉOGRAPHIQUE ET L'ÉLÉMENT DÉMOGRAPHIQUE.

L'altitude et la douceur du climat de la région Bamiléké a permis, de très bonne heure, la fixation d'une population sédentaire qui n'a cessé de se multiplier et même de recevoir de nouveaux courants migratoires.

D'autre part, la « position » de ce pays lui a assuré, pendant les périodes d'insécurité une position stratégique incontestable. En effet, pour atteindre la région Bamiléké, le visiteur, qu'il vienne du Sud, de l'Est ou du Nord-Est, doit « monter ». C'est ainsi que, réfugiés sur leur plateau, les Bamiléké ont pu surveiller et combat-

tre efficacement les invasions venant du pays Bamoun. Les Bamoun les appellent d'ailleurs « Bankutou » : « les gens d'en-haut ». La vitalité — favorisée par le climat et aussi la nécessité — du peuple bamiléké en fait une des tribus la plus nombreuse du Cameroun. En effet, sur une population de 3.150.000 habitants que compte le Cameroun, la région Bamiléké en compte plus de cinq cent mille. Ce chiffre est d'ailleurs très inférieur à la réalité, car, jusqu'à ces derniers temps, le recensement était fait uniquement ou presque, pour la perception de l'impôt de capitation. Certains chefs, pour éviter les ennuis que ne manque de leur causer la rentrée dudit impôt, ou même pour ne pas être obligés de verser tout le produit de l'impôt à l'Administration, dissimulaient une fraction importante de leurs sujets. D'autre part, les autochtones ne comprennent pas toujours l'utilité du recensement. Les naissances et les décès sont rarement déclarés. D'ailleurs le service de l'état civil est peu organisé et le recensement se réduit à un simple dénombrement.

La densité moyenne de la population est de 84 hab./km² (contre 76 en France). Cette population est assez inégalement répartie. C'est surtout sur les bonnes terres du centre que la densité est la plus élevée. Elle y est voisine de 135 hab./km².

Voici, à titre d'exemples, les densités de quelques groupements :

Bansjoun	340,7	Bahouan	173,7
Bamoungoum	345,9	Bamendjou	160,7
Bayangam	330,2	Baudenkop	158,1
Bamaka	324	Batoufam	145,3
Baham	187,7	Bagam	119,9
Bangou	186,7	Bapi	109,2

La population augmente de 6 à 7.000 habitants par an et cela n'est pas sans poser pour cette « fourmilière humaine » le problème des moyens de subsistance et ce d'autant plus que l'on vit presque uniquement du travail de la terre. C'est ce qui explique en partie l'émigration des Bamiléké dans les autres régions du Sud.

b) L'INFLUENCE DU FACTEUR GÉOGRAPHIQUE SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE :

Serrés sur un territoire assez réduit et au sol parfois ingrat, les Bamiléké ont cherché à s'y adapter (1). D'abord ils ont adapté

(1) SANMARIO : « Les Bamiléqués du district de Dschang : exemple de l'influence du climat sur la vie indigène au Cameroun ».

l'habitat au climat : les cases sont beaucoup plus solides que dans les régions forestières. Généralement, celles-ci présentent une section carrée, faite de pisé et un toit conique recouvert de chaume ; ce sont souvent de véritables chefs-d'œuvre architecturaux. Ensuite ils ont essayé de perfectionner leurs méthodes de culture. Certes, celles-ci restent assez primitives, mais elles sont déjà supérieures à celles des régions forestières. En effet, la « culture itinérante » qui caractérise l'agriculture traditionnelle africaine, ne s'explique pas seulement par l'ignorance, mais aussi par l'insuffisance du peuplement et partant, la possibilité pour une seule personne d'occuper une vaste étendue de terre : or les terres, du moins les bonnes terres sont assez limitées pour le paysan bamiléké. C'est pourquoi le cultivateur bamiléké, tout en pratiquant certaines méthodes culturales connues de son compatriote de la forêt, emploie plus ou moins empiriquement les méthodes des régions populeuses (jardinage avec fumure, enfouissement d'engrais verts, façons aratoires profondes, cultures intensives, avec courte jachère ou nulle aux abords des habitations, cultures périodiques sur les champs plus éloignés avec jachère de repos...). Le travail de la terre est une tâche exclusivement féminine. Il y a en quelque sorte une division de travail par sexe. Si les hommes ne cultivent en principe pas la terre, il leur incombe de protéger les cultures contre les animaux en entourant les champs de clôtures et de haies vives. Par ailleurs si le terrain contient des arbres ou des grosses racines qu'il faut couper avant le labour, c'est l'homme qui se charge de ce travail. Enfin les hommes se livrent à l'élevage pour lequel le pays se prête si bien. L'élevage de menu bétail (moutons, chèvres, porcs, etc.) est surtout pratiqué par le « peuple ». C'est le plus important, et celui du gros bétail (vaches, chevaux, etc.) est l'apanage des chefs et des notables, mais les notables se livrent aussi bien au premier qu'au second. La possession du gros bétail est en effet, non seulement un signe de richesse, mais aussi et surtout une marque de noblesse.

Si les méthodes culturales du paysan sont dans une certaine mesure supérieures à celles de son congénère de la forêt, elles n'en sont pas moins restées primitives et inadaptées à une véritable culture intensive. Le sol s'est peu à peu dégradé sous la houe des femmes et est actuellement menacé de latéritisation quasi générale et l'un des problèmes qui préoccupent les autorités administratives c'est la conservation du sol.

Cependant la culture de la terre n'est pas la seule activité à laquelle se sont livrés les Bamiléké. L'artisanat a été très développé. Ici encore on note une « division du travail » par sexe. L'existence un peu partout de la terre glaise a permis le développement d'une

« industrie céramique » assez importante, industrie surtout féminine. Les hommes se livrent au tissage des sacs et autres objets avec les fibres de raphia. Les tissus de coton, ingénieusement teints font même l'une des parures des chefferies. L'étranger qui visite une chefferie bamiléké est d'abord frappé par les statues de bois qui ornent l'entrée principale et les cases réservées aux réunions des sociétés et aux cérémonies.

Les forgerons (« Tala », « Talo » ou « Talan ») fabriquent des armes et divers outils en fer. L'artisanat était l'un des facteurs de la stabilité de la société bamiléké traditionnelle et le jour où la jeunesse va éprouver une désaffection vis-à-vis de l'artisanat et aller s'installer dans les villes, la société traditionnelle se trouvera sur la voie qui conduit à la désagrégation.

L'activité économique se complète par un système d'échanges; il existe une monnaie la cauris (« mbeu », « mbum », « mbom »...). Les échanges se font sur les marchés qui se tiennent au moins une fois par semaine dans chaque groupement. L'existence d'un marché dans chaque chefferie est le signe de son indépendance.

Quelle que fût l'importance de cette économie traditionnelle, elle se déployait en vase clos et les échanges étaient en quelque sorte purement intérieurs. L'arrivée des Européens va ouvrir la région Bamiléké à l'extérieur. Les Bamiléké vont se trouver à l'étroit sur leur territoire et auront tendance — l'accroissement démographique y aidant — à émigrer dans les autres régions.

Dans ces régions les Bamiléké tentent de transplanter leurs propres institutions, mais ces transplantations, dans un milieu tout à fait différent ne réussissent pas toujours, et, même quand on peut noter une certaine réussite, il manque le « substratum » religieux qui fait la cohérence des institutions bamiléké. Ceci nous amène à dire quelques mots de l'influence du milieu géographique sur les institutions.

B. — Le milieu géographique et les institutions.

On vient de voir l'influence du milieu géographique sur l'économie traditionnelle bamiléké. C'est presque une lapalissade, de démontrer, après Montesquieu et tant d'autres, l'influence du milieu géographique, non seulement sur les hommes et l'économie, mais aussi sur les institutions politiques. Les institutions ne devraient-elles pas « pousser » comme les plantes ? (1). Sans nous attarder

(1) C'est l'opinion de Joseph de MAISTRE qui ne pensait pas que les hommes puissent, par une Constitution, donner des institutions à un pays, de même qu'ils ne sont capables que d'émonder un arbre, mais non de le créer.

à certaines affirmations qui sont souvent exagérées, examinons brièvement l'influence du cadre géographique sur les institutions bamiléké.

Dans *L'Histoire des Noirs d'Afrique*, M. Henri Labouret, souligne, comme N.-V. Vallois que « dans les pays de steppes et de savanes ou l'année compte une longue saison sèche et une période de pluies, des chasseurs, des éleveurs de bétail, des cultivateurs de céréales, ont vécu depuis une antiquité reculée, sans que l'on puisse déterminer avec certitude s'il y a eu passage d'un genre d'existence à un autre. C'est une contrée bien dégagée, par suite favorable aux emprunts, aux échanges, aux entreprises politiques et guerrières. C'est de tout le continent, celle qui a subi le plus d'influence méditerranéenne. Des Etats puissants s'y sont développés, qui s'intègrent dans des sous-secteurs, domaines des sous-races formant la famille soudanaise... avec la forêt dense, un nouveau secteur qui couvre le milieu de l'Afrique, de l'Atlantique aux Grands Lacs. Une civilisation particulière y apparaît : elle utilise au maximum les ressources végétales, mais se subdivise en provinces, moins influencées par les emprunts réciproques, à cause des difficultés de liaison... Les chefferies y sont moins étendues, les grands Etats rares... » (1).

Et plus loin (p. 15) l'auteur continue : « Les groupements de la forêt n'ont pas de place marquée dans ce résumé. D'autres, au contraire, habitant la savane et la zone intermédiaire ont su se hausser au rang d'Etats et jouer un rôle digne d'une mention proportionnée à leur importance. »

Et M. Henri Labouret de commencer son étude par les chefferies pour la continuer par les Etats et les Empires.

Nous avons vu plus haut que les Bamiléké se livraient surtout à la culture des céréales et à l'élevage. Ces activités économiques ne valent pas seulement pour la savane bamiléké, mais pour toutes les savanes africaines, et peut-être pour toutes les savanes et steppes du monde entier, n'en est-il pas ainsi du « Far West » américain et du « Far West » soviétique ? Mais ce qu'il faut souligner c'est qu'à la savane africaine correspond non seulement un certain genre de vie, mais aussi un type d'organisation politique et sociale. C'est dans les régions de savanes ou de steppes que se sont développés les Etats et les Empires africains. *Là où les institutions n'ont pas atteint le stade étatique, il existe des chefferies à caractère autoritaire sinon totalitaire.* Tel est le cas des chefferies bamiléké qui sont l'objet principal de notre étude. Certes il serait erroné

(1) HENRI LABOURET, *Histoire des Noirs d'Afrique*, pp. 9 et suiv.

de vouloir expliquer les institutions bamiléké par le seul facteur géographique, mais il n'en reste pas moins important et mérite d'être souligné. La constitution des grandes entités politiques (Etats, Empires) est plus facile dans les contrées bien dégagées que dans la forêt qui est un facteur de « morcellement ». C'est sans aucun doute l'arrivée des Européens qui a figé les institutions bamiléké au stade de chefferies. En effet, l'histoire de la formation des sociétés africaines montre que les Etats ou les Empires sont passés par divers stades : (familles, clan, tribu, chefferie, Etat, Empire) sans que l'on puisse d'ailleurs dire exactement quand a lieu le passage d'un stade à un autre. L'état de guerre endémique dans lequel vivaient les groupements bamiléké devait entraîner à brève ou longue échéance l'absorption des petits groupement par les plus grands et peut-être la domination d'un seul chef. L'arrivée des Européens et des Français en particulier, a rendu toutes les chefferies indépendantes en mettant un terme aux luttes intestines qui n'avaient d'autre but que la conquête et l'agrandissement territorial.

A l'observation de M. Labouret, selon laquelle la savane et la steppe africaine seraient le domaine des « institutions fortes » — nous venons de le vérifier en ce qui concerne la région que nous étudions — il faut ajouter l'exiguïté du territoire bamiléké eu égard à sa population. C'est presque par nécessité que les chefferies se faisaient la guerre : elles avaient besoin de nouvelles terres. Pour mener à bien la guerre il fallait de la discipline et une organisation sociale très cohérente.

Cependant quelque important que soit le facteur géographique, les institutions bamiléké s'expliquent mieux encore par les facteurs historiques. C'est sur ces derniers que nous allons maintenant essayer de dire quelques mots.

§ 2. — LES DONNÉES HISTORIQUES

L'examen des données historiques pose deux problèmes que nous ne prétendons pas résoudre : d'abord d'où viennent les Bamiléké ? Ensuite comment les chefferies se sont-elles constituées ?

L'origine des populations bamiléké.

Le problème de l'origine des populations bamiléké soulève en même temps celui de la classification desdites populations par rapport aux principales races ou sous-races africaines.

Nous nous contenterons de poser ces problèmes. En effet l'étude

de l'origine des peuples est déjà très complexe sinon impossible même pour les pays civilisés. La question est donc plus difficile encore pour les peuples sans écriture.

a) DEPUIS QUAND LES BAMILÉKÉ OCCUPENT-ILS LEUR TERRITOIRE ACTUEL ?

Les traditions orales ne remontent pas loin. Nous nous en sommes convaincu une fois de plus au cours de l'enquête que nous avons faite sur place pendant plusieurs mois en 1956. A la question ci-dessus posée, il faut peut-être observer tout simplement avec M. H. Labouret que la région bamiléké, comme toutes les autres régions de savanes ou de steppes africaines est habitée depuis un temps immémorial; qu'elle est peut-être une création humaine car tout porte à croire que le pays était autrefois couvert de forêts. Ce n'est d'ailleurs pas seulement la savane bamiléké qui serait née sous l'action de l'homme. On peut affirmer que c'est l'homme qui est responsable de l'existence des déserts africains et en particulier du désert du Sahara.

L'introduction en Afrique du Nord au ^{xx}e siècle de notre ère de troupeaux de chameaux venus de Tripolitaine, par l'Empereur Septime Sévère, en remplacement des bœufs trop lents utilisés jusqu'alors pour transporter à travers le Sahara l'ivoire, l'étain et la poudre d'or de l'Afrique centrale, est à l'origine de l'extension continuelle du désert vers le Sud. Jusqu'alors les Berbères du Sahara, nomades et pillards, ne pouvaient pas franchir l'Atlas. Grâce au chameau, ils vont désormais s'aventurer de plus en plus vers le Sud, repoussant les paysans noirs qui s'étaient installés autour de points d'eau. Les Noirs vont ainsi refluer sur les régions méridionales qui ne supporteront pas sans dommage l'excès de peuplement. Le manque de terres cultivables se faisant sentir, il faudra déboiser à outrance : l'eau se fera rare et le désert s'installera ici aussi. Cette vérité, qui vaut pour toute l'Afrique, au Sud du Sahara, vaut également pour la région Bamiléké. Il n'y a pas de doute qu'elle ait été déboisée à cause de l'excès de peuplement créé par les « invasions » venant du Nord. Sur ces invasions on n'a pas de renseignements ou presque. Mais on sait qu'il y a environ trois cents ans, le pays Bamiléké, qui s'étendait alors de la vallée du Mbam jusqu'aux frontières actuelles du Cameroun sous tutelle britannique, fut le théâtre de profondes secousses (1). Les Bamouns,

(1) Mme DUCAST : *Essai sur le peuplement du Cameroun*.

poussés eux-mêmes par les Tikars, envahirent et asservirent une partie du pays jusqu'au Noun. Les principales invasions semblent venues du Nord, de l'Ouest et du Sud-Est. Les Bamiléké ont su assimiler ces diverses populations. Il paraît cependant que l'organisation politique et sociale soit l'œuvre des envahisseurs venus du Nord ou du Nord-Ouest. Le pays aurait été occupé par des peuplades peu organisées que les envahisseurs auraient soumises. Les chasseurs qui, d'après les traditions orales, sont à l'origine de la fondation de presque tous les groupements seraient au fond des conquérants à la recherche des terres inoccupées ou des territoires peu organisés.

Mais à quelle race appartiennent les conquérants ?

b) L'ORIGINE ETHNIQUE DES BAMILÉKÉ.

On a vu que les envahisseurs venaient du Nord, du Nord-Ouest, du Sud-Est; d'autre part qu'ils ont trouvé sur place des populations aborigènes (6). On ne peut donc pas affirmer que les Bamiléké appartiennent à telle ou telle race précise. Cependant les conquérants seraient en général des Soudanais qui auraient implanté leur organisation politico-sociale. Divers indices peuvent appuyer l'hypothèse de l'origine soudanaise des Bamiléké, ou tout au moins de l'« encadrement » bamiléké.

D'abord, au point de vue somatique, on observe une différence nette entre les membres des familles de chefs, descendants des supposés conquérants soudanais et les autres individus que l'on peut considérer comme les plus anciennement installés dans la région.

Ensuite, dans la civilisation matérielle des Bamiléké, on peut relever l'emploi du soufflet à pots dans la sidérurgie élémentaire des forgerons bamiléké, détail technique qui, d'après certains sociologues, serait caractéristique de la civilisation soudanaise.

De même, certaines pratiques comme la circoncision sont considérées par nombre d'auteurs comme une coutume d'origine soudanaise (1). Mais, outre que chez les populations d'origine soudanaise la circoncision des hommes est doublée de l'exicision des femmes — ce qui n'est pas le cas en pays bamiléké —, la circoncision est pratiquée même par les peuples habituellement classés par les ethnologues parmi les Bantous.

Enfin, c'est surtout en ce qui concerne l'organisation politique

(6) Interrogée sur ce point, certains notables prétendent cependant que le « pays était vide ».

(1) Docteur MONTANDON : *Ethnologie des cycles culturels*.

et sociale que semble se confirmer l'hypothèse de l'origine soudanaise des Bamiléké. Contrairement aux institutions assez lâches des pays de la forêt, on est, dans la région bamiléké, en présence des chefferies autoritaires; c'est-à-dire d'organisation sociales très fortes et très cohérentes.

Mais il n'en reste pas moins qu'il y a eu sur le territoire bamiléké un grand brassage des ethnies différentes. Cependant les populations ayant su s'adapter aux cadre et conditions géographiques, il en est résulté une civilisation et des institutions très originales. Le « noyau central » de ces institutions, c'est la *chefferie*. En effet, administrativement, sinon politiquement, la chefferie est l'élément fondamental de la société bamiléké. La région en compte plus d'une centaine. Elles sont indépendantes les unes des autres et leurs relations étaient des relations « inter-étatiques ». C'est la similitude des coutumes et la quasi-identité de l'organisation des chefferies qui ont déterminé l'Administration française à grouper toutes ces populations sous l'appellation générale de « Bamiléké ». Traditionnellement, le pays bamiléké n'est donc pas soumis au commandement d'un seul chef. C'est une mosaïque de chefferies rivales et souvent hostiles les unes aux autres. Le terme « bamiléké » existait évidemment avant l'arrivée des Européens, mais pas sous sa forme actuelle. La plupart des populations ignoraient ce terme et n'avaient point conscience d'appartenir à un même groupe ethnique. La seule réalité politique et sociale c'était l'existence des villages, des groupements que nous appelons aujourd'hui chefferies, on était de tel ou de tel groupement (Dschang, Bangwa, Bana, etc.) on n'était pas Bamiléké. Le fait n'est d'ailleurs spécial au pays bamiléké. C'est la France qui a divisé le Cameroun — comme elle l'a fait ailleurs — en « régions » et qui a donné à celles-ci des noms plus ou moins francisés et correspondant rarement à une notion ethnique.

Le terme « Bamiléké » a subi des déformations et des modifications pour le rendre facile à la prononciation française, comme l'a très bien démontré le R.P. Stoll, spécialiste des langues bamiléké.

D'après les renseignements que nous avons recueillis auprès des chefs et notables, le mot « bamiléké » signifierait « montagne ou colline couverte d'herbes ». Il viendrait de « mbat » = montagne et de « likeu » = savane ou étendue couverte d'herbes (en dialecte Dschang) (1). Cette explication venant d'une voix autochotone autorisée et qui, étymologiquement paraît très évocatrice, — le pays

(1) Renseignements recueillis auprès de M. Mathias DJOUMESSI, chef supérieur de Dschang.

bamiléké n'est-il pas connu aussi sous le nom de « Grassfield » = « champ couvert d'herbes » ? s'éloigne cependant quelque peu de celle du R.P. Stoll pour qui le terme « bamiléké » voudrait dire les « originaires ou les sortants d'un trou de terre ».

Par ailleurs ce terme n'évoque pas tant une notion géographique qu'une appellation ethnique. Il est inutile d'insister sur la signification des noms, qui est une entreprise difficile et incertaine. Constatons tout simplement que, qu'il s'agisse du terme même de Bamiléké ou des noms des divers groupements, le préfixe « ba » signifie : les gens de... et que presque tous les noms des villages commencent par « ba » ex. : « Baleng », « Bamera »... etc. Dans le substantif Baleng ou Bamera, « leng » et « mena » représentent le nom du territoire habité par la tribu. D'ailleurs le préfixe « ba » ou « be » se retrouve dans les autres dialectes du Sud-Cameroun : ainsi à Douala : « Bonanjo », « Bonalemehe », etc. C'est ce qui dénote par certains côtés l'origine bantoue des Bamiléké.

Entre les divers groupements c'était la guerre incessante avant l'arrivée européenne. Ces luttes ne s'expliquaient pas uniquement par le désir de conquérir de nouvelles terres ou des terres plus fertiles dont la mise en culture était nécessaire à des populations tirant leur subsistance presque exclusivement du sol, mais aussi par l'instinct de domination politique, les chefs désirant toujours étendre plus loin leur commandement.

Il y avait souvent — et il y en a toujours — des luttes entre les fils d'un même chef lors de la succession de ce dernier. Il est arrivé que des fils de chef, mécontents d'avoir été écartés du trône, s'en aillent loin du village créer une nouvelle chefferie. Pour défendre leur existence, les chefferies furent amenées à conclure des alliances. Ces alliances ne se concluaient pas au hasard. Il n'est pas exclu que les plus anciennes chefferies qui se voyaient menacées, s'associaient pour la lutte contre les plus récentes. *C'est ce qui peut expliquer l'existence à l'heure actuelle de deux catégories de chefferies : les plus anciennes ou « Lepua » (« dibua ») et les plus récentes ou « Ngum ».* Ces dernières étant la création, soit des fils de chef ambitieux, comme il est dit plus haut, soit des conquérants qui édifient leur royaume souvent sur les ruines d'anciennes chefferies. Au début la légitimité des chefferies récentes semble avoir été contestée c'est pourquoi certaines de celles-ci ont dû acheter la qualité de « Lepua ». C'est le cas de Bandjoun, le plus grand groupement bamiléké. C'est dire que les chefferies récentes sont souvent devenues plus puissantes que les plus vieilles. Mais de qui ou de quoi les chefs tiennent-ils leur pouvoir ? Et en particulier, les chefs conquérants tiennent-ils leur commandement de la force

et du droit de conquête ? C'est le problème des sources des institutions traditionnelles bamiléké que nous allons essayer maintenant d'examiner. D'autre part la colonisation a non seulement superposé aux institutions traditionnelles des institutions d'origine métropolitaine, mais elle a sensiblement modifié les sources des institutions traditionnelles. On n'examinera dans la première partie que les sources traditionnelles à l'état pur : c'est-à-dire d'avant la colonisation. Les sources actuelles seront étudiées dans la deuxième partie.



PREMIÈRE PARTIE

**LES INSTITUTIONS TRADITIONNELLES
BAMILÉKÉ**

CHAPITRE PREMIER

SOURCES DES INSTITUTIONS TRADITIONNELLES

Dans les pays plus évolués, et en particulier en France, les institutions de Droit public découlent en principe de la constitution, de la loi et secondairement du règlement ou de la jurisprudence (1).

Dans les sociétés peu évoluées comme la région Bamiléké, on a affaire à des institutions purement coutumières qui découlent de la vie en société; de sorte que la question des « sources des institutions de droit public » de pareilles sociétés paraît, à première vue, à la fois très simple et absurde. Très simple, parce que l'on pourrait sans hésitation dire qu'elles découlent des coutumes et des traditions; absurde, car les systèmes coutumiers négro-africains distinguent très rarement les institutions de droit public des institutions de droit privé.

Il faut cependant convenir que le problème n'est ni simple, ni absurde. En effet, qu'est-ce que la coutume ? Qu'est-ce que la tradition ? Quel en est le contenu ? Voilà autant de questions auxquelles nous ne prétendons pas répondre. En parlant des « sources des institutions » on songe à l'organe (Assemblée, monarque ou toute

(1) Et depuis 1946 (art. 26 de la Constitution du 27 octobre), les traités régulièrement ratifiés et publiés ont force de loi.

autre personne agissant seule) de qui émanent les normes juridiques. La coutume ne se décrète pas. Elle ne se forme pas en quelques jours, ni même en quelques années. Résultant de la vie en société, elle est l'œuvre du corps social tout entier (1). *Il va en résulter une primauté du corps social, du groupe, sur l'individu.* C'est ce que l'on peut encore observer, dans une certaine mesure, même à l'heure actuelle en pays bamiléké : l'individu n'est rien en dehors du groupe et presque tous les rapports juridiques sont des rapports de droit public.

Pourant, si la pression du groupe reste encore forte, le « pouvoir » n'a pas tardé à s'individualiser. Le groupe s'est symbolisé en une seule personne ou en un groupe de personnes vivantes ou mortes. C'est la volonté de la personne (ou du groupe des personnes, vivantes ou mortes), symbolisant le groupe qui sera la source du droit. C'est ce que l'on va étudier en examinant successivement : le mythe de la volonté des ancêtres et l'« activité législative » du chef.

§ 1. — LA VOLONTÉ DES ANCÊTRES ET LE PRINCIPE HIÉRARCHIQUE SOURCES PRINCIPALES DES INSTITUTIONS TRADITIONNELLES BAMILÉKÉ

Pour bien saisir le rôle des ancêtres dans les coutumes bamiléké, il faut se rappeler que la société qui fait l'objet de notre étude comprend à la fois les vivants et les morts (1). Il faut également avoir constamment à l'esprit qu'elle est fondée sur le principe hiérarchique tenant à l'âge, au sexe, à la naissance... et que les morts sont toujours plus respectés que les vivants.

A. — Le principe hiérarchique.

La source principale des institutions bamiléké c'est la *hiérarchie naturelle*. Celle-ci peut tenir soit de l'âge, soit du sexe, soit enfin de la naissance. Le chef, c'est-à-dire celui qui détient le pouvoir, est celui qui se trouve au sommet de la hiérarchie sociale.

(1) Certains auteurs comme SPINOZA sont même allés jusqu'à dire que la démocratie serait le mode de gouvernement le plus proche de cet « état de nature », c'est-à-dire où rien n'est encore structuré.

(1) A. COMTE avait-il eu raison ?

a) HIÉRARCHIE TENANT DE L'ÂGE :

Dans la famille le cadet doit respect à l'aîné; et en général, dans la société, le plus jeune respecte le plus âgé. Il ne s'agit point d'une politesse ou d'une certaine courtoisie sans aucune sanction juridique, il s'agit d'une véritable norme juridique. Entre personnes de même condition, l'égalité d'âge entraîne l'égalité juridique, et la différence d'âge crée l'inégalité. Les enfants doivent obéissance, non seulement à leurs parents, mais aussi à toutes les personnes âgées.

Le vieillard c'est, en effet, celui qui a réussi dans la vie en triomphant de la mort à fleur de l'âge et qui rejoindra, bientôt les ancêtres dans la tombe. On a pu dire que le pays bamiléké était une *gérontocratie* et il n'y a pas de doute qu'à l'origine tout au moins, le chef ait été choisi par les vieux dans leurs rangs. Mais quel que soit leur âge les femmes sont, en général, exclues du pouvoir politique (1).

b) L'INÉGALITÉ TENANT AU SEXE :

Même un garçon doit respect et obéissance à sa grande sœur, mais les prérogatives de cette dernière se limitent à ce droit à l'obéissance. Au point de vue juridique le garçon aura toujours plus de droits que sa sœur. C'est ainsi qu'il a seul le droit de *succéder à son père*.

En effet, le père de famille est en même temps ministre du culte domestique et cette fonction est essentiellement masculine. Il s'agit non seulement de la succession aux biens, mais surtout de la succession à la personne et aux fonctions. L'héritier continue la personne du *de cujus*. L'absence d'héritier mâle dans une famille et surtout dans une famille noble est donc une véritable catastrophe car cela signifie l'extinction du culte familial avec toutes les conséquences qu'elle peut entraîner pour les membres de la famille. Au point de vue successoral, il existe donc un véritable *privilege de la masculinité* et cela est très important puisque le garçon va hériter de toutes les fonctions du chef de famille, et, en particulier des fonctions religieuses qui sont aussi des fonctions politiques.

L'inégalité sociale peut tenir enfin de la naissance.

(1) Nous verrons que la Mafo exerce certains pouvoirs politiques, mais il s'agit plutôt d'une exception.

c) HIÉRARCHIE TENANT DE LA NAISSANCE :

La société bamiléké est composée de plusieurs classes ou plus exactement de plusieurs « castes » : nobles, « roturiers », etc. Un noble ne peut être soumis aux mêmes peines qu'un « roturier » ; un fils de chef ne pouvait jamais être vendu comme esclave. Au point de vue politique seul un fils de chef *peut devenir chef*, alors que dans les autres régions du Sud-Cameroun, les habitants du village peuvent choisir, à la mort d'un chef, son successeur dans n'importe quelle famille.

Le droit bamiléké est tout entier dominé par le *principe hiérarchique*. C'est sur la hiérarchie que repose l'organisation sociale.

Le principe hiérarchique nous permet, nous le verrons d'une façon plus détaillée, en étudiant les institutions elles-mêmes — de répondre à la question suivante : comment sont désignés, en pays bamiléké, ce que l'on pourrait appeler les « pouvoirs publics » ? Il ne répond que d'une façon peu satisfaisante à la question : de qui le chef qui cumule toutes les fonctions tient-il ses pouvoirs ? On pourrait soutenir en s'appuyant sur le principe hiérarchique que le chef commande tout simplement parce qu'il est supérieur aux autres, ou encore en vertu du droit de conquête, c'est-à-dire au fond qu'il tient ses pouvoirs de lui-même. Cette explication ne serait pas tout à fait exacte ; en effet, même quand un groupement a été soumis par un conquérant, le chef n'a pas pu asseoir son autorité sur le seul droit de conquête. Il a fallu, comme pour tout pouvoir, créer un *mythe* : le culte des ancêtres.

B. — Le mythe de la volonté et le culte des ancêtres.

Le culte des ancêtres est en quelques sorte un des corollaires de la hiérarchie sociale. Si les Bamiléké « adorent » les ancêtres, c'est justement parce que, pour eux, les morts sont supérieurs aux vivants. Les morts continuent non seulement à participer à la vie sociale, mais ce sont eux qui règlent la conduite des vivants, ce sont eux qui rendent possibles la fécondation des femmes et qui font pousser les semences. Ils commandent au soleil et à la pluie. Toute conduite contraire à leur volonté peut faire abattre sur la communauté des fléaux et calamités de toutes sortes. Il faut donc à tout moment s'assurer leur protection et éviter leur colère et pour cela, mettre leurs crânes à l'abri des intempéries et leur offrir le plus souvent possible des sacrifices.

Entretenir les crânes des ancêtres et des morts en général c'est non seulement accomplir un acte religieux, mais aussi et surtout faire un acte administratif : c'est *veiller à la natalité et à la santé*

publique ; c'est assurer la *protection des récoltes* dans une société essentiellement agricole ; c'est donc faire de la *politique économique* et sociale, etc. On comprend, dès lors l'importance du rôle dévolu à l'individu chargé de rendre ce culte aux ancêtres. Dans le cadre familial, ce rôle incombe *au chef de famille* ; c'est ce qui explique, nous l'avons vu, que l'héritier succède avant tout à la personne et aux fonctions de chef de famille et seulement accessoirement aux biens ; cela assure au culte familial une continuité pour le plus grand bonheur des membres de la famille.

Mais au-dessus des familles dont nous soulignerons l'importance plus loin, existe une communauté plus vaste que l'on appelle, faute de mieux, groupement ou village. C'est au chef de groupement ou de village que revient le rôle d'intermédiaire, entre les populations et les « divinités » qui sont censées diriger la vie et les activités de toute la communauté.

Ces « divinités » ne sont rien d'autre que les ancêtres du chef ou tout au moins des forces imaginaires de la nature. Il semble cependant qu'à l'origine les Bamiléké aient cru à l'existence d'un Etre suprême et pratiqué ainsi une sorte de monothéisme (1). Mais par la suite l'animisme se développa avec ses oblations aux morts, ses évocations des esprits, son culte des ancêtres et des crânes, il étouffa le monothéisme antérieur au point de le supprimer radicalement. La preuve en est qu'en parlant de « Dieu », on l'appelle « fe Nsi » ; « fe se » ; « fe si » = « feu dieu » = « défunt dieu ». Actuellement la situation est donc assez confuse, Dieu peut-il mourir ? On peut se demander si ce Fe Nsi n'est pas l'ancêtre fondateur de la famille ou du groupement. Pratiquement chacun parle de « Nsi ba Ta » ou de « Nsi ba Ma » = « dieu de mes pères » ou « dieu de mes mères » ou enfin de « Nsiba Bangulap », « Si'a n'jou » = « dieu de Bangoulap » ; « dieu de Bandjoun », etc. Il y aurait autant de « dieux secondaires » qu'il y a de familles et un dieu supérieur (sinon des dieux supérieurs) pour tout le village. Si ce « dieu » de groupement est supérieur aux dieux des familles, c'est uniquement parce que le chef du village est lui-même supérieur aux chefs des familles comme le sont ses ancêtres par rapport à ceux des familles. Or nous avons vu, en étudiant le principe hiérarchique que c'est celui qui se trouve au sommet de la pyramide sociale qui détient les rênes du pouvoir. De même que les divers chefs de familles s'effacent devant le chef du groupement, de même les

(1) R.P. ALBERT : *Au Cameroun Français*, Bandjoun, Montréal, éd. de L'Arbre, 1943, pp. 33 et suiv.

ancêtres du chef ont juridiquement absorbé les ancêtres de toutes les familles.

Ainsi, si les membres de chaque famille continuent à invoquer pour leur bonheur exclusif leurs ancêtres particuliers, ce sont les ancêtres du chef qui assurent la protection de toute la « cité ». *Ce sont eux qui ont fixé une fois pour toutes les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement des institutions*, ce sont eux qui sont les chefs véritables. Le chef en exercice ne fait théoriquement qu'exécuter leurs ordres et leurs volontés. C'est donc d'eux qu'il tient ses pouvoirs. On peut donc affirmer que la *volonté des ancêtres* (ancêtres royaux) est la *source principale* des institutions bamiléké. N'est vraiment chef que celui choisi et béni par eux. D'où l'importance de choisir le véritable chef :

- le chef doit être leur descendant : c'est-à-dire fils de chef (chef héréditaire) ;
- il ne suffit pas d'être fils de chef ; il faut en outre avoir été désigné par le *de cujus* sous l'inspiration de ses ancêtres. Sinon le chef n'aurait aucun pouvoir efficace ; privé de l'appui et de l'inspiration des ancêtres, il ne serait pas en mesure d'accomplir son rôle et le groupement s'acheminerait rapidement vers sa ruine.

Si l'on admet que le chef représente les ancêtres qui l'inspirent et dont il exécute les volontés, une question se pose : comment connaître la volonté réelle des ancêtres ? Cette volonté est-elle la même aujourd'hui qu'il y a trois siècles ? L'invocation des ancêtres risque de « figer » les institutions et d'entraver leur évolution et leur adaptation aux conditions économiques et politiques modernes. Certes, les chefs consultent souvent les sorciers et les devins pour certaines questions précises (1). Ils vont aussi à l'« autel » où sont rangés les crânes des ancêtres et font des sacrifices. Ils espèrent ainsi recevoir de leurs aïeux des inspirations pendant les rêves. Mais outre que l'efficacité de ces pratiques est douteuse, il est à craindre que le chef ne prenne ses propres désirs pour ceux des ancêtres.

L'expérience montre par ailleurs que chaque fois qu'une personne représente ou prétend représenter une autorité qui ne peut pas se manifester d'elle-même, il y a presque souvent des abus. C'est qu'en effet la représentation, dans ce cas, tourne *vite en fiction*. Les fonctions et les pouvoirs du chef qui est avant tout le ministre suprême du culte tribal, reposent sur un *postulat*. On n'a pas à les discuter. Il faut y apporter une adhésion irraisonnée et incondi-

(1) Parmi ces devins, il faut citer l'araignée dont les vertus divinatoires sont très réputées.

tionnelle. L'invocation des ancêtres ou même des traditions ancestrales est un *véritable mythe* comme le mythe de l'état de nature ou du « contrat social ». Il en est ainsi toutes les fois que l'on veut trouver la source du pouvoir dans une fiction ou dans un comportement passionnel et sentimental de la foule.

Le pouvoir dérivé d'une pareille source tend à devenir totalitaire. Tel est le cas des institutions bamiléké. Il faut cependant remarquer qu'avant l'occupation européenne, le caractère totalitaire était fortement tempéré par l'existence de nombreux « corps intermédiaires ». La négligence de ces corps par l'Administration européenne va renforcer le caractère totalitaire des institutions traditionnelles en même temps qu'elle va frapper d'inefficacité leur fonctionnement.

Il n'en reste pas moins qu'un chef traditionnel digne de ce nom se sent lié par les règles coutumières élaborées au cours des âges et qu'il présente comme l'œuvre de ses ancêtres. Il n'osera par exemple supprimer les organismes qui toujours ont existé, et ce même si, en fait, ils le gênent. Il aura peur de déchaîner contre lui la colère et les malédictions de ses ancêtres. D'ailleurs, à part l'existence de certains corps dont la coutume prévoit l'avis pour certaines décisions importantes, les traditions sont en général favorables aux chefs et ceux-ci ont le plus grand intérêt à les respecter et à les faire respecter scrupuleusement ; les « affaires publiques » se confondent ou presque avec les affaires personnelles du chef. Les besoins se réduisent souvent aux « besoins religieux » et de sécurité. Dans ces conditions l'« activité législative » du chef est peu importante. Il se bornera à édicter des mesures tendant au maintien des traditions et de la sécurité publique.

§ 2. — « L'ACTIVITÉ LÉGISLATIVE » DU CHEF

C'est presque un non-sens de parler de l'activité législative du chef dans une société comme celle que nous étudions et pour laquelle nous venons de voir que les règles régissant l'organisation sociale et la conduite des individus ont été établies presque *ne varietur* par des coutumes séculaires. En traitant de l'« activité législative » du chef, nous avons voulu faire ressortir que le chef peut, sans toucher aux traditions ancestrales, prendre des mesures propres à renforcer les coutumes. Le chef dispose en quelque sorte d'une sorte de « pouvoir réglementaire ». Comme tout titulaire d'un pouvoir réglementaire, il peut prendre deux sortes de mesures :

1) DES MESURES RÉGLEMENTAIRES :

La bonne marche des affaires publiques dépend des ancêtres.

S'ils sont contents, la paix et la sécurité publiques ne seront pas en danger ; il y aura la pluie et le soleil, donc la prospérité, etc. C'est pourquoi les mesures d'ordre général que le chef est appelé à prendre sont presque toutes des *mesures prohibitives* (interdits). Par exemple l'interdiction de travailler tel ou tel jour, ou la défense de se lamenter tel ou tel jour lorsqu'il lui apparaît que de pareilles activités pourraient allumer la colère des dieux et entraîner des calamités. Le chef peut également créer de nouvelles institutions (création des nouvelles sociétés ou des nouvelles associations). La création des nouvelles sociétés ne relève d'ailleurs pas du pouvoir discrétionnaire du chef : chaque chef est tenu de créer au cours de son règne au moins une *nouvelle société*. Si le pouvoir réglementaire reste assez limité, ses pouvoirs en ce qui concerne les mesures d'ordre individuel sont pratiquement illimités.

2) DES MESURES D'ORDRE INDIVIDUEL :

Il est à peine besoin de donner des exemples des mesures d'ordre individuel. Ce sera par exemple l'octroi d'un titre de noblesse ; l'octroi ou le retrait d'un commandement, etc.

Les mesures réglementaires sont portées à la connaissance populaire par le crieur public le jour du marché. Elles peuvent aussi être transmises aux populations par les membres des diverses sociétés qui se réunissent presque tous les jours à la résidence du chef.

Les mesures d'ordre individuel sont portées à la connaissance des intéressés de la bouche à la bouche par l'intermédiaire d'un serviteur.

Cette brève étude que nous avons consacrée aux sources des institutions bamiléké était indispensable à l'exposé des institutions elles-mêmes. En effet le Pouvoir est essentiellement un phénomène social, et cela est valable pour toutes les sociétés, qu'elles soient primitives ou très évoluées. C'est pourquoi le problème des « sources des institutions », ou, ce qui revient au même, du pouvoir, se pose même pour les sociétés apparemment peu organisées. Le pouvoir est distinct de celui ou de ceux qui en assurent l'exercice. Dans les Etats modernes, le pouvoir, ou si l'on veut la « souveraineté » appartient au peuple ou à la nation et les gouvernants sont désignés selon certaines règles inscrites dans la Constitution. Dans la société bamiléké nous avons vu que l'autorité publique est désignée conformément à certaines coutumes fondées avant tout sur la hiérarchie naturelle, mais que le pouvoir appartenait aux ancêtres fondateurs de la tribu. Cela nous laisse entrevoir que les institutions que nous étudions seront imprégnées de l'esprit hiérarchique et du règne des ancêtres.

CHAPITRE II

LES INSTITUTIONS TRADITIONNELLES

§ 1. — LA CONDITION DES PERSONNES ET LES DROITS INDIVIDUELS

On ne peut étudier les institutions de droit public ou plus généralement des institutions d'une société donnée sans parler de la condition des personnes et des droits individuels ; et le problème des droits individuels se pose avec une acuité particulière dans les sociétés (peu évoluées ou même très évoluées) où la primauté du groupe tend à l'emporter sur celle de l'individu. Par ailleurs nous avons vu plus haut que les institutions bamiléké étaient dominées par le principe hiérarchique, c'est-à-dire par l'inégalité entre les individus. C'est la raison pour laquelle il nous a paru opportun de traiter de la condition des individus avant d'aborder la désignation de l'autorité politique.

Le problème se pose dans la région bamiléké, de la façon suivante :

1° A quelle société (groupement) rattacher un individu donné ? (C'est ce que l'on pourrait appeler la question de la nationalité.)

2° Quels sont les prérogatives et les droits de l'individu par rapport au groupe ?

**1° A quel village, à quel groupement
est rattaché un individu donné ?**

En pays hamiléké l'individu est rattaché au groupement où reposent ses ancêtres ; car c'est là que résident les « dieux » de ses aïeux et qu'il fait ses sacrifices. Cela ne veut point dire qu'il ne « s'expatrie » pas, au contraire, il est même foncièrement « migrateur », mais il continue spirituellement et sentimentalement d'appartenir à sa famille, à sa tribu. Si, pour une raison quelconque, il quitte son village pour un autre groupement, le « droit d'asile » lui y est reconnu et il y sera généralement bien accueilli. En effet, les chefs ont une politique de peuplement qui consiste à attirer beaucoup d'étrangers sur leur territoire, en leur offrant, sinon plus, du moins une situation équivalente à celle qu'ils avaient dans leur village d'origine. C'est ainsi qu'un notable sera reçu avec les mêmes honneurs et aura accès aux mêmes sociétés qu'il a abandonnés.

Cette politique est d'autant plus payante pour les chefs que généralement, lorsqu'un grand notable abandonne son groupement d'origine, il entraîne avec lui, non seulement ses femmes, ses enfants, ses serviteurs, mais aussi beaucoup d'administrés de son quartier. Mais quel que soit le temps qu'il pourra passer à l'« étranger » et quelle que soit l'importance de la situation qui lui y est offerte, il lui manquera toujours quelque chose, car il se troupe « coupé » de ses ancêtres à qui il rendait le culte et qui ne le suivront certainement pas dans son « exil ». Qu'un jour, un des siens ou lui-même tombe malade, il devra songer à retourner sur la terre des ancêtres, car ce sont certainement ses dieux délaissés qui sont mécontents. S'il meurt à l'étranger, son corps devra être transporté et enterré dans la terre de ses aïeux. Il arrive donc qu'un homme, après avoir abandonné son village depuis des dizaines d'années y retourne un beau jour pour retrouver la « sève » du vieux tronc dont il s'était détaché.

D'ailleurs les chefs eux-mêmes sont ennuyés par le départ de certains grands hommes de leur groupement, car l'exil d'un homme influent peut porter un coup sérieux à leur politique. C'est pourquoi, discrètement, pour éviter toute humiliation, ils font tout pour récupérer pareils hommes.

Donc, en fait et en droit on est « national » du groupement où reposent ses ancêtres ; si, en principe l'émigrant est presque toujours bien dans la chefferie d'immigration, sont « droit de cité » n'y est qu'apparent, car tout en participant à toutes les activités

matérielles de la nouvelle communauté, il n'en partage pas les forces spirituelles : c'est-à-dire l'essence vitale.

Le Bamiléké est donc rattaché par *une sorte d'allégeance perpétuelle* à la chefferie où sont les crânes de ses ancêtres. Mais quels sont ses droits : civils et civiques dans son groupement ? C'est le problème de la condition des personnes, de leurs droits en tant qu'individus, de leurs rapports avec l'autorité publique qu'il convient d'examiner maintenant :

2° La condition des personnes, les prérogatives et droits de l'individu par rapport au groupe.

A. — LA CONDITION DES PERSONNES : L'INÉGALITÉ ET LA HIÉRARCHIE SOCIALES.

D'abord l'esclave n'a pas de personnalité. Il fait partie du patrimoine de son maître. La masse des esclaves est constituée soit de prisonniers de guerre, soit de « roturiers » obtenus par achat. Les membres de la famille du chef ou d'un noble ne peuvent être vendus comme esclaves. Mais au point de vue purement matériel la situation de l'esclave n'est pas tellement différente de celle des autres membres de la famille. Il pratique presque les mêmes travaux qu'eux, partage le même genre de vie et souvent le même toit.

Après les esclaves existe une catégorie d'individus qui n'ont ni terres, ni logis, ce sont des hommes libres, qui se sont mis au service d'un maître. En récompense de ses services, ce dernier le mariera à une fille de sa propre famille ou à une fille qu'il aura dotée. Par contre, c'est lui, le maître, qui percevra la dot de la première fille qui naîtra de l'union.

Immédiatement après cette catégorie sociale dont la condition inférieure tient plutôt à la pauvreté matérielle viennent les « roturiers » qui constituent la catégorie la plus nombreuse. Certains peuvent être anoblis par le chef. *Les nobles* : comme en France, sous l'Ancien Régime, il existe deux catégories de nobles ; la noblesse de sang et la noblesse de « robe » ou plus exactement la *noblesse acquise*. Celle-ci est formée de roturiers, qui se sont distingués pendant les guerres, de serviteurs ou d'anciens esclaves de chef anoblis pour services rendus.

La noblesse de sang et la noblesse acquise, sont transmissibles par hérédité ; ce qui ne signifie pas que tous les enfants des nobles soient nobles. En effet, comme on l'a déjà signalé, il n'y a qu'un

seul garçon qui *hérite des fonctions et du titre de son père*. Tous les autres enfants du noble, qui n'ont pas eu l'honneur d'hériter du titre du *de cujus*, constituent simplement une catégorie *privilegiée* ; par exemple nous avons vu qu'ils ne pouvaient pas être vendus comme esclaves.

La noblesse suppose nécessairement la possession *d'un titre*. Dans chacune des catégories de nobles ci-dessus indiquées, il existe une *hiérarchie fondée sur les titres*. Il n'est pas inutile d'indiquer quelques titres de noblesse. Mais avant d'indiquer quelques titres il convient de remarquer :

- que certains titres ne peuvent être conférés qu'aux descendants, parents et alliés du chef ;
- que d'autres ne peuvent être octroyés qu'aux serviteurs ou aux anciens esclaves du chef, ce qui ne veut point dire que ceux-ci soient hiérarchiquement inférieurs à ceux-là ;
- que les titres des femmes découlent uniquement de la parenté ou de l'alliance.

Le mot « noble » est désigné « *nkem* » en bamiléké (« *nkem-nkem* » = pluriel).

a) *Les « nkem » parents ou alliés du chef :*

Le titre du « *Sob* » : de son vivant, le chef peut conférer à l'un de ses fils et en général à son fils aîné un titre : c'est le titre de « *Sob* ». Il n'est donné qu'aux fils de chef ou à un petit-fils de chef dans certains cas. Cependant dans certains groupements, il arrive qu'il soit octroyé à un roturier bien méritant, mais jamais à un serviteur.

Au moment de l'intronisation d'un nouveau chef, certains de ses parents ou certains de ses femmes acquièrent nécessairement un titre.

Le titre de *Kuipo* (Kuete, nekwp) suivant les dialectes est conféré pendant l'intronisation du chef à l'un de ses frères, qui est intronisé et soumis à certains rites en même temps que lui. C'est en quelque sorte le chef adjoint ou vice-chef. Ce titre est en général conféré à titre d'apaisement au candidat malheureux au trône. Logiquement le *kuipo* devrait être le second personnage du « royaume », mais pratiquement, dans certains villages, c'est un titre plutôt honorifique ; en effet, en accordant trop de pouvoirs au *kuipo*, on risque de susciter des rivalités entre lui et le chef.

Le titre de « *Tafo* » (père du chef) est donné au grand-père maternel du chef. Mais dans certains villages, il est porté par un grand serviteur.

Les titres des femmes :

La « *Mafo* » est le titre porté par la mère du chef. Mais il est porté également par les sœurs utérines, la grand-mère et les tantes maternelles du chef. Mais seule la « *Mafo* », mère du chef, a des pouvoirs politiques. Elle a presque le statut d'un homme. A sa mort, une de ses filles ou une autre fille du chef succède à son titre.

D'autre part, à l'avènement du chef, certaines de ses femmes se voient conférer des titres :

- le titre de « *ngup* » (« *ngop* », « *nkon* », est donné à la première femme du chef ;
- le titre de « *djuikam* » (« *dnuikop* » est porté par la seconde femme du chef. Ce sont là les principaux titres portés par les parents et alliés du chef. Il ne peut être question dans cette étude générale, d'énumérer tous leurs titres.

b) Les « *nkem* », serviteurs, roturiers ou anciens esclaves anoblis :

En général ces titres sont accordés en récompense des services rendus (services militaires, services domestiques, réussite dans la vie, etc.).

Le titre de « *Wambo* » (« *Wambé* ») est porté exclusivement par les serviteurs. C'est un titre très important. C'est pourquoi dans certains groupements il peut être conféré même à un fils de chef, mais dans ce cas, pour bien marquer qu'il s'agit d'un fils de chef on dira « *Wambo-Sob* » (« *Sob* » étant un titre de fils de chef).

Le titre de « *Sandio* » (« *Sagon* », « *Sa* ») est un titre militaire. Il signifie : « qui commande et qui exécute en même temps ».

Le titre de « *Wanto* » (« *Wentuo* »), également titre militaire, veut dire : « qui décapite et qui brûle ».

On voit que les titres des serviteurs de chef ne sont pas parmi les moins importants. Cela s'explique par le fait que certains chefs ont préféré gouverner plutôt avec les serviteurs qu'avec les notables fils de chef qui ont nécessairement beaucoup d'ambition. C'est ainsi que les serviteurs portent des titres qui font d'eux des petits chefs ou des sous-chefs. Exemple : le titre de « *Me, kam* » (ou « *Mekap* ») = « petit maître » (1). C'est le même titre que portent certains anciens chefs indépendants soumis par les grands au cours des guerres. Ces chefs, actuellement dépendants, sont appelés « *fon'te* »,

(1) Cf. étymologiquement : « *Ministre* » (rapprochement frappant avec le français).

« fantio » = « chef dépendant », « chef soumis ». Ils ont conservé tous les attributs de chef avec la seule différence qu'ils ne sont pas indépendants.

Il n'est pas aisé d'indiquer les titres dans un ordre d'importance croissant car les titres ne correspondent pas toujours à l'importance des fonctions remplies par leur titulaire : on peut se contenter de dire que la noblesse comprend : les « nkem », les « fon'te » et le « Fo » (« fong »). En effet au sommet de la hiérarchie nobiliaire se trouve le « Fo », c'est-à-dire le chef.

Il convient également de remarquer qu'en examinant la hiérarchie sociale, nous nous sommes placé uniquement sous l'angle « juridique » et non au point de vue « sociologique » car en examinant le problème sous cet aspect, il aurait fallu distinguer parmi les roturiers et les nobles, les forgerons, les sorciers, etc., qui constituent de véritables castes. Contrairement à ce qui existe dans certains pays asiatiques, la noblesse bamiléké ne constitue pas une caste : c'est-à-dire une catégorie fermée, puisque tout le monde peut, par sa valeur personnelle, devenir noble.

D'autre part, les catégories sociales ne constituent pas de « classes » au sens moderne du terme. Dans une société essentiellement agricole, le « genre de vie » est le même pour tout le monde au point de vue qualitatif. Un noble a peut-être plus de tubercules à manger qu'un simple roturier, mais il s'agit d'une différence purement *quantitative* alors que dans les sociétés européennes, la différence entre le standard de vie d'un ouvrier et celui d'un grand industriel porte moins sur la quantité que sur la qualité : l'ouvrier se « bourre » souvent de pain ; son patron a sur sa table des mets frais et fins.

Ce qui caractérise la condition juridique des personnes en pays bamiléké c'est donc l'inégalité, c'est la hiérarchie. Cette inégalité se ressent dans le domaine des droits civils et civiques des individus.

B. — LES CONSÉQUENCES DE L'INÉGALITÉ SOCIALE SUR LES DROITS CIVILS ET CIVIQUES DES INDIVIDUS.

a) *Les droits civils* : tous les individus n'ont pas la jouissance de certains droits civils. C'est ainsi qu'en principe seul le chef de famille a le droit de tester. En effet, le testament contient avant l'institution d'héritier. Or, comme on l'a vu, seul le chef de famille a le droit de désigner parmi les fils celui qui lui succédera dans ses fonctions de « ministre du culte familial » ; quant à un simple membre de la famille, les biens personnels qu'il peut laisser à sa mort,

reviennent de plein droit à la « communauté familiale ». Il ne peut pas les laisser par testament, à des gens étrangers à la famille.

Dans le domaine du statut des personnes joue l'inégalité tenant au sexe ou à l'âge. Les femmes font partie du patrimoine de leur mari et entrent dans la masse successorale de ce dernier. Elles ne peuvent exercer aucune activité sans son autorisation. Les filles sont données en mariage après perception de la dot. Leur consentement n'est pas nécessaire.

De même c'est toujours le chef de famille qui choisit une fiancée pour son fils. Ce dernier doit le plus souvent, surtout dans les grandes familles s'incliner devant le choix paternel. Le mariage est, en effet, une affaire de famille, et non une question personnelle.

Nous n'insisterons pas davantage sur les droits civils qui n'intéressent qu'indirectement notre sujet.

b) *Sur les droits civiques* : sur le plan des droits civiques l'inégalité se ressent sous toutes ses formes.

— L'inégalité tenant *au sexe* :

Les femmes, en principe, sont écartées des affaires publiques. Mais ce n'est qu'un principe, car si les femmes ne peuvent participer à la désignation du chef, ni être chargées d'une fonction publique, ni à plus forte raison être nommées chefs, ces règles comportent une exception importante : d'une part il existe à la résidence du chef et à celle de la « Mafo », des sociétés exclusivement féminines; or les sociétés sont des *organismes para-administratifs*; d'autre part est surtout, la « Mafo », mère du chef, a des pouvoirs politiques assez larges. Elle entretient à sa résidence des sociétés masculines et féminines. Elle joue un rôle non négligeable dans l'administration du pays. Très versée dans les coutumes, elle est souvent conseiller politique du chef.

Pourtant il semble que les pouvoirs de la « Mafo » viennent de ce que son statut civil est plutôt celui d'un homme. En effet, elle a son propre domicile alors qu'une femme est nécessairement domiciliée chez son mari; elle choisit elle-même son mari; (à la mort du chef, elle abandonne la chefferie et choisit parmi les notables fils de chef ou serviteurs un mari; car si elle continuait à résider à la chefferie, elle pourrait être confondue avec les femmes de son fils). C'est elle qui commande à son mari, qui peut le répudier, ce qui est exorbitant du droit commun. Bref le « Mafo » se comporte comme un homme; c'est certainement ce qui explique son statut particulier.

L'inégalité découlant de l'âge.

Le mineur ne participe pas à la vie publique; ce n'est pas particulier à la société bamiléké. Pourtant le jeune Bamiléké commence son *apprentissage civique* à un âge relativement bas. Il doit, obligatoirement, vers dix ans, faire partie d'une ou de plusieurs associations de classes d'âge et d'initiation. Il est déclaré majeur après la circoncision. Il peut désormais être soldat; passer de la classe d'âge des mineurs à celle des adultes, être investi d'une fonction publique. Mais même devenu majeur, il ne pourra participer aux affaires publiques que s'il acquiert un titre de noblesse ou devient héritier d'un chef de famille noble.

La *jouissance des droits civiques* : privilège des « *nkem* » ou nobles :

La « fonction publique » est *réservée uniquement* aux « *nkem* ». Seuls les nobles peuvent se voir confier l'administration d'un quartier, la présidence des tribunaux de « conciliation » ou les fonctions d'envoyé extraordinaire du chef auprès d'une autre chefferie. Le plus souvent l'octroi d'un titre de noblesse s'accompagne de l'attribution d'une fonction administrative.

Cependant, le cercle des personnes qui participent à la désignation de l'autorité publique (désignation du chef) est très restreint.

b) *La désignation de l'autorité publique* appartient à une assemblée composée théoriquement de 9 membres.

Tous les nobles ne concourent pas à la désignation du chef. Nous verrons plus bas que la désignation du chef c'est-à-dire un pseudo-droit de suffrage, est réservée aux Kamve (« 9 notables »). Il ne s'agit même pas d'une désignation à proprement parler, mais de l'« enregistrement » du choix du défunt chef, car c'est le *de cujus* qui désigne par testament, son héritier. Les Kamve ne font qu'entériner la désignation.

c) Pour la *direction de la politique générale* le chef consulte les Kamve et le Kungan.

Le rôle des Kamve, nous le verrons ne se limite pas à l'introduction du chef; mais ses avis sont nécessaires au chef pour les décisions importantes.

Le chef est également tenu de prendre pour lesdites décisions, l'avis de la compagnie des sorciers que constitue le « *kungan* » et ce d'autant plus que le rôle du chef, dans la direction du pays, est avant tout un rôle religieux.

En définitive, la jouissance des droits civiques n'appartient, dans

la région bamiléké, avant l'arrivée européenne, qu'à un cercle très restreint de « *grands* » et d'ailleurs d'une façon très incomplète, ce qui est logique, dans une société où le pouvoir n'appartient pas aux vivants, mais aux ancêtres.

Si l'on examine enfin les rapports entre l'individu et la communauté, on constatera la primauté de la seconde sur le premier.

C. — LES DROITS DE L'INDIVIDU PAR RAPPORT A LA COMMUNAUTÉ.

A cet égard les coutumes bamiléké (sinon celles de toutes les sociétés peu évoluées) se rapprochant étrangement des systèmes politiques à base sociologique du *xx^e* siècle : les prérogatives de l'individu sont sacrifiées au profit de la société. Mais en pays bamiléké, cette situation s'explique par la structure sociale elle-même, par l'état des techniques par les croyances et par le principe hiérarchique qu'on a déjà étudié. L'individu isolé n'est rien et ne peut rien. Il a, au contraire, tout intérêt à s'intégrer dans le groupe afin de bénéficier de la solidarité qui existe au sein de celui-ci.

Par exemple dans ce pays essentiellement agricole, très peuplé, au territoire peu étendu et au sol assez pauvre, et où par conséquent la seule richesse est la terre, la propriété foncière individuelle est non seulement socialement peu recommandable, mais surtout économiquement un mal, car ou bien quelques dizaines de personnes accapareraient toutes les terres et le reste de la population vivrait dans le plus complet dénuement ; ou bien la parcelle revenant à chaque personne serait si petite qu'elle ne pourrait jamais la faire vivre. C'est ce qui peut justifier l'absence de la propriété foncière individuelle en pays bamiléké. Nous verrons cependant, en examinant le régime des terres, que, bien que la propriété de la terre soit juridiquement collective ; pratiquement les individus qui exercent les pouvoirs publics, s'en prétendent propriétaires, ce qui fait réapparaître le principe hiérarchique.

Il en est de même de ce que l'on pourrait appeler les « libertés individuelles » et les « libertés publiques ». — Les libertés individuelles sont étouffées au nom de « l'intérêt commun » au profit du culte des ancêtres.

Absence de liberté de conscience :

Le culte des ancêtres domine toutes les activités publiques et privées en pays bamiléké : au stade familial c'est le culte des ancêtres familiaux ; personne ne peut, sous peine des sanctions invisibles, s'y soustraire ; sur le plan de la communauté tribale, c'est le

culte des ancêtres du chef, qui sont les dieux protecteurs du village et, puisque le chef est l'intermédiaire entre les populations et ces dieux, le culte des ancêtres tend à devenir le *culte du Prince*. Il n'est donc pas possible d'avoir une autre opinion religieuse sans aller contre les intérêts de la famille, sans mettre en danger la vie du groupement. Il n'y a pas davantage liberté d'expression.

Absence de liberté d'expression :

Il faut respecter l'ordre établi. Il n'y a pas d'autre opinion que celle du chef et l'opinion de ce dernier est aussi celle des ancêtres. C'est pourquoi tous les actes, toutes les paroles du chef sont toujours applaudis et ce, même si intérieurement, on ne les approuve pas. Certes, certains Grands et en particulier les Kamve peuvent critiquer les actes du chef, mais ces critiques ont lieu plutôt au cours des réunions secrètes avec le chef et d'ailleurs sous forme de conseils.

Quant au peuple, ses critiques se réduisent en murmures dans des cercles privés. Mais le mécontentement ne peut jamais conduire à la désobéissance, car ce que le chef veut, c'est Dieu qui le veut.

Pourtant il s'agit là d'institutions et d'une autorité assez fragiles, car le jour où leur caractère sacré sera mis en doute, ce sera le début de leur désagrégation, c'est ce qui va se passer avec le contact des civilisations occidentales.

En étudiant la condition des personnes, on a déjà laissé entrevoir le régime des biens.

§ 2. — LE RÉGIME DES BIENS

Dans toute société, le régime des biens est étroitement lié à la condition des personnes et aux principes fondamentaux sur lesquels repose l'organisation sociale. Il n'est donc pas étonnant que le régime des biens soit dominé, en pays bamiléké, par les règles que nous avons déjà étudiées.

Par biens, nous entendrons seulement les terres qui constituent dans cette région, comme dans toutes les sociétés africaines, la seule richesse exploitée par les autochtones.

La terre est *d'essence divine* : suivant le comportement des individus à son égard, elle peut être source de *malheur* ou de *bonheur*. Ce caractère sacré ne tient pas seulement de l'importance de la terre pour l'existence matérielle des populations, mais aussi pour leur existence spirituelle; n'est-ce pas dans la terre que reposent

les ancêtres dont on connaît déjà le rôle ? De même que l'homme doit vivre en perpétuelle communion avec les ancêtres, il doit vivre en symbiose spirituelle avec la terre; il ne peut en être « coupé » et vivre heureux.

Le sol (sur lequel on marche) porte le même nom que « Dieu » : c'est-à-dire : « Si », « Sie »; « Nsi » suivant les dialectes. Pour bénir sa fille qui s'en va en mariage, ou son fils qui s'en va loin du village, le père de famille mouille un peu le sol, y frotte son index qu'il applique ensuite sur le cœur de son enfant. Le jeune homme ou la jeune fille, s'en vont ainsi, heureux d'emporter un peu de la terre des ancêtres. Si le père, en désaccord avec les jeunes gens, ne le faisait pas, il pourrait leur arriver des malheurs; en particulier la fille risquerait de ne point donner d'enfants.

Si la terre est ainsi d'essence divine c'est parce qu'elle est le « siège » des ancêtres.

Ces observations générales étaient nécessaires pour bien saisir le régime des terres dans la région bamiléké.

Ce régime apparaît dès lors assez simple : la question se pose de la *façon suivante* :

Etant donné son caractère sacré, la terre est-elle un bien dans le commerce ? Est-elle susceptible d'appropriation ? Si oui de quelle appropriation ?

La réponse à la première question est très simple : tout bien frappé d'aliénation, qu'il soit sacré ou non, est hors du commerce; tel est le cas des biens du domaine public en France; tel est aussi le cas des terres « habous » en droit musulman. Or d'après le droit coutumier bamiléké, la terre ne peut faire l'objet d'aucune transaction. Elle est donc hors du commerce.

Mais le fait que la terre soit hors du commerce, c'est-à-dire inaliénable, ne signifie point qu'elle soit insusceptible d'appropriation. Les biens du domaine public sont la propriété de la personne administrative au profit de laquelle ils ont été affectés. Constatant que les Noirs n'étaient pas propriétaires des terres qu'ils cultivaient, ou, plus exactement qu'ils ne pouvaient pas aliéner lesdites terres, certains auteurs en ont conclu qu'ils n'avaient aucune notion de la propriété foncière. D'ailleurs, disent-ils, les terres sont si abondantes par rapport au chiffre de la population que les autochtones n'ont pas besoin de se fixer sur une terre déterminée. C'est ce raisonnement qui a abouti à la théorie des « terres vacantes et sans maîtres » qui a prévalu jusqu'en 1955. D'après cette théorie, tirée des articles 539 et 713 du Code civil, toutes les terres non occupées étaient considérées vacantes et déclarées comme faisant partie du domaine privée de l'Etat.

Cette théorie était fausse pour l'Afrique en général, et pour la région bamiléké en particulier. En effet, dans ce pays, toutes les terres constituent un legs des *ancêtres* et à ce titre, sont la *propriété indivise et inaliénable de tous les habitants de la tribu*. La terre est une sorte de « bien de famille » ou de la tribu grevé d'une substitution perpétuelle, car aliéner la terre *c'est la céder* avec les cendres des ancêtres, c'est en même temps se priver soi-même et les générations à venir de la protection de ces derniers.

Il faut donc distinguer deux problèmes :

1° *La propriété de la terre,*

2° *La jouissance de la terre.*

1° Le problème de la propriété de la terre.

Il ressort de ce qui précède que la propriété de la terre appartient à tous les membres de la tribu considérés comme une entité. Le chef du village, dans ses discours publics dit bien : « Mes terres » comme il dit aussi « mes gens ». Dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit point d'un droit de propriété. C'est exactement comme le commandant d'une unité militaire peut dire « mes hommes ». Il exprime seulement une idée de pouvoir sur ces hommes et non point celle de propriété.

D'ailleurs il peut arriver que le gérant de cette propriété collective qu'est la terre, soit distinct du titulaire du pouvoir politique. C'est le « maître de la terre », il en existe même plusieurs dans un seul groupement suivant l'histoire politique du village (1) quand la chefferie n'a jamais été l'objet d'une conquête, le chef se confond avec le maître de la terre. Au contraire quand le village est le produit d'une conquête, le « maître de la terre » est nécessairement distinct du chef politique. C'est qu'en effet, le conquérant, qui est étranger au pays, a dû, pour ne pas dresser contre lui les forces invisibles du village, laisser au chef soumis l'administration des terres. C'est cet ancien chef, dépouillé de tous les pouvoirs politiques qui est connu sous le nom de « maître de la terre ». L'expression « maître de la terre » ne doit pas prêter à confusion. Elle ne veut pas dire que ce personnage soit propriétaire de la terre. Elle veut dire tout simplement qu'il administre, qu'il gère les terres, c'est-à-dire les distribue aux membres de la tribu.

(1) Quand le groupement est formé de plusieurs chefferies soumises par un conquérant.

Si actuellement, dans la région bamiléké, on n'entend pas parler des maîtres de la terre, c'est parce que les institutions de ce pays ont évolué vers un régime autoritaire. Les chefs ont eu tendance à instaurer un pouvoir personnel.

Ils ont complètement éclipsé les maîtres de la terre qui juridiquement, existent toujours. Sur ce point précis, l'attitude des chefs est compréhensible; politiquement, un chef qui n'aurait aucun mot à dire sur la gestion des terres n'aurait que peu d'autorité dans une société où la « force » est censée venir de la terre.

Les chefs n'ont pas seulement mis les maîtres de la terre dans l'ombre, mais ils se considèrent comme propriétaires de la terre. Il faut voir là une position plus politique que juridique. Pourtant l'administration française avait, au début, cru que les chefs étaient propriétaires de leur territoire. Elle n'a pas vite perçu que le droit que les chefs se donnaient sur les terres était un titre purement politique. C'est lorsque les chefs qui voulaient vendre certaines parcelles de la terre, ou faire reconnaître des droits fonciers pour eux-mêmes, ou pour les membres de leur famille sur quelque terrain se sont heurtés à l'opposition de la population que l'administration a dû réfléchir sur la nature des droits que les chefs avaient sur les terres. En tant qu'autorité politique, il a le droit et le devoir d'assurer la défense du territoire et de repousser les prétentions des chefs des groupements limitrophes. Mais il n'exerce pas un droit de propriété, ce droit n'appartient qu'à toute la communauté.

Si la propriété est collective et indivise, le droit de jouissance de la terre est en principe « divisible ».

2° Le droit de jouissance des terres.

La jouissance divise ne porte pas sur toutes les terres. Il existe des endroits plus particulièrement habités par les divinités du village. Ces terres ne peuvent jamais être mises en culture. Elles sont affectées au culte familial ou tribal. On peut donc distinguer deux catégories de terres : les terres susceptibles d'être mises en culture et les terres affectées au culte de divinités.

A. — LES TERRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MISES EN CULTURE :

Elles sont évidemment de beaucoup les plus nombreuses. Elles ne comprennent pas seulement les terres fertiles, il y a beaucoup de terres incultes utilisées comme pâturages.

a) *La distribution des bonnes terres.*

Normalement la distribution devrait être faite par les maîtres de la terre, mais théoriquement, ce sont les chefs, qui se sont arrogé le « domaine éminent » sur les terres, qui les attribuent. Cependant, pratiquement, ce sont les sous-chefs ou certains notables, qui par « délégation des pouvoirs » les distribuent. C'est peut-être une façon détournée de redonner aux maîtres de la terre les pouvoirs dont ils ont été dépouillés, car ces sous-chefs ou ces notables sont pour la plupart des anciens chefs indépendants soumis.

A qui peut être attribuée une terre ?

Il convient de remarquer que, contrairement à ce qui se fait dans la plupart des tribus africaines où les terres cultivables sont distribuées chaque année par les « maîtres de la terre », les terres ont été attribuées en pays bamiléké, une fois pour toutes aux chefs de famille *qui en ont la jouissance perpétuelle*. Il en est ainsi, d'une part parce que les Bamiléké sont des cultivateurs sédentaires qui occupent leurs terres depuis une époque immémoriale; d'autre part, les bonnes terres sont en quantités assez limitées, ce qui empêche l'emploi systématique des méthodes de culture dites « itinérantes » qui sont en vogue dans les régions forestières. Les Bamiléké ont dû perfectionner leurs méthodes de culture pour mettre en culture presque chaque année les mêmes terrains.

Les chefs de famille s'étant installés d'une façon définitive sur leurs terres, l'attribution des terres inoccupées n'intéresse que les jeunes gens qui veulent s'établir ou certains immigrants.

L'attribution est définitive. Un membre de la tribu ne peut se voir écarté de la terre qu'il occupe qu'en cas d'infraction très grave à la coutume ou contre le chef. Dans ce cas il est banni et exclu du groupement.

Un grand chef de famille occupe souvent une étendue considérable de terres. C'est lui qui se charge à son retour de les redistribuer entre ses femmes qui les cultivent et entre les fils en âge de s'établir.

La terre est donc avant tout, attribuée aux familles dont les chefs se chargent de la gérance. La jouissance n'appartient pas au chef de famille, mais à la *communauté familiale*; le chef de famille n'est qu'un gérant, même si, comme le chef du village, il se considère en fait comme propriétaire des terres familiales. A la mort du chef de famille, un de ses fils succède à ses fonctions de gérant des biens familiaux et de ministre du « culte familial ». Il n'est pas question de partager les terres entre les divers membres de la famille. Sur le plan de la tribu la propriété des *terres est collective*

sur le plan familial, la jouissance est *aussi collective; héréditaire et perpétuelle*.

La jouissance de la terre ne pouvant jamais être retirée à une famille, la propriété collective n'a aucune répercussion au *point de vue économique*. Un fils de famille peut faire tout ce qu'il veut sur les terres : constructions en dur, plantations de toutes sortes, Il lui est simplement interdit d'aliéner la terre à une tierce personne. Par la jouissance perpétuelle les gens finissent par se considérer comme propriétaires de leurs terres. Une terre ayant appartenu à une famille ne peut faire l'objet d'une nouvelle attribution qu'à l'extinction complète de la famille, ce qui est un cas hypothétique.

Il peut même arriver qu'une terre occupée par un patriarche du village ne puisse pas faire l'objet d'attribution, même si ce dernier meurt sans postérité. Elle va tomber dans la catégorie des terres taboues.

B. — LES TERRES TABOUES :

Ce sont des terres affectées aux divinités du village. Il s'agit généralement de petites forêts ou bosquets situés en bas de la résidence du chef ou de certains grands notables. Souvent une source y jaillit soit du dessous d'une grosse pierre, soit des racines d'un gros arbre. Ces coins ne peuvent jamais être défrichés; car c'est la demeure des dieux du groupement ou de la famille. On y fait souvent des sacrifices. C'est là que l'on vient « purifier » les membres de la famille qui souffrent de certaines maladies ou les *femmes stériles*.

En bas de la résidence de chaque chef bamiléké, on remarque toujours l'existence d'une petite forêt touffue et inviolable. La violation d'un quelconque de ces lieux est sanctionnée mystiquement par la mort subite du coupable, ou par une maladie ou infirmité incurables.

Ces terres font incontestablement partie de ce que l'on pourrait appeler « domaine public », le culte des divinités du groupement étant le premier service public, sinon le seul dans la région considérée.

Tel est, brièvement esquissé le régime des terres en pays bamiléké. Il tend moins à assurer le progrès économique que la stabilité et la pérennité de la famille qui est l'élément fondamental de la société.

Il convient maintenant de dire quelques mots de l'importance sociale de la famille.

§ 3. — LE RÔLE SOCIAL DE LA FAMILLE

Ce n'est pas seulement parce que dans une société peu évoluée, il est malaisé de séparer les règles de droit public de celles de droit privé que nous signalons ici le rôle de la famille. C'est que, même dans les institutions très évoluées, la famille ne peut être considérée comme une simple institution de droit privé (1).

En France, si malgré les efforts de certains esprits de famille n'a pas pu être érigée en un sujet de droit et disposer d'un droit de vote particulier par exemple, les règles relatives à son organisation sont des dispositions d'ordre public ; de même, les auteurs du Code Napoléon qui étaient encore imbus des idées révolutionnaires ont été respectueux pour la famille. Ils ont édicté des règles protectrices du patrimoine familial (institution de la réserve, souplasse des dispositions relatives aux donations *propter nuptias*, etc.). Toutes ces dispositions soulignent l'importance du rôle qu'ils entendaient réserver à la famille dans la nation.

L'importance du rôle de la famille est encore considérable dans les communautés moins évoluées, et en particulier dans la société bamiléké.

Il ne s'agit pas de faire ici une étude sur la famille, nous voudrions en souligner tout simplement les aspects qui intéressent notre sujet.

Caractères généraux de la famille bamiléké.

Comme dans toutes les sociétés sous-développées d'hier et d'aujourd'hui, la famille bamiléké est une famille « étendue » par opposition à la « famille-ménage » des pays dits civilisés. La notion de parenté y est plus extensive. Tels individus qui se disent frères sont peut-être des cousins au regard du droit français. Cette extension est encore accentuée par la pratique de la polygamie. Avoir une nombreuse famille est un honneur pour tous les hommes. Cela donne du prestige ; c'est un signe de puissance et même de richesse. *C'est une famille patriarcale hiérarchiquement organisée.*

Au sommet de la pyramide familiale se trouve le patriarce, fondateur de la famille, viennent ensuite ses femmes suivant leur ordre d'arrivée (la première femme a une place particulière) les enfants, petits-enfants, les arrière-petits-enfants, etc., les collaté-

(1) A. ROUAST : *La Famille dans la nation*, Paris, 1941.

raux de tous ordres. Entre tous ces individus existe une hiérarchie tenant à l'âge et au sexe.

Le patriarche, chef de famille n'est pas nécessairement le plus âgé. En effet, à la mort du patriarche, un de ses fils ou de ses petits-fils succède à sa personne et à ses fonctions. Ainsi, *par les règles successorales, le chef de famille ne meurt jamais*. Le successeur devient ainsi le père de ses propres frères qui peuvent être plus âgés, ou de son père et de ses oncles, ses tantes, etc. s'il se trouve être le petit-fils du *de cujus*.

On voit combien, par l'allongement indéfini des lignes directe et collatérale, peut être nombreuse une famille bamiléké. Les individus qui se disent parents sont des gens qui, dans une société européenne, ne pourraient même se connaître. Dans la société bamiléké, tous ces gens se reconnaissent bien car un lien unique les unit : *l'ancêtre commun*, c'est-à-dire le même dieu, sont parents tous ceux qui *pratiquent le même culte familial*.

La famille ainsi comprise va jouer dans la société un rôle double :

a) *Un rôle économique :*

En étudiant le régime des terres, nous avons vu que si la propriété de la terre appartenait à l'ensemble de la communauté, le droit de jouissance perpétuelle sur un terrain déterminé était reconnu à chaque famille.

L'organisation de cette jouissance par les différents membres de la famille incombe au chef de famille. Le travail de la terre étant une tâche essentiellement féminine, le *pater familias* attribue à chaque femme la parcelle qu'elle doit mettre en culture. Mais cela ne signifie point que les hommes ne font rien ni même qu'ils ne prennent aucune part dans le travail de la terre. Au sein de la famille il existe plutôt une division de travail par sexe et par âge. A cet égard la famille constitue une véritable *entité économique*.

Ce sont les femmes qui labourent la terre à l'aide d'une houe, mais si le terrain à labourer contient des arbres, ou de grosses racines, les hommes, munis de haches ou de machettes, devront au préalable, débarrasser le sol de tous ces obstacles. Après les semailles, ils devront entourer les cultures de haies vives pour les protéger contre les animaux de toutes sortes. Ils élèvent les chèvres, moutons, vaches... etc. dont le fumier est indispensable à l'agriculture.

Les jeunes garçons ont pour occupation le ramassage du bois pour la cuisine et pour faire sécher les grains. Les petites filles

gardent les bébés pendant que leurs mères travaillent. Elles vont aussi puiser de l'eau parfois assez loin, du village. Il en est de même de l'artisanat. Il existe un artisanat masculin et une activité industrielle des femmes. En l'absence d'une division du travail sur le plan de toute la société, il existe ainsi une répartition des tâches au sein de la famille, ce qui est un grand avantage dans un système économique de pure subsistance. Cela crée entre les divers membres de la famille une solidarité et une interdépendance dont nul ne peut prétendre se passer. On comprend, dans ces conditions, que la famille soit en quelque sorte, la seule réalité sociale, et qu'en dehors d'elle l'individu n'est rien. C'est au sein de la famille qu'assistance et secours sont distribués.

L'inconvénient de tout cela, c'est le « parasitisme social » dont les effets sont très sensibles à l'heure actuelle, mais ce n'est là que le revers de la médaille.

Le rôle politique de la famille n'est pas moins important.

b) *Un rôle politique.*

Le rôle politique dépend de son ancienneté, mais aussi de son importance numérique et de sa puissance économique.

Ancienneté : En étudiant les sources des institutions bamiléké nous avons mis en relief, la hiérarchie fondée sur l'âge. Nous avons dit que c'est le plus vieux qui a le droit de se faire obéir. Entre plusieurs chefs de famille d'importance égale, c'est le plus vieux, c'est-à-dire celui dont la famille est la plus ancienne qui va commander, parce que son ancêtre est aussi supérieur à celui des autres familles et son « dieu » tend ainsi à supplanter tous les autres. Plus son existence remonte à une époque immémoriale, plus son origine tend à se confondre avec celle du « cosmos ». L'ancienneté est donc source du pouvoir. C'est ce qui a conduit certains auteurs à parler de « gérontocratie » en pays bamiléké (1).

Mais l'ancienneté peut être écartée par la force; il faut y joindre la puissance numérique, économique, c'est-à-dire éventuellement, une puissance militaire.

Importance numérique et économique.

Malgré le respect que l'on peut avoir pour l'ancienneté, on est toujours tenté de faire usage de la force quand on en possède, c'est pourquoi les familles les plus nombreuses on toujours pu

(1) R. DELAROZIÈRE : « Les Institutions politiques et sociales des populations dites Bamilékés » (E.C., n° 25-28 juin 1949).

s'imposer et s'arroger le pouvoir, en effet, la puissance numérique, étant la structure économique, est en même temps une puissance économique et militaire. La famille la plus nombreuse a une vocation au commandement c'est ce qui explique que la famille du chef soit toujours la plus nombreuse dans la région bamiléké; c'est ce qui explique aussi que les chefs de famille aient tendance à agrandir leur famille. Actuellement encore des quartiers entiers sont peuplés par les membres d'une seule famille. La plupart des chefferies ne sont autre chose que des familles étendues. Les chefs des grandes familles qui n'ont pas pu se hisser au rang de chef sont devenus des sous-chefs ou des grands notables des quartiers, ce qui leur a permis d'avoir leur mot à dire dans la politique du pays.

La solidité des institutions politiques bamiléké traditionnelles réside donc dans la stabilité des familles et l'évolution de la famille « étendue » vers un type de « famille-ménage » aura pour conséquence la désagrégation progressive de l'autorité traditionnelle.

Il convient d'examiner maintenant comment est désigné le chef, autorité politique traditionnelle.



CHAPITRE III

LE POUVOIR POLITIQUE

Par pouvoir politique il ne faut pas entendre une autorité qui s'étendrait sur toute la région. L'appellation « région bamiléké » est une création de l'Administration Française. Au point de vue traditionnel, le pays dit Bamiléké comprend plus d'une centaine de chefferies qui constituent autant de « petits états » indépendants; mais toutes ces chefferies présentent, de la plus grande (30.000 hab.) à la plus petite (48 hab.) à quelques variantes près, les mêmes traits et la même organisation.

On peut donc, sans aucune extrapolation, étudier la « cheffreie bamiléké » en tant qu'institution, au lieu de se borner à une monographie relative à tel ou tel village bamiléké.

Au-dessus de la famille, l'« unité politique » bamiléké est donc la *chefferie*. L'Administration coloniale, pour désigner une chefferie donnée, utilise les termes de «-village», « groupement ». Par habitude, nous avons, nous-même, fait usage des mêmes mots. Pourtant il nous semble que le terme de « principauté » conviendrait mieux. En effet, les termes « groupement », « village », évoquent une certaine division administrative *sans aucune personnalité politique*. Si actuellement le chef peut être considéré comme un simple « agent administratif » il était un véritable souverain avant l'arrivée européenne. Les relations entre les diverses chefferies étaient des véritables « rapports internationaux ». Pour manquer sa personnalité, chaque chefferie a un dialecte différent de celui des autres, c'est-à-

dire sa « langue national ». Il y avait des alliances, des « traités ». Ces alliances étaient avant tout défensives, du fait des rivalités et des guerres incessantes entre chefferies. Les chefferies anciennes s'alliaient pour lutter contre les chefferies récentes créées souvent de toutes pièces par des aventuriers ou par des conquérants sur les ruines des anciennes. Ces dernières, pour défendre leur existence et assurer leur survie, se sont coalisées contre les anciennes. C'est ce qui explique l'existence, à l'heure actuelle, de deux catégories de chefferies : les « Lepua » ou anciennes chefferies et les « Ngum » ou chefferies récentes. La légitimité de ces dernières fut longtemps contestée, mais l'arrivée des Européens a mis fin aux guerres de conquête ou de reconquête. Aujourd'hui toutes les chefferies anciennes et récentes sont sur le même pied d'égalité.

Comment était désigné le chef avant l'occupation européenne ? C'est ce qu'il convient maintenant d'examiner.

§ 1. — LA DÉSIGNATION DU CHEF

La succession d'un chef obéit à un *principe général* du droit successoral bamiléké : l'héritier est celui désigné par le *de cujus* dans son testament verbal. C'est une règle valable pour la succession de tout chef de famille. Mais la succession d'un chef est une question très importante qui met en jeu la vie et l'avenir de toute la communauté; elle ne peut donc pas se réduire uniquement à cette règle de droit commun. Elle est, par conséquent, soumise à un cérémonial particulier.

1° La désignation par le défunt chef.

La fonction de chef, ministre suprême du culte tribal, est une fonction héréditaire comme celle d'un chef de famille, ministre du culte familial. C'est donc parmi ses fils que le *de cujus* choisit son successeur. L'héritier peut être son fils aîné, mais il peut être aussi n'importe lequel de ses fils, même le dernier de ses enfants mâles. S'il n'a pas eu personnellement de fils, le successeur pourra être un de ses frères ou même un oncle paternel, il doit obligatoirement être un *fils de chef* (ou *de cujus* de son père ou de son grand-père). C'est ce qui a fait du chef bamiléké un « chef traditionnel » (de *tradere* : transmettre) par opposition au chef simplement « coutumier » de certaines régions du Sud-Cameroun, qui peut être choisi dans n'importe quelle famille.

On prétend que dans son choix, le chef est inspiré par ses ancêtres, mais il faut avouer que pratiquement, il est mû par des mobiles qu'il serait vraiment trop osé de vouloir expliquer.

Le testament portant institution d'héritier étant verbal, il est nécessaire qu'il soit connu du vivant du *de cujus*; c'est pourquoi le chef doit indiquer son choix aux « Kamve » dont nous verrons le rôle ci-dessous. Comme pour tout testament, le chef peut toujours revenir sur son choix en instituant un autre enfant, c'est toujours le dernier en date des testaments qui est valable.

2° L' « intronisation » par les « Kamve ».

Le testament ne suffit pas à faire de l'héritier institué un chef. Ce dernier doit encore recevoir l'investiture des « Kamve ». C'est qu'en effet, le droit pour le chef de désigner lui-même son héritier est d'apparition assez récente. Nous verrons, en étudiant les organes consultatifs, qu'à l'origine, le chef, émanation de l'assemblée des Kamve n'avait pas beaucoup de pouvoirs et ne pouvait donc pas imposer son choix. A sa mort, les Kamve choisissaient en toute liberté, parmi ses fils celui qui leur paraissait le plus digne et l'intronisaient. Par la suite l'autorité personnelle du chef n'a cessé de se développer et il s'est arrogé le droit de désigner lui-même son héritier. Mais cela n'a pas empêché les Kamve d'avoir un certain droit de regard sur la désignation du chef. D'abord si le chef meurt *ab intestat*, ce qui arrivera en cas de mort subite ou accidentelle, ils choisiront eux-mêmes l'héritier qu'ils introniseront. Ensuite, ce qui est la règle normale, quand le chef a désigné son héritier, ils ne se bornent pas seulement à constater le choix. Ils n'intronisent l'héritier institué qu'après délibération. Les choses sont plus complexes que l'on ne pense d'habitude. L'intronisation du nouveau chef est précédée d'une grande « activité diplomatique ». Il y a certains chefs des groupements voisins ou même lointains qui disposent du même pouvoir intronisateur que les Kamve. Souvent le choix du *de cujus* ne leur plaît pas et ils peuvent faire pression sur les Kamve pour les amener à investir leur propre candidat. D'autre part, tous les fils du chef ayant une égale vocation successorale, chacun ne manque pas de faire des démarches auprès des Kamve pour « tenter sa chance ». Si théoriquement c'est le chef qui désigne son héritier, pratiquement, ce sont les Kamve qui « font le chef ». Généralement le choix du *de cujus* est respecté, mais il peut arriver que l'héritier institué soit écarté : s'il se trouve loin du village, à la mort de son père, un autre fils du chef qui aura acquis la sympathie des Kamve, peut être intronisé à sa place. L'intronisation étant un acte irrévocable,

il ne sera pas possible d'y revenir. Il n'en serait autrement que si l'individu intronisé n'avait aucune vocation à la succession du chef : c'est-à-dire s'il n'était pas un fils de chef.

C'est pourquoi l'héritier institué a tout intérêt à ne pas trop s'écarter de la chefferie quand son père est malade, car il suffirait qu'il arrive deux jours après la mort de ce dernier pour trouver un de ses frères sur le trône.

En quoi consiste l'intronisation ?

Pour devenir un homme pas comme les autres, le nouveau chef doit être soumis à des rites particuliers, à des initiations et à des dures épreuves.

Le corps enduit d'une crème rouge, revêtu d'une cagoule il est assis sur un tronc de bananier; à côté de lui prend place son « kuipo », soumis aux mêmes rites. Le terme « introniser » ne doit donc pas faire illusion. Il ne veut pas dire que l'héritier s'assoit déjà sur le siège de son père, qu'il a déjà fait son entrée à la chefferie et occupé la résidence royale; il n'en a pas encore le droit. Ce à quoi il a droit et à cause duquel le titre de chef ne peut lui être retiré, c'est le *bracelet jaune de cuivre*, insigne essentiel qu'il porte déjà au poignet. C'est le commencement d'une période durant laquelle il sera initié à des pratiques magiques et de sorcellerie par les plus grands sorciers du village et en particulier par certains membres du « Kungan ». Au cours de ce noviciat qui dure *neuf semaines*, il occupe une modeste case située hors de la résidence, toujours assis sur le tronc de bananier, siège misérable et en quelque sorte pénitentiel. On dit qu'il est à « Lakam ». Il ne porte pas encore le titre de chef. On l'appelle « Menkam » (littéralement « petit seigneur » ou « petit maître »).

Une foule de jeunes filles sont mises à sa disposition. Il faut que durant les neuf semaines de « Lakam » une au moins des jeunes filles qui l'entourent soit enceinte.

L'un des principaux buts de cette retraite de neuf semaines est de permettre au nouveau chef de prouver ses *aptitudes génitrices*. La semaine bamiléké compte 8 jours et en soixante-douze jours une grossesse peut être apparente car il faut que l'on voie. Il ne suffit pas que la femme déclare être enceinte.

La stérilité est, en effet, un grand déshonneur en pays bamiléké; surtout pour un chef dont l'inaptitude de procréer risque non seulement de bouleverser l'ordre successoral du trône et d'amener des troubles au village, mais aussi de créer dans l'esprit du peuple un doute sur l'opportunité de sa désignation, l'impossibilité de procréer étant considérée, non pas comme *un accident physiologique, mais*

avant tout comme une malédiction dont l'individu serait frappé par ses ancêtres.

Tant qu'aucune femme n'a conçu l'impétrant ne doit en principe pas quitter le « Lakam » à l'expiration des neuf semaines. Il doit continuer à y rester, car tout espoir n'est pas perdu pour autant, mais *au point de vue économique cela est très gênant car tant que le nouveau chef est encore à « Lakam », les femmes ne peuvent point faire usage de leur hoes pour le labour, mais de leurs semoirs, ce qui est inefficace.* C'est pourquoi, en fait, au bout de neuf semaines, le chef sort de « Lakam » même si aucune femme n'a été enceinte pendant ladite période.

Mais le peuple murmure discrètement tout en constatant qu'il n'est pas trop tard, car un règne sans enfants, c'est un règne maudit.

La sortie de « Lakam » revêt également un aspect cérémonial. Les autres chefs amis ou alliés, viennent présenter leurs félicitations à celui qui, après cette dure épreuve va maintenant prendre sa place dans leurs rangs. Désormais le nouveau chef s'installe à la résidence de son père, entre en possession de tous les biens attachés à la fonction de chef. Bref, il est devenu un chef « parfait ».

Comme on le voit le peuple n'a aucun rôle à jouer dans la désignation de l'autorité publique. Même les notables ne concurent point à cette désignation. Le cercle des personnes qui participent à l'intronisation du chef est très restreint. Le nouveau chef est désigné par testament par son père et « investi » par les « Kamve ».

On a souvent tendance à présenter les Kamve comme les « représentants » du peuple et l'investiture du chef comme une sorte d'élection au « second degré ». Il n'en est pourtant rien; les Kamve ne constituent point une « émanation populaire ». Ils ne représentent qu'eux-mêmes. Le droit d'introniser le chef leur est *personnel : c'est un privilège comparable à celui qu'avaient les princes allemands d'élire l'empereur.* A cet égard il est frappant de constater qu'au début, le nombre de princes électeurs allemands, comme en pays bamiléké était fixé à 9 par la *Bulle d'or de 1356, avant d'être porté à 10 en 1803.*

Les Kamve constituent donc la seule catégorie sociale qui jouit du privilège de participer à la désignation du chef. Cependant les membres de la Confrérie de « Kungan » dont nous verrons en détail le rôle ci-dessous, interviennent après coup à « Lakam » pour initier le nouveau chef à certaines pratiques magico-religieuse. Bien que leur intervention soit postérieure à l'intronisation *stricto sensu*, leur rôle n'en est pas moins important. En effet, dans la mesure où le chef est une autorité politico-religieuse, l'initiation qu'il reçoit des membres du Kungan est une sorte de « consécration ». Il s'agit

de préparer le « novice » dans ses futures fonctions de ministre du culte tribal. Les Kamve jouent un rôle purement « laïc » la participation du Kungan a un caractère religieux. Certains membres du Kungan sont en même temps des Kamve, ce qui leur confère une autorité particulière.

Le rôle des Kamve et du Kungan ne se limite pas à l'intronisation ou à l'initiation, ils participent d'une façon permanente à la direction de la politique générale du pays en donnant des avis et des conseils auxquels le chef ne manque pas de se conformer. Nous reverrons plus en détail le rôle des Kamve et du Kungan en étudiant les organes consultatifs.

Voyons quels sont les prérogatives et pouvoirs du chef.

§ 2. — LES PRÉROGATIVES ET POUVOIRS DU CHEF

Quels sont les pouvoirs du chef intronisé dans les conditions qui viennent d'être étudiées ?

Il est à peine besoin de parler des « pouvoirs » du chef dans un système où l'autorité politique revêt plutôt *un caractère patrimonial*. Le chef détient son pouvoir de ses ancêtres qui ont toujours commandé. C'est de son ascendance, c'est-à-dire de sa condition personnelle qu'il a reçu l'autorité. Il n'a de compte à rendre à personne, sinon, théoriquement à ses ancêtres. Le chef, pourvu d'un « droit naturel de commander » détient donc tous les pouvoirs (1).

L'intérêt général se confond avec son intérêt personnel.

Cependant, dans toute société, il existe un minimum de ce que l'on peut appeler intérêt général et celui-ci se mesure au degré du « développement » des structures sociales. La tâche des pouvoirs publics sera d'autant plus importante que les besoins sociaux sont plus nombreux et plus complexes. Or dans un pays à *structure agricole « primaire » et peu différenciée, les besoins publics sont réduits à leur plus simple expression. Par contre les impératifs religieux et juridiques iront de pair et domineront toutes les institutions*. Le titulaire du pouvoir sera le grand justicier et un grand prêtre.

L'action administrative au sens moderne du terme sera très réduite. C'est le cas en pays bamiléké où le chef cumule tous les

(1) La détention de tous les pouvoirs par une seule autorité n'est pas propre aux sociétés peu évoluées. C'est le régime normal des systèmes politiques à base sociologique. Mais théoriquement cet individu agit dans les systèmes évolués au nom du peuple.

pouvoirs, mais où l'action exercée dans un but d'intérêt général proprement dit est assez mal définie. Le chef se contente le plus souvent des honneurs et ce sont certains grands notables ou ses serviteurs qui « gouvernent » en son nom et avant tout dans son intérêt personnel, de son trésor. Ses agents ne manquent pas de se livrer à des exactions couverts qu'ils sont par la toute-puissance du chef. Cependant, le chef doit respecter lui-même la coutume sous peine de sanctions mystiques. D'ailleurs, les Kamve, peuvent le cas échéant, le rappeler à l'ordre. Il s'occupe personnellement de ce qui peut être considéré comme « politique générale ». Mais nous ne traiterons pour le moment que de ses « pouvoirs politiques ». Les autres pouvoirs administratifs, judiciaires, etc. seront examinés aux chapitres suivants. Nous n'ignorons pas les difficultés et l'arbitraire qu'il y a à séparer les fonctions politiques des autres; mais nous avons voulu risquer ce reproche uniquement pour la clarté de l'exposé.

C'est le chef qui est personnellement responsable de la politique, tant intérieure qu'extérieure, parce que tout mauvais événement est le signe du *mécontentement de ses ancêtres*.

1° La « politique intérieure ».

« L'action administrative » étant assez réduite, le chef se préoccupe avant tout de l'entretien des crânes et partant de la bienveillance de ces derniers. S'ils sont mécontents, ils sont capables de faire abattre sur le village des calamités et des épidémies. Il faut que la terre soit féconde, que les récoltes soient abondantes; que la population se porte bien. Or, une sécheresse exceptionnelle, des pluies diluviennes peuvent empêcher les plantes de bien pousser et ce sera la famine générale. Une épidémie peut décimer en quelques semaines toute la population, en commençant par la famille même du chef; d'où la nécessité pour ce dernier de savoir à chaque instant « ce qui peut arriver ». En effet, les événements ne sont jamais naturels, ils sont toujours déchaînés par quelque mauvais génie. Seuls les ancêtres, dieux protecteurs du groupement sont capables d'annihiler l'action des mauvais génies et d'empêcher ainsi l'arrivée des fléaux.

Comment prévoir les événements ?

Le chef consulte régulièrement l'*araignée* (grosse araignée devineresse) mais celle-ci ne peut répondre que par oui ou par non aux questions précises qui lui sont posées. Elle ne soulève pas les questions qui n'ont pas été posées. C'est pourquoi le chef, malgré l'initiation qu'il a reçue, est le plus souvent obligé de consulter

certains grands sorciers et, en particulier, les membres du Kungan que nous verrons en étudiant les organes consultatifs. Les grands sorciers consultent, certes, eux aussi l'araignée, mais ils ont l'avantage de posséder des dons naturels de « devin » qu'une acquisition par initiation est loin de conférer. Ainsi les actes relatifs à la « politique économique » ou à la santé publique prennent plutôt un caractère « religieux », mais ils consistent à « prévoir » et non seulement à « exécuter » ce qui met en lumière une fois de plus, la vérité d'une grande loi de la science politique, souvent méconnue : « gouverner c'est prévoir ».

2° La « politique extérieure ».

Le chef est également responsable du maintien de l'intégrité du territoire qu'il considère d'ailleurs comme sa propriété personnelle. Dans un pays où les rivalités et la guerre sont quasi permanentes entre les différents groupements, le chef « commandant en chef de son armée », doit être à même de faire face à chaque instant à toute agression. Il doit d'ailleurs chercher également à agrandir son territoire et à étendre sa domination. Il n'y a évidemment pas d'armée permanente, mais en temps de guerre, tous les hommes valides sont mobilisés.

L'entraînement des jeunes gens se fait par les *associations de classes d'âge et d'initiation* que nous étudierons plus bas et qui sont en même temps appareils administratifs.

En temps de paix, les chefs entretiennent des alliances; celles-ci se concluent en général entre *chefferies parentes* ou avec les chefferies assez éloignées, parce qu'en principe, les chefs n'attaquent que les groupements voisins en vue d'agrandir leur domaine. Un service d'espionnage est organisé dans les chefferies ennemies. Dans les chefferies parentes et alliées, les chefs ont des représentants permanents. Ces derniers portent le nom de « Nganze », « Nganiju », « Ngadje »... c'est-à-dire le *porte-parole*, « l'intercesseur ».

Ils résident toujours dans leur propre groupement, mais se déplacent fréquemment vers les chefferies auprès desquelles ils sont agréés. Ce sont en général des notables ou des serviteurs du chef.

Le chef ne peut déclarer la guerre sans prendre *l'avis conforme des Kamve*. Il ne manque pas de consulter aussi le « Kungan » sur l'issue éventuelle du conflit. Les Kamve et le Kungan participent donc à l'élaboration de la politique. La consultation des Kamve est obligatoire pour le chef, alors que dans certains, celle du Kungan est facultative.

Nous allons étudier plus en détail le Kamve et le Kungan qui sont des organismes consultatifs :

§ 3. — DES ORGANISMES CONSULTATIFS :
L'ASSEMBLÉE DES « KAMVE »
ET LA CONFRÉRIE DU « KUNGAN »

Les tendances autocratiques du chef bamiléké sont tempérées par de nombreux « corps intermédiaires » constitués principalement de ce que l'on peut appeler, faute de mieux : « les sociétés et associations ». Les sociétés recouvrent l'activité de la chefferie dans tous les domaines. Mais le domaine de chacune d'elles est nettement déterminé. Elles se complètent mutuellement et l'harmonie de leur fonctionnement conditionne toute la vie du groupement (1). C'est par l'intermédiaire de ces corps que les hommes et, dans une certaine mesure les femmes, participent indirectement à la vie publique. Ils assurent à tous les chefs de famille, aux représentants de tous les métiers une certaine représentation.

Cependant, par l'intermédiaire de ces organismes les représentants des corps de métiers et les chefs de famille ne participent qu'à la « vie administrative » *stricto sensu* et non à la « vie politique », c'est-à-dire à l'élaboration des décisions de portée générale. En effet, ces sociétés et ces associations sont les organismes à caractère administratif, militaire, économique, social, etc. qui sont plutôt des « organes d'exécution » des décisions déjà arrêtées par le chef. Certes, ce dernier peut consulter les membres de certaines grandes sociétés qui siègent au moins une fois par semaine à la résidence, avant de prendre certaines décisions, mais il n'y est pas obligé par la coutume; au lieu de demander leur avis, il peut se contenter de leur annexer sa décision. Ils ne peuvent alors qu'applaudir et ce même s'ils ne sont pas contents. Ce sont, en fait, des agents de transmission des ordres du monarque. Leur seule satisfaction c'est d'être tenus au courant des décisions avant le reste de la population.

Seuls deux organes assistent le chef et concourent à l'élaboration de la politique générale : ce sont l'Assemblée des « Kamve » et la confrérie du « Kungan », mais l'influence des Kamve est de beaucoup la plus considérable.

(1) R. DELAROSIÈRE : *Les Institutions politiques et sociales des populations dites Bamilékés*, *op. cit.*

1° Les « Kamve »

(« Kam » = notable, Ne = neuf).

Nous avons déjà vu l'intervention des Kamve à propos de l'intronisation du chef. L'origine de cet organisme remonte à la fondation, sinon du groupement, du moins de la première dynastie. D'après les légendes, les Kamve, seraient les descendants en ligne paternelle de ceux qui, « sortis de terre » fondèrent le groupement et choisirent parmi eux un chef. La vérité c'est que les Kamve sont les descendants par les mâles de ceux qui occupèrent les premiers la terre. A l'origine il n'y a pas de chef; le groupement était dirigé par un conseil des anciens; c'est par la suite que ce dernier choisit dans son sein un chef; ce chef n'est au fond que le Président de ce « Directoire des anciens » dont il continue à faire partie. C'est ce qui explique l'importance du rôle que continuent à jouer les Kamve même à l'heure actuelle. Peu à peu le chef a développé son autorité personnelle et s'est placé en quelque sorte au-dessus des Kamve. Mais dans certains groupements, le chef continue même de nos jour à faire partie des Kamve.

Le nombre « neuf », comme le chiffre sept, joue un rôle considérable dans la mythologie bamiléké; nous avons déjà signalé que le nouveau chef doit passer neuf semaines à « Lakam ». Nous avons remarqué qu'en Allemagne, le nombre d'électeurs était fixé à neuf à l'origine avant d'être porté à dix en 1803. Nous n'avons pas pu obtenir une signification du chiffre neuf, ni du chiffre sept, au cours de notre enquête en pays bamiléké. Tout ce que l'on peut dire c'est que c'est un *chiffre sacré*.

Cependant, pour des raisons de « dosage politique », et certainement pour diminuer l'influence des « Kamve originels », certains chefs ont pris l'habitude de nommer d'autres Kamve, ce qui est une entorse à la coutume, car le titre de Kamve ne peut s'acquérir que par hérédité. C'est ainsi que dans certains groupements, le nombre de Kamve peut dépasser même une vingtaine; mais et ceci est très important les Kamve nommés par le chef ne siègent pas avec voix délibérative, car les Kamve tiennent leur titre et leur rôle de leur ascendance : ce sont les descendants des neuf plus grands ancêtres du village. Ils ne tiennent pas leur titre du chef. Ce sont les « pairs » du groupement. Comme le chef, ils portent comme insigne le « Kuapa »; « kwenpen », c'est-à-dire un bracelet de cuivre au poigne gauche. Leur nom est précédé de la particule « Za », « Ze », qui signifie « héritier » (sous-entendu mystique). On com-

prend, dans ces conditions, que les attributions des Kamve soient aussi considérables et presque aussi complexes que celles du chef.

a) L'INTRONISATION DU CHEF :

Le premier rôle des Kamve est certainement le pouvoir d'introduire le chef. Nous ne reviendrons pas sur ce rôle que nous avons déjà vu et qui est une survivance de l'époque où le groupement était dirigé non pas par un chef, mais par un conseil d'anciens. Mais il ne suffit pas d'investir le chef, il faut contrôler ses actes.

b) C'est pour cela que les Kamve se présentent comme LES GARDIENS DES « COUTUMES FONDAMENTALES » DU GROUPEMENT.

Les Kamve ne manquent pas de rappeler le chef à l'ordre en cas de violation ou d'atteinte à la coutume; encore que les véritables gardiens de la coutume soient plutôt les ancêtres, capables de frapper le chef des sanctions mystiques.

c) LES KAMVE CONCOURENT A L'ELABORATION DE LA « POLITIQUE GÉNÉRALE ».

Le chef ne peut prendre aucune décision mettant en jeu la vie du groupement sans avis conforme des Kamve. Il ne s'agit même pas à proprement parler des simples avis conformes, la décision n'est prise, dans la plupart des cas qu'à l'issue d'une véritable délibération des Kamve, siégeant sous la présidence du chef. C'est ainsi par exemple que le chef ne peut déclarer la guerre qu'après délibération préalable des Kamve.

Les attributions de l'Assemblée préalable des Kamve sont multiples et complexes. Elle ressemble tour à tour à une « Assemblée Législative », à un véritable Conseil d'Etat, à un Conseil des Ministres (la plupart des Kamve sont d'ailleurs des chefs de quartiers) enfin à une sorte de Haute Cour de justice qui peut mettre en accusation le chef et les grands notables coupables des crimes graves ou de trahison.

Les Kamve constituent les « pairs du Royaume », et dont l'omnipotence a, de tous temps, inquiété les chefs, désireux d'offrir leur autorité personnelle. C'est pourquoi ils se sont employés à saper le rôle de ce corps qui freine leurs ambitions. Les Kamve travaillent en étroite collaboration avec la confrérie des « Kungan ».

2° La « Confrérie du Kungan ».

Le « Kungan » est composé de ceux que l'on appelle communément « sorciers ». Tous ceux qui portent ce titre ne font cepen-

dant pas partie du Kungan. C'est un corps fermé qui s'est recruté une fois pour toutes par cooptation parmi les grands sorciers et les magiciens éprouvés. Leurs fonctions se transmettent de père en fils comme pour les Kamve. La plupart des Kamve siègent d'ailleurs dans le Kungan.

Juridiquement, le Kungan ne devrait avoir aucun rôle dans la direction des affaires du groupement, mais en fait, par la force même des choses, son rôle est très important. Il en est ainsi parce que le chef a besoin des membres du Kungan dans l'accomplissement de son propre rôle religieux.

a) D'abord après l'intronisation, le chef a besoin de certains membres de cette confrérie pour s'initier à certaines pratiques magico-religieuses, à la sorcellerie. A cet égard le chef n'est que l'émule de ces grands sorciers. Au cours de son initiation, les membres du Kungan se gardent bien de montrer au chef tous les différents aspects et tous les secrets de la sorcellerie, car celui-ci une fois bien initié pourrait bien se passer d'eux. Leur force vient justement de ce qu'ils gardent et garderont toujours pour eux quelque secret qui échappe au chef. Ce dernier aura donc besoin de leur concours non seulement au moment de son « noviciat » mais aussi durant tout son règne.

b LE KUNGAN ASSISTE LE CHEF DANS L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE.

L'élaboration de la politique générale présente un caractère mystérieux et religieux. C'est le Kungan qui est le mieux placé pour aider le chef dans cette tâche. C'est lui qui dira au chef quand il faut apaiser la colère des ancêtres et combattre ainsi l'action destructrice des mauvais génies. Grâce à eux le chef combattra efficacement la sécheresse, l'excès de pluies, les épidémies, etc. et surtout il saura à l'avance l'issue heureuse ou malheureuse d'une guerre.

Le Kungan continuera ainsi à jouer quelque rôle jusqu'au jour où le pouvoir sera complètement dessacralisé et laïcisé en pays bamiléké.

Nous allons maintenant étudier brièvement les agents d'exécution.

§ 4. — LES AGENTS D'EXÉCUTION

Le Kamve et le Kungan sont des organes de délibération et de conseil, mais le chef, dans l'exercice de ses pouvoirs est assisté d'une foule d'auxiliaires attachés à sa personne. Ils sont connus sous

le nom général de « Chieu-feu » (« chiofo », « teheumfeu »...) : « serviteurs du chef. C'est une caste qui, de part son origine sociale peut être considérée comme inférieure, mais qui de par les fonctions qu'elle exerce est une catégorie privilégiée dans la société Bamiléké. C'est ce que l'on va voir en examinant successivement son recrutement, son organisation et son rôle.

1° Le recrutement des « Chieu-feu ».

A l'origine, les serviteurs sont recrutés parmi les prisonniers de guerre. En effet, tous les prisonniers de guerre reviennent au chef qui peut en faire des serviteurs quand il ne les vend pas comme esclaves. C'est ce qui explique la vie assez dure qui est faite aux jeunes serviteurs et aux nouvelles recrues. Peuvent également être serviteurs les étrangers maltraités ou bannis de leur groupement et qui vont se mettre au service d'un chef. Le chef peut enfin prendre comme serviteurs et au besoin par la force les jeunes gens d'origine roturière. Les serviteurs ne peuvent jamais être pris parmi les fils de chef ou leurs descendants (1). Les serviteurs sont donc, en général d'origine sociale basse et dans une certaine mesure méprisable; la plupart sont étrangers au groupement.

Par la suite, la mode de recrutement des serviteurs a évolué : une classe de serviteurs héréditaires s'est formée ; en effet, lorsqu'un serviteur se retire, le chef lui donne des femmes, mais les enfants des femmes données par le chef ne sont pas au père, mais sont la propriété du chef.

Les serviteurs sont soumis d'une façon absolue au chef. Ils sont considérés comme ayant aliéné toute leur personnalité (1). Pour marquer leur aliénation totale et leur allégeance absolue, ils portent au sommet de la tête un cauris solidement attachée aux cheveux, ce qui rappelle la tonsure de ceux qui entrent dans l'état ecclésiastique. Le chef est toujours responsable de ce que font ses serviteurs; ceux-ci ne font que traduire ses volontés.

Toute atteinte à leur personne est considérée comme dirigée sur le chef lui-même. De même qu'en France la qualité d'agent de la paix publique est une circonstance aggravante des infractions contre les personnes, de même en pays bamiléké, les attentats contre les serviteurs du chef sont punis plus sévèrement que ceux dont peuvent être victimes les autres personnes.

(1) Toutefois, il peut arriver que les descendants des fils de chef de degré très éloigné soient pris comme serviteurs.

(1) R. DELAROZIÈRE : *Les Institutions politiques et sociales des Bamilékés*.

Cette allégeance totale à la personne du chef aboutissait autrefois à l'immolation, à la mort de ce dernier, d'un certain nombre de serviteurs pour assurer son entretien dans la tombe.

Tous les serviteurs, sauf ceux qui sont autorisés à se marier doivent obligatoirement demeurer à la résidence.

Tant qu'ils sont au service du chef, il leur est interdit de se marier. Le serviteur qui est autorisé à se marier reste au service du chef mais ne peut plus résider au palais. Tous doivent porter le voile, sorte de cagoule, souvent orné, pour les serviteurs supérieurs d'une calotte et de franges en cauris. Le célibat, le port du voile, font du service du chef, un véritable sacerdoce, ce qui n'est pas pour nous étonner, puisque le chef lui-même présente un caractère sacré.

Le corps des serviteurs est par ailleurs hiérarchisé.

2° La hiérarchie.

Le corps des serviteurs comprend deux échelons :

a) *Les Walas*. — Ce sont des serviteurs supérieurs, on peut les comparer aux secrétaires d'Etat. En effet chacun d'eux a reçu du chef des attributions précises. Ils sont aussi hiérarchisés. On distingue .

— les « Walas Nka » (= Wala du « haut ») sont les Walas les plus importants et qui sont chargés des fonctions administratives ou religieuses ;

— les « Wala Ntsa » (= Wala Ntswe, Wala, Noh) sont les hauts fonctionnaires du palais ;

— les « Walas Nge » = « inconnus » sont les Walas de l'échelon inférieur et qui sont des adolescents débutants ;

b) *Les « Tchinda »* = « esclaves » qui ne sont chargés que des tâches domestiques. Ils doivent dormir à même le sol sur des feuilles de bananier ou sur des nattes et ne doivent pas couper leurs cheveux. Pour avoir le droit de coucher sur un lit, de s'asseoir sur une chaise ou de se couper les cheveux, le jeune Tchinda doit payer ledit droit à ses supérieurs les « Tandia » qui sont des Tchinda gradés.

Quand il devient Tandia, il peut acquérir le droit de se marier et de quitter le service. Mais il doit alors verser une certaine somme au chef et trouver un jeune pour le remplacer. Le chef lui donne des femmes et un terrain pour s'établir. Il peut aussi lui conférer un titre de noblesse et lui confier un commandement. Dans certains

groupements, presque tout le « personnel administratif » est composé d'anciens serviteurs.

Leur rôle est très important dans les différentes sociétés coutumières. Outre qu'ils ont leurs sociétés propres, ils sont presque toujours de droit membres des autres associations et membres influents. Entièrement dévoués au chef, ils profitent largement des avantages que procurent leurs fonctions. Beaucoup de chefs ont pris l'habitude de s'appuyer sur eux et non sur les notables ou les fils de chef dont ils se méfient.

3° Le rôle des serviteurs.

On a vu que ce sont les serviteurs qui « gouvernent » pratiquement par délégation permanente du chef. Même les actes à caractère religieux que le chef peut accomplir personnellement se font toujours avec leur assistance. Ils sont donc chargés des fonctions les plus diverses : fonctions religieuses, administratives, police, etc., selon leur échelon dans la hiérarchie.

A. — RÔLE RELIGIEUX.

Ils assistent le chef dans sa fonction religieuse. En effet, ce dernier qui ne doit rien toucher, ne peut pas procéder lui-même aux sacrifices (offrandes d'huile de palme et de sang...) sur les crânes de ses ancêtres. Les fils ne le peuvent pas davantage. Ce sont les Walas qui procèdent à l'exécution des rites en présence du chef. L'enclos où sont conservés les crânes est constamment surveillé par les Walas. Ils ont leur entrée dans le « Kungan » dont nous avons vu le rôle essentiellement religieux.

Les Walas sont généralement les seuls de la chefferie, avec les membres du Kamve, à connaître le nom de l'héritier présomptif désigné par le chef et jouent aussi un grand rôle au moment de l'intronisation. En effet, dans certains groupements, à côté de l'Assemblée des Kamve, il existe un *conseil formé de sept Walas influents* qui sont au courant de tous les secrets du chef et qui sont même mieux placés que les membres du Kamve. En effet, si le chef meurt *ab intestat*, ce qui peut arriver en cas de mort subite ou accidentelle, c'est ce conseil, formé de sept Walas qui peut indiquer aux Kamve eux-mêmes le nom de l'héritier que le *de cujus* se proposait de leur soumettre. Il peut même arriver qu'ils avancent dans leur propre intérêt le nom d'un fils de chef que le défunt n'a jamais choisi, mais qu'ils préfèrent eux, voir accéder

au trône. Leur influence est considérable ; c'est pourquoi chaque fils de chef cherche à s'attirer leur sympathie.

B. — ROLE ADMINISTRATIF.

Chaque Wala peut se voir confier un service déterminé dont il a la responsabilité et la police (surveillance des marchés, des travaux collectifs et des corvées, etc.). Ils jouent le rôle d'intendants de chef dans les quartiers administrés par les sous-chefs et les grands notables Certains représentent même le chef auprès des groupements étrangers.

C. — FONCTIONS DOMESTIQUES.

Elles sont assurées par les Tchinda qui servent à la fois de gardes de corps au chef. Il y en a qui sont chargés de tâches précises : surveillance des femmes, des enfants et surtout des filles du chef ; service de la « bouche » (nourriture, vin, ravitaillement...). Tout le personnel domestique travaille sous les ordres et la surveillance du « Wala Ntsa » ou « Wala Noh » qui joue le rôle du « ministre des finances » du chef (entretien et surveillance du Trésor, surveillance des terres et du bétail). Si les fonctions domestiques peuvent être considérées comme les plus basses, elles sont, par contre, très profitables pour leurs titulaires qui ont la possibilité de détourner à leur profit personnel les cadeaux adressés au chef ou de puiser dans le Trésor royal.

Comme on le voit, les serviteurs jouent un rôle important dans l'Administration du village. Dans certaines chefferies à caractère autoritaire très marqué et où le chef aspire à un pouvoir personnel, ils forment littéralement écran entre le chef et le peuple. Ce sont eux qui sont chargés du commandement des quartiers ; les chefs autoritaires préfèrent gouverner avec les serviteurs dont le dévouement et la soumission sont éprouvés plutôt qu'avec les notables, fils de chef, qui ont naturellement des ambitions.

L'Administration traditionnelle ayant un « caractère patrimonial » l'action des serviteurs tend avant tout à protéger les intérêts personnels du chef. La prestation des biens et services aux particuliers est en général assurée par les intéressés eux-mêmes au sein des organismes semi-publics ou privés.

CHAPITRE IV

LES INSTITUTIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF OU SOCIAL

Nous avons vu que l'administration au sens moderne du terme était très réduite. Cela tient d'abord au fait que l'économie est assez rudimentaire; pratiquement elle est réduite à l'agriculture primaire, à l'artisanat. Les mêmes plantes vivrières sont cultivées depuis des millénaires; l'introduction d'espèces nouvelles date de l'arrivée européenne et leur culture n'est pas adoptée par toutes les femmes. On cultive avant tout pour les besoins de la consommation familiale et la famille constitue une entité économique. *C'est chaque famille qui procure à ses membres les biens et services dont ils ont besoin.* La tâche de l'autorité publique consistera presque uniquement à maintenir l'ordre et la sécurité.

Cela tient, d'autre part, à la conception que le chef se fait de son rôle et de ses pouvoirs. En fait, il considère ses sujets et leurs biens comme une sorte de propriété personnelle. Le Trésor public se confond avec le Trésor du chef et l'impôt est perçu dans son intérêt personnel.

Bref les besoins publics essentiels : besoins économiques, sociaux, etc., sont assurés par les particuliers eux-mêmes dans le cadre de la famille ou au sein des organismes privés.

§ 1. — LES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES ET SANITAIRES

A. — Les institutions économiques et sociales.

La seule action que le chef mène en matière économique dans un but d'intérêt général c'est en quelque sorte la « police rurale ». Nous avons vu, en examinant les pouvoirs, qu'il tenait beaucoup à la protection des cultures : les sacrifices qu'il fait aux ancêtres ont pour but d'enrayer la sécheresse, de rendre plus régulier le régime des pluies. Il s'agit avant tout de faire pousser les plantes dans des conditions normales. D'autre part, si les cultures sont dévastées par les animaux sauvages : sangliers, singes, etc., ou si les troupeaux sont décimés par les fauves, c'est que les « hommes-sangliers », les « hommes-singes » ou les « hommes-panthères » sont passés par là ; le chef les invite à cesser leurs méfaits.

En dehors de cette action de caractère plutôt mystérieux et d'efficacité douteuse, les options vraiment économiques sont l'œuvre des particuliers eux-mêmes, ou, quand elles sont faites par le chef, elles tendent avant tout à l'administration de son propre patrimoine.

Les techniques et les instruments agricoles étant rudimentaires, l'organisation économique ne peut s'appuyer que sur le « nombre des mains », c'est-à-dire sur l'*union* (tant il est vrai que l'« union fait la force »). Nous avons déjà vu comment l'économie était organisée dans le cadre familial ; mais étant donné la division du travail par sexe et même par âge, le cercle familial sera souvent insuffisant et trop étroit. C'est ce qui explique, dans la région bamiléké, l'existence des « sociétés d'entraide », des sociétés mutualistes, des « sociétés à crédit différé », etc.

Parmi les sociétés, il en est qui sont nées de l'initiative du chef. Le but poursuivi par ce dernier par la création des sociétés à caractère économique est évidemment le renflouement de son trésor en cas de difficultés financières. C'est pourquoi ces sociétés groupent surtout des gens riches. La plupart sont de création récente. Elles rassemblent de nombreux « bourgeois » que les chefs ont de plus en plus tendance à anoblir. Les droits d'entrée étant généralement très élevés, elles constituent pour le chef une source de revenus non négligeable. Le type de ces sociétés est le « Kambium », « Kambim »...) qui signifie « association », ou « rassemblement » de gens riches.

Pour les « sociétaires » eux-mêmes, le but est moins économique

qu'honorifique; en effet, pour obtenir leurs subsides, le chef est souvent amené à les tenir au courant de certains de ses projets. Par l'intermédiaire de ces sociétés, les économiquement puissants participent indirectement à la direction des affaires publiques.

Seules les sociétés créées par les particuliers eux-mêmes poursuivent un but véritablement économique. Les sociétés nées de l'initiative privée sont très nombreuses, mais suivant leur objet, on peut essayer de les classer en trois catégories :

a) LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES :

Ce sont les sociétés formées soit entre hommes, soit entre femmes du même quartier pour l'exécution d'un travail déterminé. Par exemple, la construction d'une case ou la création d'une plantation de plantes de rapport exigeant beaucoup de temps pour un seul homme. Celui qui veut élever une construction fera part de son projet au Président de la société. A la première réunion c'est le Président qui prendra sur lui la présentation du projet et qui fera fixer le jour de l'exécution du travail.

De même une femme qui veut mettre en culture une vaste étendue de terre fera appel aux membres de la société de femmes dont elle fait partie.

Une société, même coopérative, n'est jamais à l'état pur, elle présente toujours un caractère mixte. La société coopérative peut être en même temps une société de prévoyance ou d'entraide sociale.

b) LES SOCIÉTÉS D'ENTRAIDE SOCIALE :

La société peut avoir pour objet l'entraide sociale, c'est-à-dire une sorte de société de prévoyance. Ce peut être aussi une société coopérative qui joue en même temps le rôle d'un organisme de *solidarité et de sécurité sociales*. D'ailleurs, il est rare qu'une société suive un but unique. Si un membre de la société coopérative est mort, ou si c'est un des siens qui décède, la société prélèvera une certaine somme sur la réserve sociale pour faire face aux frais de funérailles qui sont toujours très importants. Si le sociétaire est malade, il sera assisté matériellement et moralement par ses coassociés. En l'absence de toute réserve spéciale, il y aura lieu à une cotisation spéciale. A cette assistance vient évidemment s'ajouter celle des membres de la famille du bénéficiaire.

Mais cette même société peut jouer enfin le rôle d'un organisme de *solidarité et de sécurité sociales et de crédit*.

c) LES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT MUTUEL :

Si une société coopérative peut être en même temps un organisme de crédit mutuel, il peut cependant se former des sociétés dont l'objet principal est le prêt mutuel.

Ces sociétés groupent essentiellement des commerçants, des artisans ou des ouvriers du même quartier ou du même village : c'est-à-dire des gens qui se connaissent bien et dont la plupart sont même des parents ou des alliés, car l'*intuitus personæ* y joue un rôle essentiel. Tout Bamiléké, qu'il soit dans la région même ou dans les villes, fait partie d'au moins une de ces sociétés. Il y en a qui sont composées exclusivement d'hommes, quelques-unes réunissent uniquement des éléments féminins, d'autres enfin sont mixtes. Quelle que soit leur composition, le fonctionnement en est le même; elles se réunissent selon les « statuts », soit chaque semaine, à jour fixe, soit toutes les quinzaines, soit une fois par mois. A chaque séance, chacun verse une certaine somme selon ses possibilités. A la prochaine réunion, il doit verser la même somme ou une somme supérieure, mais il ne peut verser *une somme inférieure à la première sans encourir une amende* (calebasse de vin de raphia ou de palme, corbeille de nourriture cuite, etc.). Il faut donc dès le début savoir ce que l'on est capable de verser. Le tout est remis à un des membres. La prochaine fois, ce sera le tour d'un autre sociétaire à emporter l'intégralité des sommes versées. Le premier bénéficiaire devra alors rembourser à cette séance la somme que le second avait déboursée et ainsi de suite. Seul le dernier, évidemment, n'aura rien à rembourser et le cycle recommence.

Le fonctionnement de ces sociétés ressemble étrangement à celui des sociétés de crédit différé dont on déplore en France les escroqueries auxquelles il donne lieu.

Avec la somme ainsi reçue, le bénéficiaire va se constituer un capital ou faire face à des dépenses exceptionnelles (paiement d'une dot par exemple). C'est grâce à ces sociétés que la majorité des Bamiléké des villes ou du village réunissent le petit capital qui leur permet de débiter comme petits commerçants, artisans ou planteurs. C'est une formule qui cumule à la fois les avantages d'un organisme de crédit et d'épargne.

C'est elle qui a permis aux Bamiléké les réalisations qui suscitent à la fois l'admiration et la jalousie dont ils sont l'objet au Cameroun.

Si les institutions économiques et sociales bamiléké sont assez perfectionnées, il n'en est pas de même des institutions sanitaires.

B. — Les institutions sanitaires.

Les maladies et la mort ne sont jamais naturelles en pays bamiléké. Le peuple croit qu'il existe des individus doués d'un pouvoir surnaturel qui leur permet de venir la nuit, au cours du sommeil, « enlever le cœur de leurs victimes », soit par haine, soit par vengeance, soit simplement par esprit sanguinaire. D'autre part, on croit aussi que la colère des ancêtres peut déchaîner sur leurs descendants des maladies et même la mort. Mais il existe un personnage capable à la fois :

- de dépister et de faire mourir ces « enleveurs de cœurs » ;
- de dire pourquoi les ancêtres de telle ou telle famille sont mécontents ;

- et de guérir les maladies. C'est le sorcier, personnage à deux faces ; pouvant faire du bien comme du mal. Il peut donc contribuer à la prophylaxie et à la guérison des maladies.

La politique sanitaire du chef présente plutôt un *caractère prophylactique*. Outre les sacrifices qu'il fait aux ancêtres pour préserver la population des épidémies et autres fléaux, il fait périodiquement appel à un grand sorcier d'un groupement lointain, qui vient « passer en revue » toute la population réunie sur la place publique. Il fait absorber à tous : hommes, femmes et enfants une *espèce de drogue*. Cette opération appelée « Ngu » (« ngue », « nguo ») a pour but de dépister tous ceux qui par sorcellerie ou toute autre disposition naturelle (métenpsychose par exemple) nuiraient à la population et à la santé publique. Toute personne qui s'abstient de se présenter et d'absorber la drogue est réputée dangereuse pour la société. Si elle ne se défend ou ne se justifie pas, elle sera mise à l'index et bannie du village.

Le sorcier, invité par le chef asperge en même temps la population d'une eau dans laquelle il a trempé certaines herbes, pour la purifier et pour chasser les « mauvais esprits », *mais la thérapeutique proprement dite est laissée aux malades eux-mêmes et à leur famille*. Il n'existe pas d'organisme comparable à un dispensaire ou à un hôpital. C'est qu'en effet, il ne s'agit pas seulement de savoir de quoi souffre le malade, *mais avant tout de savoir pourquoi il est malade*.

Or, le plus souvent, quand une personne est malade, c'est que ce sont les ancêtres qui sont mécontents. Il faut savoir ce qu'ils reprochent au malade. On devra s'adresser à un sorcier qui dira la cause du mécontentement des aïeux. Il dira par exemple qu'ils sont fâchés parce qu'on les a oubliés. Pour calmer leur colère, un sacrifice sera nécessaire. Après l'offrande, qui est faite préalable-

ment à tout traitement, les remèdes donnés par le sorcier sont désormais susceptibles d'avoir une plus grande efficacité et la maladie, quand elle ne disparaît pas comme par enchantement, sera facilement guérissable.

Les institutions sanitaires portent donc, comme tout le reste, une forte empreinte religieuse.

Les institutions financières sont moins imprégnées de mystique.

§ 2. — LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

C'est presque un abus de langage de parler des « institutions financières » dans la mesure où cela évoque les finances *publiques*. Or, on a déjà indiqué que les « finances publiques » se confondaient avec celles du chef. On devrait plutôt parler du Trésor ou du service du « Trésor royal ». Pourtant, on peut, sans forcer les termes, parler des finances publiques en pays bamiléké, car, s'il en était autrement, on ne devrait pas *non plus en parler dans tous les régimes à pouvoir personnel*, puisque en définitive, l'impôt et autres prestations ne serviraient qu'à la jouissance personnelle de celui qui commande. Mais raisonner ainsi ce serait oublier que dans toute société — et tel est le cas en pays bamiléké — il y a un minimum de « services publics », et partant de charges publiques; mais ce serait surtout oublier que le pouvoir y *compris un pouvoir personnel est un besoin social* et que son fonctionnement entraîne nécessairement des charges. Ainsi, si dans la région que nous étudions, le Trésor public se confond avec le Trésor du chef, il n'en reste pas moins que le chef accomplit une fonction publique :

— comme représentant de toute la collectivité, il doit mener un train de vie qui corresponde à sa fonction et à sa situation sociale. La population peut critiquer la prodigalité d'un chef, mais elle ne supportera pas non plus d'avoir à la tête du village un clochard. Pour le renom même du groupement, le chef doit recevoir dignement ses autres collègues qui lui rendent visite et donner des cadeaux dignes d'un souverain aux étrangers qui viennent le saluer. Il est donc normal que ses sujets lui fournissent périodiquement des subsides.

Comme dans tous les pays sous-développés, le chef bamiléké réclame surtout des prestations en nature.

A. — Impôts ou prestations en espèces.

L'impôt en espèce était très réduit avant l'arrivée européenne. Ce sont des coquillages (les cauris) qui tenaient lieu de monnaie. Les chefs demandaient bien une fois par an, à chaque contribuable un certain nombre de cauris, mais le pouvoir d'achat de cette monnaie était assez faible; c'est ce qui explique qu'ils aient souvent préféré les prestations en nature.

B. — Les prestations en nature.

Les prestations en nature dues par les hommes *consistent surtout en corvées*.

A n'importe quelle époque de l'année, ils peuvent être requis pour l'exécution de certains travaux : construction des cases, des barrières..., ou réparation des immeubles tombant en ruines. Le chef peut également, à tout moment, envoyer ses serviteurs ou ses femmes chez tel ou tel chef de famille, arrêter une chèvre, un mouton ou couper un régime de bananes-plantain. Il s'agit dans cette hypothèse d'une espèce d'impôt personnel, car ces biens ne pourront être pris que chez ceux qui sont capables de les fournir; alors que nul, les infirmes mis à part, ne peut se soustraire aux corvées. Les notables ne travaillent pas personnellement mais ils doivent être présents pour diriger les travaux et inciter leurs hommes à travailler.

Les femmes elles-mêmes n'échappent pas aux corvées, certains travaux leur sont exclusivement réservés : arrachage du chaume pour couvrir les toits des cases construites par les hommes, nettoyage des pistes fréquentées par le chef, labourage des champs personnels du souverain, etc.

Une fois par an, chaque femme mariée doit apporter à la chefferie une fraction de ses récoltes de maïs, de haricots, d'arachides, etc. La rentrée de ces prestations est assurée par les « tchinda » et les « wala ».

Nous verrons, dans la deuxième partie de cette étude, que depuis l'occupation européenne, la « comptabilisation de la vie », conséquence de l'économie monétaire, a développé l'impôt en espèce sans pour autant supprimer les prestations en nature.

Une des sources intarissables des revenus pour les chefs est constituée par les amendes perçues par le service de la justice.

Dans un pays où l'état civil n'était pas organisé, le recensement, ou plus exactement le dénombrement de la population mâle était

opéré indirectement par les associations de classes d'âge et d'initiation.

§ 3. — LES ASSOCIATIONS DE CLASSE D'ÂGE ET D'INITIATION

Les associations de classes d'âge et d'initiation se rencontrent sinon dans toutes les sociétés africaines, du moins dans toutes les tribus de structure assez avancée. L'absence d'écriture et surtout l'inorganisation de l'état civil ne permettent pas de connaître avec exactitude l'âge des individus.

On supplée à ce défaut en prenant en considération le développement physique et physiologique. Dans les populations « soudanaises » c'est la circoncision et l'excision qui marquent la majorité d'un individu. Il en est d'ailleurs de même chez les Nilotiques. C'est ainsi qu'en Afrique Orientale, les jeunes gens circoncis à la même époque appartiennent à la même classe d'âge chez les Hassaï, les Suck, les Turkana, etc.

Ces associations portent des noms divers suivant les tribus, mais le principe en est le même. Chez les Dogons du Soudan français existe ce que Denise Paulme appelle « fraternités d'âge » (= « Tumo », en Dogon = « associations ») et qui groupent les jeunes gens circoncis à la même époque (1).

Chez certaines tribus côtières du Cameroun elles sont connues sous le nom de « Mwemba » = « association » = « société ». Chaque année les « Miemba » (pluriel) organisent des fêtes et des danses au cours desquelles la dernière en date est « baptisée ».

Certains auteurs comme le Dr Montandon ont cru pouvoir affirmer que la pratique de la circoncision et l'existence des associations de classes d'âge étaient deux des traits caractéristiques de la civilisation des populations soudanaises. Si cette thèse était exacte elle confirmerait du même coup l'origine soudanaise des populations bamiléké. Mais en l'état actuel des rudiments de connaissances que l'on possède sur les civilisations de l'Afrique au sud du Sahara, celle-ci doit être accueillie avec une certaine réserve, car l'existence des associations de classes d'âge et la pratique de la circoncision se rencontrent également chez les populations généralement classées parmi les Bantous ou parmi les Nilotiques.

(1) Denise PAULME : *L'Organisation sociale chez les Dogons*, Thèse, Paris, 1940.

En pays Bamiléké les associations portent des noms différents suivant l'âge des individus qu'elles rassemblent. Elles intéressent tantôt toute la population mâle de la chefferie, tantôt certaines catégories seulement de la jeunesse.

Il ne peut être question d'étudier ici d'une façon exhaustive cette importante institution. Nous nous contenterons de dire quelques mots des principales associations d'âge et de leur rôle.

Rappelons qu'elles groupent des adultes et des adolescents ou plus exactement des majeurs et des mineurs; qu'en pays Bamiléké la majorité civile et la majorité matrimoniale coïncident; le jeune est déclaré majeur après sa circoncision, il peut désormais se marier, participer à la vie politique et religieuse.

A. — Les associations d'adolescents : le « Manku ».

Le « Manku » groupe en fait les jeunes gens de douze à dix-huit ans. Il se tient à la résidence du chef de quartier (sous-chef, notable...). Il est ainsi dénommé parce que chacun de ses membres doit, à chaque réunion, apporter au sous-chef ou au notable un fagot de bois (le bois étant précieux dans une région plutôt couverte de hautes herbes et assez froide pour l'Afrique). Le nombre de fagots de bois permet par ailleurs de dénombrer les membres de l'association.

L'adhésion en est obligatoire pour l'adolescent. Le cas échéant, il y sera traîné *manu militari* par ses collègues.

Les réunions ont lieu sous la présidence du chef de quartier ou de son délégué qui porte le titre de « Tandia ». Le « Manku » est une association d'initiation civique. Il peut fonctionner d'une façon autonome, mais plus souvent il n'est qu'une section du « Mandjon » qui rassemble toute la population mâle du quartier.

B. — Le « Mandjon ».

Il groupe tous les hommes majeurs du quartier. C'est l'association la plus caractéristique. Comme le Manku, il se réunit au « chef-lieu » du quartier; c'est pourquoi, pratiquement, dans la majorité des quartiers, il n'y a qu'une association : « le Mandjon » qui groupe majeurs et mineurs, étant bien entendu que ces derniers n'apportent que du bois et ne prennent pas part à certains débats; ils suivent les débats, c'est d'ailleurs la meilleure façon pour eux de s'initier. Le Manku n'est donc, en fait, que la section des jeunes du Mandjon. Les deux associations se réunissent donc le même jour et à la même heure, sous la présidence d'un « Taudia »

ou « Ta-Mandjon » = « Père » de Mandjon. Mais alors que les majeurs sont soumis à toutes sortes d'obligations, les adolescents sont astreints seulement au chauffage et à l'éclairage par le bois qu'ils fournissent. Comme toutes les sociétés bamiléké, les réunions de ces associations donnent lieu à des libations, cela n'empêche pas que leur rôle soit très considérable, on peut même dire qu'elles constituent l'ossature administrative de la chefferie.

Il convient d'indiquer séparément le rôle du « Mandjon » et celui du « Manku ».

a) Le « Mandjon » (= section des majeurs). Il faut d'abord remarquer que les associations de classes d'âge ne sont pas de simples associations privées. Elles ne naissent pas de la libre initiative des individus. C'est l'autorité publique qui les crée. Nous avons vu qu'elles se tiennent au « *chef-lieu* » du quartier et que l'adhésion en est *obligatoire*. C'est d'ailleurs par manque de terme précis que nous les appelons « associations ». Ce sont de *véritables organismes publics dont les rôles sont multiples*.

D'abord, grâce à ces organismes, le chef peut à tout moment connaître le chiffre de la population mâle du village (cela est aussi vrai pour le Manku). Il lui suffirait de réunir tous les chefs des quartiers et de demander à chacun combien d'hommes compte son Mandjon. Le Mandjon (ou le Manku) joue ainsi le rôle d'un organe de dénombrement de la population mâle du groupement et cela est d'autant plus important qu'il s'agit avant du dénombrement des hommes valides (les vieillards et infirmes ne sont pas obligés d'aller au Mandjon). En temps de guerre et malgré l'absence d'armée permanente, le chef sait sur combien d'hommes il peut compter et son armée sera rapidement constituée.

Le « Mandjon » facilite la rentrée de l'impôt et l'exécution des prestations. Connaissant le nombre d'hommes que compte le Mandjon de chaque chef de quartier, le chef du groupement répartira l'impôt proportionnellement à l'importance numérique des quartiers; de même lorsqu'il s'agit de prestations en nature ou des corvées, le chef fixera la part des travaux à exécuter par chaque quartier compte tenu de son importance en hommes valides.

D'autre part, le Mandjon est un organisme de maintien de discipline : les absences y sont particulièrement réprimées. Elles ne sont justifiées qu'en cas de maladie ou d'empêchement majeur.

Toutes les décisions au sein du Mandjon doivent être scrupu-

leusement exécutées par chacun, sous peine des sanctions très lourdes.

Le Mandjon est enfin une école pour les jeunes.

b) C'est pour cela que nous avons vu que, si théoriquement le Manku pouvait fonctionner d'une façon autonome, pratiquement, il fait partie du Mandjon dont il n'est qu'une section. C'est qu'en effet, les adolescents s'initient beaucoup mieux à la vie civique en écoutant leurs aînés discuter, en copiant leurs agissements et leur comportement. Il faut d'ailleurs se rappeler que l'initiation tient lieu *d'Enseignement scolaire en Afrique Noire traditionnelle*. Pour les jeunes gens, le Mandjon se présente donc comme une *véritable école de civisme*.

Enfin, nous verrons, en étudiant l'administration des quartiers que les associations de classes d'âge constituent de véritables organes de « décentralisation ».

Comme on le voit, les rôles de ces associations sont complexes et considérables. On comprend donc que leur désagrégation puisse avoir des répercussions fâcheuses sur l'organisation sociale traditionnelle.

Il nous faut maintenant présenter d'une façon succincte les institutions judiciaires.

CHAPITRE V

LES INSTITUTIONS JUDICIAIRES

Comme tout « seigneur féodal » de tous les temps, le chef bamiléké est le Grand Justicier de son groupement. Mais la distinction du pénal et du civil n'est pas nette. Malgré la réprobation universelle de certaines infractions comme le vol, les infractions pénales font figure de délits privés. Cela va se ressentir sur l'organisation judiciaire.

§ 1. — L'ORGANISATION JUDICIAIRE

Le service judiciaire, si important qu'il soit, n'est pas obligatoire, en ce sens que la victime d'un délit civil ou d'une infraction pénale, au sens français du terme, n'est pas obligé de s'adresser aux pouvoirs publics pour en obtenir réparation, la saisine d'une « juridiction » étant, en fait, facultative. Bref la victime peut se faire justice à soi-même : par exemple en cas de flagrant délit de vol, elle s'emparera elle-même (et éventuellement avec ses parents ou ses amis, de la personne du voleur) le ligotera, le malmènera et, le plus souvent, le promènera au marché avec l'objet volé attaché au cou. Elle se fera restituer son bien et peut même, à titre d'amende, le faire restituer au double.

De même, celui qui a été de la part d'un autre, l'objet de coups ou de blessures, peut à son tour, et, le cas échéant, avec l'aide des siens, rendre à l'agresseur les coups ou les blessures qu'il a reçus. La justice du chef *coexiste donc avec la vengeance privée*. S'il est dans l'impossibilité de se venger sur-le-champ, soit parce que l'agresseur est plus fort que lui, soit parce que ce dernier est demeuré inconnu, il ira trouver un sorcier qui le vengera en jetant le mauvais sort sur le coupable.

La vengeance privée étant ainsi admise, comment se présente l'organisation judiciaire proprement dite ? Il existe, pour ainsi dire, trois sortes de juridictions.

A. — La « juridiction familiale ».

Le jugement des affaires entre parents relève *du chef de famille*. Pour des raisons bien compréhensibles, le chef de famille est avant tout un *juge conciliateur*. L'efficacité de la juridiction familiale est incomparable; elle fait éviter les frais et la perte de temps; mais surtout elle fait régner la paix et la concorde parmi les membres de la famille. Quand on se rappelle que la famille est très « étendue » et peut être représentée par tout un quartier on comprend l'importance pratique de cette juridiction.

Mais la famille ne s'occupe en principe que des litiges entre ses membres ou entre gens unis à elle par des liens de service ou d'amitié très étroits.

B. — La juridiction du notable, chef du quartier.

Les différends opposant des individus de familles différentes sont jugés, en principe, par le chef du quartier. Ce dernier juge, entouré quelquefois de certains vieillards du quartier; c'est une véritable juridiction de premier degré qui statue à charge d'appel. Le notable cherche aussi à concilier les parties, mais l'aspect conciliateur de sa juridiction est très atténué. D'autre part, sa tentative de conciliation n'a pas la même chance de réussite que celle du chef de famille.

Enfin la juridiction du chef de quartier entraîne nécessairement des *frais*. En effet, alors que celui qui a tort devant le chef de famille ne subit *qu'une réprimande à caractère paternel*, celui qui succombe dans un procès devant la juridiction du quartier doit payer, en plus des dommages-intérêts, une amende (une chèvre, cinqalebasses de vin de raphia ou de palme par exemple).

Le plaignant peut d'ailleurs dans certains cas porter directement son affaire devant la juridiction du chef.

C. — La juridiction du chef.

Normalement le chef de famille juge en premier et dernier ressort. En principe aussi la juridiction du *pater familias* est obligatoire pour les membres de la famille. Il n'en est pas de même pour la juridiction du chef de quartier car, d'une part, on peut toujours interjeter appel contre ses décisions, d'autre part, on peut saisir directement la juridiction du chef. Celle-ci se présente donc à la fois comme juridiction d'appel et comme juridiction suprême statuant en premier et en dernier ressort.

L'inégalité sociale se ressent dans l'organisation judiciaire. La juridiction du chef de quartier est au fond une juridiction réservée aux « roturiers ». Quant un différent oppose un roturier à un notable ou un notable à un autre notable, c'est la juridiction du chef qui doit être saisie. En effet, un roturier n'obtiendra pas entière satisfaction devant la juridiction du notable du quartier, car le notable peu enclin à donner tort à un collègue, sera animé d'un certain parti pris. Seul le chef peut juger dans ce cas, en toute indépendance, il protégera le plus faible contre le plus fort. Quand il s'agit de litiges entre notables le chef juge en tant que leur « suzerain » commun.

Mais pratiquement le chef ne juge personnellement que des cas très sérieux. Normalement c'est un grand notable qui préside, par délégation, la juridiction du chef ; généralement cette présidence revient au « 'Kuipo ».

Etant donné la confusion du pénal et du civil, la procédure et les modes de preuves sont les mêmes devant toutes les juridictions et pour toutes les affaires.

§ 2. — LA PROCÉDURE ET LES MODES DE PREUVE

A. — La procédure.

Elle débute par une « plainte » verbale adressée au chef de famille, au chef de quartier ou chef du gouvernement suivant le cas.

Quand il s'agit d'une demande adressée à la juridiction du chef de quartier ou du chef du village, elle doit être accompagnée de certains droits (calebasse de vin, au notable de quartier, chèvre

ou argent au chef). Le défendeur est convoqué par les soins du « Président » à jour fixe. La procédure par défaut n'est pas admise, s'il ne comparait pas, il sera amené *manu militari*. Les débats et le jugement se déroulent en audience publique.

Mais quels sont les modes de preuve admis ? A qui incombe la charge de la preuve ? Comment est-elle administrée ?

B. — La procédure étant dans les cas inquisitoriale.

Le demandeur se contentera le plus souvent de simples affirmations, il appartiendra au « Président » de rechercher la vérité et au défendeur de se défendre.

La recherche de la vérité par le Tribunal.

Le Président interroge le défendeur sur les faits qui lui sont reprochés ou bien il avoue et les débats sont clos ou bien il nie et il faut rechercher la vérité.

S'il y a des témoins ils sont entendus. Mais si le témoignage est ainsi admis, il est loin d'être un mode de preuve parfait, par lui-même, il doit s'accompagner d'un « serment » grave. Par exemple, le témoin doit terminer sa déposition par l'une des formules suivantes : « Si je mens, que je tombe mort ici ! », « si je mens, que mon défunt père réapparaisse vivant ! », « Si je mens, que les dieux de mes pères et mes mères me maudissent ! » etc. On sait qu'aucune personne normale ne peut s'amuser à s'attirer la malédiction de ses ancêtres par le mensonge.

— *Le serment est donc parmi les modes de preuve, l'un des plus apprécié.* C'est pourquoi le tribunal y recourra fréquemment pour rechercher la vérité. Dès que le défendeur nie, le président lui demande : « Qu'invoquez-vous pour votre défense ? Que jurez-vous ? » Il doit prononcer des *imprécations* contre lui-même, prononcer des paroles par lesquelles il s'attire toutes les malédiction, tous les malheurs et surtout la mort.

Il faut aussi jurer sur la terre, c'est-à-dire avoir prononcé certaines paroles, frotter ses doigts sur le sol et les lécher ; par cela il veut dire : « Si je mens, que je devienne poussière ! » ; en d'autres termes : « Si je mens que je meure ! ». Il peut également jurer en léchant la « pierre debout » (pierre levée) appelée « Lun la » (« lon la' » = « pierre du village »). C'est une sorte de menhir qui aurait été dressée à la fondation de la chefferie.

Pourtant malgré la valeur que l'on attache au serment, on ne s'arrête pas là, le faux serment n'est puni que par des sanctions mystiques.

Il faut faire immédiatement appel à Dieu pour prouver l'innocence ou la culpabilité du défendeur.

— *Le jugement de Dieu.*

Le jugement de Dieu n'est pas une institution particulière à la région bamiléké.

C'est une institution commune à toutes les sociétés peu évoluées d'hier et d'aujourd'hui. Il en était ainsi dans l'ancienne France avec les diverses *formes d'ordalies*. Le système probatoire bamiléké est également dominé par les ordalies, mais il connaît une forme d'ordalie qui est très caractéristique : le *jugement par la tortue*.

La tortue est considérée par les Bamiléké comme un *animal sacré* : elle ne ment pas ; c'est le symbole même de la Vérité. Quand une personne est accusée d'un crime très grave, le meilleur moyen de faire éclater son innocence, c'est l'appel au jugement de la tortue. Comme il s'agit d'une chose sacrée, seul le chef peut, dans *son rôle inquisitorial*, l'utiliser comme mode de preuve. Il va donc réunir la population sur la place publique. Après avoir fait régner un silence absolu dans la foule, il invite l'accusé à prononcer des formules tenant lieu de sa défense que le chélonien immobile sur le sol, écoute attentivement, il rendra sa sentence quand le défendeur aura terminé de parler. C'est le moment le plus attendu par le peuple : si l'animal se dirige vers le chef ou vers les notables qui l'entourent, c'est que *l'accusé est innocent* ; si au contraire, *il rampe vers l'accusé c'est que ce dernier est coupable*. Le jugement de la tortue se présente ainsi comme un véritable verdict d'une cour d'assises. *L'innocence de l'accusé est totale* si la tortue va vers le chef ; si elle se dirige vers les notables c'est que l'accusé est acquitté au bénéfice du doute. Dans certains cas d'accusation particulièrement grave, le chef, au lieu de procéder comme il vient d'être dit, demandera à l'accusé *de tuer la tortue* ; ici la sentence sera très grave car si le défendeur est coupable, il mourra.

Le jugement de la tortue n'est cependant pas le seul jugement de Dieu connu du droit coutumier bamiléké, il existe, nous l'avons dit, d'autres ordalies. Ces ordalies se rapprochent un peu de celles qui étaient pratiquées en France à l'époque franque et au Moyen Age.

L'épreuve de la lame rouge :

L'accusé, dans la paume duquel le sorcier a versé un liquide onctueux, doit porter dans ses deux mains, appliquées horizontalement l'une contre l'autre, une lame à hache passée au rouge, à une

distance déterminée. S'il se brûle et laisse tomber la lame, il est déclaré coupable; s'il couvre cette distance sans ressentir aucune brûlure, il est acclamé comme innocent.

L'épreuve d'ingurgitation d'eau :

Le défendeur doit absorber une grande quantité d'eau additionnée d'un certain produit en un temps très réduit. S'il rend le liquide c'est qu'il est innocent. S'il ne le rend pas, il est déclaré coupable. Il devra payer le sorcier qui lui donnera un vomitif pour vider son ventre.

L'épreuve au piment rouge :

Le sorcier remplit d'eau un pot en terre cuite. L'accusé, agenouillé devant lui a le regard fixé sur l'eau. Il prend un piment très rouge qu'il jette dans la brousse. Si le défendeur est coupable, le piment, bien que jeté ailleurs montera systématiquement de l'eau pour pénétrer dans son œil. Il est au contraire déclaré innocent si après un certain temps, il n'a rien dans l'œil.

Il n'est pas nécessaire d'indiquer ici toutes les formes d'ordalies. Qu'il nous suffise d'avoir signalé ces modes de preuve que l'on rencontre dans la plupart des systèmes judiciaires à caractère religieux.

Tout ce qui précède a pour but de rechercher l'innocence ou la culpabilité d'un accusé; mais quels sont les délits dont on peut être accusé? Quelles en sont les peines? C'est ce qu'il convient maintenant d'examiner.

§ 3. — DES DÉLITS ET DES PEINES

A. — Les délits que réprime le droit coutumier bamiléké sont à peu près ceux que l'on retrouve dans les pays peu évolués. En effet, les commandements hébreux : « Tu ne commettras point d'adultère »; « Tu ne déroberas point »; « Tu ne tueras point », etc. sont valables pour toutes les sociétés parce qu'ils constituent le fond commun de la morale universelle.

C'est en principe, à ces commandements que se ramènent les infractions punies par les coutumes bamiléké. On peut, en gros, les classer en quatre catégories :

a) *les outrages contre la famille et les méfaits sexuels*, le type de ces infractions est *l'adultère*;

b) *les atteintes à la propriété* : en particulier le *vol*;

c) *Les atteintes à la vie d'autrui* : ex. : le meurtre, l'envoûtement, l'empoisonnement, etc.;

d) *Les outrages à la personne du chef* :

Les outrages à la personne du chef sont des infractions particulièrement graves, non seulement parce qu'ils constituent des crimes de « lèse-majesté », mais aussi parce qu'ils constituent indirectement des outrages contre les ancêtres de la tribu dont il est le représentant.

Parmi tous ces délits le plus fréquent est certainement le vol. La majorité des vols sont commis surtout la nuit. C'est pourquoi dans toutes les chefferies, il existe une *véritable police judiciaire*, chargée de rechercher les vols nocturnes. Cette police s'appelle le « Tonke » (« ntounké », « ntonku »). Les « Tonke » se tiennent la nuit, aux croisées des chemins dans des cases spécialement construites par eux. Tous ceux qui passent à une heure très avancée dans la nuit sont arrêtés et contrôlés. Les porteurs d'objets qui sont supposés provenir du vol sont retenus ; pour empêcher leur fuite, on leur enterre les pieds jusqu'aux genoux. Ceux qui ne sont pas porteurs de biens doivent indiquer où ils vont. Les inconnus qui prétendent aller chez telle ou telle personne sont conduits jusqu'à destination. S'ils sont inconnus de cette personne ou s'il n'existe aucune relation entre eux et cette dernière c'est qu'ils ont menti. Ils seront punis comme personnes dangereuses.

Mais quelles peines encourent les auteurs des délits ci-dessus ?

B. — Les peines varient suivant que les délits sont commis contre les particuliers ou contre le chef. Quand ceux-ci ont été commis contre les particuliers, la *vengeance privée jouera le plus souvent*. En effet, nous avons vu que la victime, au lieu de saisir l'autorité judiciaire, peut se rendre justice soi-même. Par exemple, en cas de flagrant délit d'adultère, le mari pourra ligoter les coupables, les flageller, exiger réparation du complice de la femme, cette dernière pourra être répudiée et dans ce cas son père sera tenu de rembourser la dot. S'il préfère porter plainte, le complice de la femme pourra être emprisonné et condamné à une réparation au profit du mari. La femme, si elle n'est pas emprisonnée pourra être soumise à une correction publique par le chef de quartier.

Dans certains cas le mari préférera ne pas faire ébruiter l'affaire, il se vengera d'une façon sournoise en payant une sorcière qui jettera un mauvais sort sur l'auteur de son déshonneur.

De même en cas de vol, la victime peut faire subir au voleur

des sanctions corporelles, le promener au marché ou sur la place publique avec les objets volés attachés au cou. Si l'autorité publique est saisie, une peine d'emprisonnement pourra être prononcée. La durée des peines *privatives de liberté est toujours laissée à l'appréciation du juge*.

Si l'auteur du vol est demeuré inconnu, la victime pourra, le cas échéant, payer un magicien qui recherchera le coupable et le frappera mystérieusement de mort ou d'une infirmité inguérissable.

Les atteintes à la vie d'autrui sont presque toujours punies de sanctions mystérieuses par le sorcier; c'est qu'en effet ces infractions sont elles-mêmes généralement commises d'une façon plutôt sournoise (empoisonnement, envoûtement, etc.). Les meurtres sanglants sont plutôt rares. Cela s'explique par le fait que dans les sociétés « atomistiques » non seulement les délits sont peu nombreux, mais les infractions sanglantes sont peu fréquentes.

Les outrages contre la personne du chef, ou des membres de sa famille sont réprimées avec une sévérité particulière. C'est ainsi que l'adultère commis avec une femme du chef est puni soit *par la pendaison du coupable, soit en le précipitant dans une oubliette, quand il n'est pas vendu comme esclave*.

Mais, conséquence de l'inégalité sociale les peines sont loin d'être les mêmes pour tout le monde. Un fils de chef ne peut point être réduit en esclavage, ni être pendu. La sanction normale qui peut frapper un fils de chef ou un noble c'est le *paiement d'une amende*; la sanction la plus grave étant la peine du *bannissement*. Par exemple si c'est un noble qui commet l'adultère avec une femme de chef, au lieu de lui faire subir la pendaison ou de le jeter dans une fosse d'aisances, on le bannira du village en le maudissant. Il sera ainsi coupé de la « sève » de ses ancêtres, ce qui est tout de même très grave pour lui. Le bannissement se présente en quelque sorte comme la « mort civile ».

Nous en avons terminé ainsi avec les institutions judiciaires. On doit observer que d'une façon générale, la criminalité et les conduites déviantes sont peu élevées dans la région bamiléké traditionnelle. Cela tient non seulement à l'état de sous-développement et à l'existence du « cadre social », mais aussi à la solidarité qui existe entre les divers membres de la communauté; cette solidarité s'exprime dans tous les domaines, en particulier en matière de travail.

CHAPITRE VI

LES INSTITUTIONS DU DROIT DU TRAVAIL

Observation : Nous avons déjà traité en grande partie les institutions à caractères économique, mais nous n'avons pas pu, parce que nous n'avions pas à le faire, présenter une esquisse systématique des institutions du droit du travail.

D'autre part, on pourrait se demander si les institutions du droit du travail font partie des « institutions du droit public » comme l'indique l'intitulé même de notre étude. Le Droit du Travail est un droit mi-privé, mi-public. Mais il faut avouer que son caractère public tend à l'emporter sur son aspect purement privé. Ce n'est peut-être pas seulement la complexité des problèmes économiques et sociaux du *xx^e* siècle qui pousse à la « publicisation » du Droit du Travail. C'est, si l'on peut dire, *l'essence* même de cette branche du Droit qui est de « nature publique ». C'est que le travail est inséparable de l'organisation de l'économie qui n'est pas affaire d'un seul individu. Cela explique aussi le caractère collectif du travail en pays bamiléké.

Il ne faut cependant pas en conclure que le travail a, dans la société traditionnelle bamiléké le même sens que dans les pays européens.

§ 1. — L'ABSENCE DU TRAVAIL SALARIÉ ET SIGNIFICATION SOCIALE DU TRAVAIL EN PAYS BAMILÉKÉ

Quand on parle d'institution du droit du travail en France, par exemple, on peut penser au contrat du travail, en tout cas à un certain marché du travail où s'affrontent deux catégories sociales antagonistes; employeurs et employés, patrons et ouvriers. On pense à la durée du travail, à la réglementation des salaires, au règlement des conflits inévitables du travail, etc. Le mot « travailleur » tend à devenir synonyme du mot « ouvrier » et la « classe travailleuse » celui de la « classe ouvrière ». *Travailler c'est vendre ses services à une autre personne pour gagner sa vie. Le travail est une marchandise comme les autres.*

Si l'on s'en tenait à ces considérations, on pourrait même soutenir que l'Afrique Noire traditionnelle et en particulier le pays bamiléké ignorait le travail. En effet le travail n'est pas pour le Bamiléké une marchandise. *On ne travaille pas pour se faire payer, on ne travaille pas pour gagner sa vie, mais pour la survie du groupe social.* L'individu isolé ne peut pas gagner sa vie. Il n'y a pas de travailleur à proprement parler, mais un groupe social qui vit, certes, en travaillant, mais tant que le groupe vit, tous ceux qui en font partie peuvent vivre sans travailler. C'est ce qui explique le parasitisme social qui se fait sentir encore à l'heure actuelle. Par conséquent celui qui exerce une activité ne peut dire qu'il travaille pour « gagner sa vie ».

L'« absence du travailleur » au sens occidental du terme, a pour corollaire l'absence du cadre juridique du travail. Il n'y a ni entreprise commerciale, ni usine, ni exploitation agricole employant des ouvriers. Le seul cadre juridique du « travail » c'est si l'on peut dire, *la nature*. Il n'y a pas un milieu urbain à opposer à la campagne. Il y a un milieu « uniforme » : le milieu rural habité par des gens qui y sont nés et qui ne changent pas facilement de résidence. Ils se sont adaptés matériellement et moralement à cet « environnement naturel ». Tous ont le même comportement et la même mentalité; même si les uns cultivent la terre pendant que les autres se livrent à une activité artisanale, ils ont tous le même but : assurer la pérennité et la vie du groupe.

Nous verrons dans la deuxième partie qu'avec l'économie du marché instaurée par l'autorité européenne, le travail va devenir une marchandise, il y aura un marché du travail. L'individu essaiera de travailler pour gagner sa vie et non pour assurer celle du groupe.

Parallèlement on assistera à la désagrégation du groupe. Le travail qui était un facteur de fixation, de stabilité et d'union engendrera la mobilité, les courants migratoires et le déracinement.

Dans un système d'économie de subsistance et où les services se compensent plus qu'ils ne se paient, aucun individu ne pouvait gagner seul sa vie par son travail. Seul un *groupe pouvait assurer la vie par le travail*.

§ 2. — LE TRAVAIL COLLECTIF : LES SOCIÉTÉS D'ENTRAIDE MUTUELLE

Nous avons indiqué plus haut la division du travail par sexe et par âge dans le cadre familial. Cette division du travail au sein de la famille *supplée au manque* de division du travail dans le cadre de toute la communauté tribale. Mais il reste une autre question à résoudre : comment pallier à l'archaïsme de l'outillage ? Les Bamiléké l'ont résolue en adoptant *la formule du travail collectif*.

Normalement ce sont les membres d'une famille qui se réunissent pour aider un des leurs dans l'exécution d'un travail donné. Mais pratiquement le cadre familial peut être insuffisant, car d'une part toutes les familles ne sont pas également nombreuses; d'autre part, il y a certains travaux qui ne peuvent être effectués que par les hommes (construction d'une case par exemple), d'autres ne sont faits que par les femmes (travaux des champs en particulier). C'est pourquoi les associations de travail peuvent *grouper plusieurs familles ou même s'étendre sur tout un quartier*.

Le travail est rarement fait par une seule personne. La force du nombre *supplée à l'archaïsme des outils* : on a déjà vu que les associations de classes d'âge et d'initiation jouaient aussi le rôle associations de travail. A cet égard, leur rôle est considérable; par leur intermédiaire les adolescents font un véritable apprentissage professionnel.

Les associations de travail fonctionnent à la façon des *sociétés d'entraide mutuelle*. Les *sociétés d'entraide mutuelle* des femmes sont peut-être les mieux organisées. Pendant la période des cultures, elles labourent à tour de rôle les champs de chaque associée.

Un homme ne peut entreprendre la construction d'une case sans solliciter l'aide des membres de sa famille ou de ses amis. Parfois *l'entraide est rendue obligatoire par le chef*. C'est ainsi que le « plâtrage » (application du « poto-poto » sur les murs) des murs

d'une case en construction doit *être terminé en un jour*. S'il reste un mur, ou même quelques carreaux, non achevés, ce serait une honte pour le quartier. Par conséquent, si le chef du quartier ou le chef du groupement s'aperçoit qu'un pareil travail risque de ne pas s'achever en un jour parce qu'il y a peu d'hommes venus à l'aide, il va réquisitionner toute la population mâle du quartier. Tout requis qui ne se présente pas est frappé d'une amende. C'est par le travail collectif que l'on participe à la vie du groupe.

Les bénéficiaires de l'aide doivent faire manger et boire les travailleurs au cours des travaux, mais *ce repas n'est point une contrepartie ou un salaire; c'est plutôt une sorte de communion*. Les travailleurs doivent communier en mangeant ensemble. C'est que le travail est une manière de vivre, on pourrait même dire *un acte religieux*. Le travail nécessite des rythmes. Il n'y a pas de travail sans une *certaine musique et sans chant*. *Aux rythmes musicaux s'ajoute le rythme du corps*. On comprend, dans ces conditions que le travail individuel soit non seulement inefficace, mais peu intéressant. On ne chante pas *pour un travailleur isolé*.

Ainsi la mise en pratique de la maxime « l'union fait la force » a vaincu, dans une certaine mesure les difficultés que présentait l'archaïsme des instruments de travail.

En étudiant les institutions judiciaires et les associations de classes d'âge, nous avons entrevu l'importance des quartiers dans la vie publique et économique d'une chefferie.

CHAPITRE VII

DES COLLECTIVITES SECONDAIRES

On a vu que l'action administrative du chef se réduisait à un certain nombre d'actes à caractère religieux et que d'autre part, la tendance pour les chefs à considérer le pouvoir comme un patrimoine n'était pas favorable à une action administrative au sens français du terme.

Toute action du souverain tend avant tout vers son intérêt personnel, ce qui pousse à un régime quelque peu centralisateur : *tout doit converger vers la chefferie*. Cette tendance centralisatrice est fort heureusement corrigée par l'existence des collectivités secondaires dont les principales sont la sous-chefferie et le quartier.

§ 1. — LES SOUS-CHEFFERIES : LEURS ATRIBUTIONS

La sous-chefferie ou « Ntehetio » est à la fois une collectivité *déconcentrée et décentralisée*. Elle n'est pas toujours une création du chef du groupement (« chef supérieur » comme on dit). Mais pour des considérations de politique intérieure, les chefs peuvent créer des sous-chefferies. L'existence de la majorité de ces collectivités s'explique uniquement par l'histoire : *« ce sont des chefferies indépendantes conquises et intégrées à l'occasion des guerres entre*

différents groupements. Les puissances coloniales sont d'ailleurs souvent intervenues dans la création ou la suppression de pareilles sous-chefferies : c'est ainsi que les Allemands ont aidé les grands chefs qui leur étaient favorables à soumettre et conquérir les chefferies qui leur paraissaient hostiles. Dans certains cas, ils ont au contraire rendu leur indépendance aux chefferies antérieurement conquises.

L'organisation des sous-chefferies est calquée sur celle de la chefferie elle-même. Ceci est surtout valable pour les sous-chefferies anciennement indépendantes, car il manque aux sous-chefferies créées par le chef lui-même pour des besoins politiques le « substratum religieux » indispensable à une véritable chefferie. Le véritable sous-chef a tous les attributs de chef. Il a son insigne, son « kuipo », sa « mafo », ses sociétés, etc., il continue à s'appeler « Fo » (chef), mais pour marquer qu'il n'est pas indépendant, on l'appellera « Fon'te » (chef dépendant). La sous-chefferie *constitue un « centre d'intérêts particuliers » et jouit d'une personnalité juridique. Elle échappe à l'administration directe du chef supérieur.* Les représentants de ce dernier sont obligés de passer par le chef pour toucher la population.

A la mort du sous-chef c'est le chef qui intronise son successeur. Il doit tenir compte des dernières volontés du *de cujus* et de l'avis de certains notables de la sous-chefferie.

Les chefferies sont divisées en quartiers relevant selon le cas, directement de la chefferie ou d'une sous-chefferie.

§ 2. — LES QUARTIERS : LEUR ADMINISTRATION

La personnalité des quartiers est moins marquée que celle des sous-chefferies. D'ailleurs les sous-chefferies elles-mêmes sont divisées en quartiers. Il ne s'agit cependant pas d'une question d'étendue ou de l'importance numérique. Certains quartiers sont même plus étendus et plus peuplés que la plupart des sous-chefferies ; mais le fait même que *le chef de quartier a quelque chose de sacré comme le chef du groupement lui-même imprime à la sous-chefferie une allure spéciale* ; certes au point de vue purement administratif, la sous-chefferie comme le quartier est une division administrative, elle possède cependant une « personnalité historique », que n'a pas le quartier.

Le quartier, qu'il relève directement de la chefferie ou de la sous-chefferie, est divisé en sous-quartiers appelés « Kamla » ou

« Tanla » suivant les dialectes (1) et les sous-quartiers en familles ou « Tendia »; « Toundia » qui signifie « souches ».

La sous-chefferie est administrativement assimilée à un quartier sous réserve des observations ci-dessus. Le rôle administratif de la sous-chefferie et du quartier est considérable.

On a déjà indiqué qu'ils étaient des *collectivités publiques déconcentrées et décentralisées*.

a) CE SONT DES COLLECTIVITÉS DÉCONCENTRÉES.

Le notable commandant le quartier et le sous-chef (surtout) ont des pouvoirs assez étendus :

Nous avons vu en étudiant les institutions judiciaires, que le chef de quartier était le *Président de la juridiction de quartier*. La juridiction du chef n'est en fait, saisie que pour des affaires importantes; c'est le chef de quartier qui tranche les différends mineurs ou de moyenne importance.

C'est lui qui, par délégation permanente administre les terres du quartier (la plupart des chefs de quartiers étant d'ailleurs des anciens maîtres de la terre); c'est lui qui distribue les terres aux jeunes qui veulent s'établir.

Le chef de quartier reçoit les immigrants venant des autres groupements et leur attribue des terrains pour s'installer. Toutefois, si l'immigrant est une personnalité très importante, il en référera au chef.

Il assure la rentrée des impôts et l'exécution des prestations et des corvées. Il peut être assisté dans *cette dernière tâche par un serviteur du chef*.

Enfin, il informe ses administrés des décisions de l'autorité centrale.

b) CE SONT DES COLLECTIVITÉS DÉCENTRALISÉES.

Le chef de quartier gère les intérêts locaux. Il est le président de droit de toutes les associations et de toutes les sociétés, (en particulier les associations de classes d'âge) dont nous avons déjà vu le rôle dans la vie administrative, économique et sociale du pays.

Voilà tracées, à grands traits les institutions de Droit public bamiléké avant l'arrivée européenne.

Comment se présentent-elles à l'heure actuelle ? C'est ce que nous allons essayer de voir dans la seconde partie.

(1) Mais dans certains villages, les « Kamla » et « Tanla » désignent les quartiers eux-mêmes.



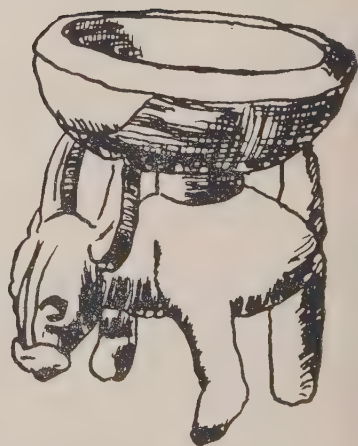
Figure sculptée Bamileké



Masque Bamileké



Tambour sculpté Bamileké



Réceptient Bamileké

ART AFRICAÏN (BAMILÈKÈ)

DEUXIÈME PARTIE

MODIFICATIONS APPORTÉES AUX INSTITUTIONS DE DROIT PUBLIC BAMILÉKÉ PAR LES INSTITUTIONS D'ORIGINE METROPOLITAINE

Toutes les institutions évoluent nécessairement même sans influence extérieure. C'est ainsi que, bien même avant l'occupation européenne, les institutions de Droit public bamiléké avaient déjà en partie, perdu leur caractère originel; à l'origine le groupement était dirigé par un conseil d'anciens, que présidait le chef; mais ce dernier a peu à peu affirmé son autorité personnelle, en se libérant de l'emprise d'organismes anciens trop puissants et se présentant comme « propriétaire des biens et des personnes ». Mais cette évolution, pour un pays qui vivait en quelque sorte en vase clos et ne communiquait qu'avec le Soudan central par le Nigéria, était assez lente.

D'autre part, cette évolution allait dans le sens du renforcement des pouvoirs du chef; l'évolution qui va se dessiner avec la présence européenne ira dans le sens de la « dénaturation » et de l'amenuisement des prérogatives traditionnelles de celui-ci.

Jusqu'en 1939, les institutions bamiléké ne seront touchées que

d'une façon superficielle, mais depuis la dernière guerre, on assiste, non plus à une évolution, mais à une véritable révolution, les institutions bamiléké sont ébranlées dans leurs fondements même, et, selon une sorte de « section naturelle », les institutions traditionnelles bamiléké, tendent, par la force même des choses, à être supplantées par les institutions d'origine métropolitaine. Le phénomène n'est certes pas spécial en pays bamiléké, mais il s'y présente avec une acuité particulière. En effet, les pays islamisés du Nord-Cameroun offrent aux idées nouvelles une résistance beaucoup plus grande qu'un pays simplement animiste et à moitié christianisé comme celui qui nous occupe. D'autre part, les pays de la forêt qui n'avaient pas d'institutions traditionnelles aussi solides, en souffrent beaucoup moins, quand ils ne le trouvent pas tout à fait normal.

Les modifications subies par les institutions de Droit public bamiléké portent évidemment même sur les sources.

CHAPITRE PREMIER

LES MODIFICATIONS APORTEES AUX SOURCES DES INSTITUTIONS

Dans la première partie nous avons vu que la question de la source des institutions dans le système bamiléké se réduisait au fond à une sorte de *justification*, à une *référence plutôt qu'à une véritable source* au sens français du terme. On se fait obéir parce qu'on est le plus vieux, parce qu'on est de telle ou telle famille, parce que ses ancêtres ont toujours commandé et qu'on a hérité d'eux le pouvoir.

Apparemment, les autorités européennes et en particulier la France n'ont pas officiellement touché aux sources des institutions. La France veut avant tout respecter les coutumes et la civilisation autochtones. Or le meilleur moyen de les respecter c'est de ne pas toucher à leurs sources. Par exemple, la désignation des chefs continuera à se faire selon les règles coutumières.

Voici à cet égard, la position des principaux bâtisseurs de la France d'outre-mer.

Archinard, l'un des premiers constructeurs du Soudan français s'exprime en ces termes :

« Permettre aux populations de se grouper par leurs races, reconnaître pour leurs chefs des gens qui nous soient *dévoués*, mais qui à cause de leur famille et de leur origine puissent être considérés

par les Noirs comme des chefs naturels et non comme des maîtres imposés. »

De même Van Vollenhoven écrivait en 1917 :

« ... Aussi, tout naturellement, le commandant de cercle, pour assurer le succès de leur tâche, recherche des intermédiaires plus qualifiés, jouissant de la confiance et du respect des populations. Les recherches ne sont pas longues. Neuf fois sur dix cet intermédiaire existe : c'est le chef traditionnellement écouté. Et c'est ainsi que se posent le problème des chefs indigènes, non pas par déduction, mais par expérience, par le simple bon sens et sous la pression de la nécessité. On peut les définir : des *fonctionnaires qui existent même quand ils n'ont pas d'attributions* et dont l'autorité est reconnue même quand il n'y a ni investiture, ni délégation de pouvoir.

« Je répète qu'en administrant contre les chefs on finira par compromettre l'institution au point d'être obligé d'administrer de plus en plus directement, c'est-à-dire en pratique par le truchement des fonctionnaires...

« Le chef, au contraire, est retenu par la coutume, par certaines sanctions invisibles et par le sentiment qu'il est le maître, j'allais dire le propriétaire de son peuple. »

Enfin, c'est Félix Eboué qui écrivait en 1941 :

« Il y a un chef désigné par la coutume. Il s'agit de le reconnaître. Si nous le remplaçons arbitrairement, nous divisons le commandement en deux parts : l'officielle et la véritable. Personne ne s'y trompe, sauf nous et si nous nous flattons d'obtenir mieux de notre chef, nous ignorons la plupart du temps qu'il obéit lui-même au vrai chef et que nous avons fait un marché de dupes. Le chef n'est pas interchangeable, quand nous le déposons, l'opinion ne le dépose pas ; le chef préexiste. »

On peut donc dire, après ces trois grandes figures françaises que sous l'administrations française, la source du Pouvoir traditionnel n'a pas changé : le chef est toujours désigné par la coutume selon les règles que nous avons exposées ci-dessus.

Mais il s'agit là d'une affirmation purement théorique, en fait la source des institutions bamiléké s'est trouvée dénaturée et de nombreuses entorses ont été faites au système coutumier traditionnel. D'autre part, en dehors de toute atteinte volontaire, il a suffi de la simple présence européenne et en particulier française pour que la source des institutions autochtones fût modifiée. C'est ainsi qu'à côté des sources purement traditionnelles, il existe des sources d'origine métropolitaine qui sont peut-être les plus nombreuses. Nous allons les exposer assez brièvement :

§ 1. — LA DÉCLARATION DE 1789 ET AUTRES TEXTES RÉVOLUTIONNAIRES

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 étant et demeurant valable partout où flotte le drapeau français doit être considéré comme faisant partie de *corpus juris* bamiléké (1) à l'heure actuelle. Or, presque tous les principes énoncés par ladite déclaration sont contraires aux coutumes fondamentales de la société traditionnelle. En effet, l'article 1^{er} de la Déclaration de 1789 dit : « Les hommes naissent libres et égaux en Droit. » Cela est contraire aux institutions traditionnelles car nous avons vu que le droit coutumier bamiléké était dominé par la hiérarchie et par l'inégalité foncière entre les individus.

Il en est de même de la *propriété individuelle* proclamée comme un droit inhérent à la nature humaine, alors que les coutumes mettent l'accent plutôt sur la *propriété collective*. Il faut ajouter à cela la prétention des chefs qui se considèrent comme propriétaires des « personnes et des biens » et qui n'hésitent à s'emparer des biens appartenant à des particuliers sans aucune autorisation.

La Déclaration de 1789 proclame que la souveraineté *appartient à la nation* (considérée comme une entité) alors que d'après les institutions de droit public bamiléké, la souveraineté *appartient théoriquement aux ancêtres et pratiquement au chef* qui est leur représentant.

Ainsi, examiné, l'un après l'autre, tous les principes contenus dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen seraient en opposition avec les coutumes bamiléké, ce qui n'est pas pour nous étonner, puisque cette Déclaration est l'expression d'une réaction contre un régime qui, pour être plus évolué, présentait encore le même caractère féodal que celui que nous étudions.

Ce n'est pas seulement la Déclaration des droits qui est contraire aux conceptions traditionnelles bamiléké mais tous les textes révolutionnaires et en particulier le principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires édicté par la loi de 1790 et qui venait en quelque sorte renforcer celui de la séparation des pouvoirs déjà énoncé en 1789; or nous avons vu que le chef bamiléké cumule tous les pouvoirs y compris le « pouvoir religieux ».

Le droit public français applique d'une façon purement préto-

(1) Il faut également signaler la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 dont la France est signataire.

rienne une théorie dont les principes ne sont pas très éloignés de ceux énoncés par la Déclaration de 1789 les principes généraux du Droit.

§ 2. — LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT

Ce sont des principes qui ne figurent dans aucun texte mais que l'administration est cependant tenue de respecter et dont la violation constitue une illégalité (1). C'est le juge qui dégage et sanctionne ces principes. Ils ont donc une source jurisprudentielle. Le Conseil d'Etat leur reconnaît une valeur législative. Il n'est pas possible d'en faire une énumération. Quelques-uns sont contenus dans la Déclaration que nous avons ci-dessus signalée. D'autres ont été récemment dégagés par le Conseil d'Etat, pour des motifs supérieurs d'équité, afin d'assurer la sauvegarde des Droits individuels des citoyens. Ces principes qui font partie du *droit positif français* *n'ont pas besoin, pour être appliqués aux populations bamiléké d'une promulgation spéciale, parce qu'ils sont inséparables des conceptions traditionnelles et de la civilisation françaises.* Mais ils sont certainement contraires aux conceptions traditionnelles bamiléké.

Quelques exemples vont le démontrer : nous avons déjà vu le principe de l'égalité, la jurisprudence administrative en fait une application fréquente comme principe général du Droit.

— PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ DE LA LOI.

On a vu qu'en pays bamiléké certaines sanctions étaient réservées uniquement aux roturiers. Mais depuis l'arrivée française, le chef comme toute autre personne, répond devant les tribunaux des infractions qu'il commet à l'encontre de ses sujets.

— PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ DANS L'ACCÈS AUX FONCTIONS PUBLIQUES.

Dans la société traditionnelle bamiléké, seuls les nobles peuvent être chargés d'un commandement. Aujourd'hui, en face d'une administration traditionnelle en déclin, se développe une administration nouvelle peuplée de fonctionnaires dont la majorité est d'origine roturière.

(1) A. de LAUBADÈRE : *Traité élémentaire de droit administratif*, p. 209.

— LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE est l'un des principes dont la violation est sanctionnée par la jurisprudence. Or dans la société traditionnelle il n'es pas question de liberté de conscience, tout est soumis au *culte des ancêtres*.

Nous nous contenterons pour le moment d'énumérer les sources du Droit d'origine française. Nous verrons ci-dessous les répercussions sur la condition des personnes.

§ 3. — LA CONSTITUTION DU 27 OCTOBRE 1946 ET LES TEXTES SUBSÉQUENTS

La constitution de 1946 est l'une des principales sources d'origine métropolitaine.

La constitution du 27 octobre 1946 a réaffirmé les principes contenus dans la Déclaration de 1789. Elle a même énoncé certains principes nouveaux. Par exemple l'égalité de la femme avec l'homme; les femmes, y compris les femmes bamiléké, participent à la désignation des pouvoirs publics *par leur vote*. Elle crée donc une égalité, du moins une égalité *civique*, non seulement entre les hommes, mais aussi entre les hommes et les femmes, ce qui est une véritable révolution.

La loi du 30 octobre 1946 a enlevé aux juridictions autochtones la connaissance de *toutes les affaires pénales*, ce qui dépouille les chefs de l'essentiel de leurs attributions judiciaires.

D'autre part, certaines dispositions relatives, soit à l'organisation des pouvoirs publics, soit à la condition des personnes et des terres ont été prises par l'autorité métropolitaine.

§ 4. — LES LOIS ET DÉCRETS MÉTROPOLITAINS

a) Le décret du 25 octobre 1946 a créé une Assemblée Représentative du Cameroun. Cette Assemblée, dénommée entre temps Assemblée territoriale, est devenue après entrée en vigueur de la loi-cadre de 1956, Assemblée Législative du Cameroun.

Avant l'institution de cette Assemblée, seuls les chefs étaient les représentants des populations bamiléké auprès de l'Administration. Actuellement, les Bamiléké sont représentés à l'Assemblée Législative et auprès de l'Administration par des gens élus au suffrage universel. Même quand ces élus sont des chefs, ils doivent se comporter en élus et ont des comptes à rendre à leurs électeurs.

b) En dehors de la proclamation des libertés et des droits individuels qui sont garantis par la constitution, le législateur métropolitain s'est préoccupé de la *protection des femmes contre les abus et la cupidité des hommes*. Il faut, dans une société où l'économie de marché a fini par « commercialiser » la dot traditionnelle prévenir les abus de la dot et assurer ainsi, dans une certaine mesure, la liberté matrimoniale de la femme.

Le premier texte qui a été pris dans ce domaine, est le décret dit « Décret Mandel » du 15 juin 1939 qui déclare nuls les mariages de filles impubères ou non consentantes. Le « Décret Jacquinot » en date du 14 septembre 1951 est venu le renforcer en déclarant que « passé vint et un ans, les filles peuvent se marier sans le consentement de leurs parents. Les décrets du 17 juillet 1944 et du 19 novembre 1947 punissent des peines de la traite (5 à 10 ans de prison) celui qui aura donné en mariage ou aura épousé une fille impubère. Ces textes ne visent évidemment pas seulement les Bamiléké, mais tous les autochtones des T.O.M. Il en est d'ailleurs ainsi pour toutes les dispositions que nous avons déjà vues ou que nous verrons par la suite.

c) Pour des raisons d'ordre économique l'autorité métropolitaine a cherché à faire évoluer le régime foncier vers la propriété individuelle. C'est dans ce but que le Décret du 21 juillet 1932 a institué au Cameroun le régime foncier de l'immatriculation. Mais ce régime d'immatriculation était assez complexe et n'a pas accéléré l'approbation de la terre. Le Décret du 20 mai 1955 a eu pour souci la simplification de la procédure de la constatation des droits fonciers individuels ou collectifs, mais ce texte n'a pas été promulgué par le Haut-Commissaire et n'a de ce fait, pas reçu d'application.

d) Enfin l'une des mesures très importantes introduites par la Métropole a été sans aucun doute la loi du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les T.O.M. et les territoires associés relevant du Ministère de la F.O.M.

En dehors des mesures prises à la Métropole même, le représentant de la République française au Cameroun prend des arrêtés qui tendent à modifier les institutions traditionnelles.

§ 5. — LES ARRÊTÉS GUBERNATORIAUX

On a vu la position française en ce qui concerne les institutions autochtones et en particulier la désignation des chefs qui représentent la clé de voûte des coutumes. Ils continuent à être désignés selon la coutume, mais étant donné la coexistence sur un même

territoire des deux administrations de nature différente, le problème de la place des chefs dans les nouvelles institutions s'est posé. En fait, les chefs, tout en représentant la coutume sont devenus de *simples agents de l'administration française*. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. On ne pouvait concevoir l'existence sur un même territoire des deux administrations concurrentes et indépendantes, même si théoriquement, on leur reconnaissait une certaine autonomie. C'est pourquoi depuis l'acte du 20 juillet 1922 donnant à la France mandant d'administrer le Cameroun, le dépositaire des pouvoirs de la République française au Cameroun a dû prendre des mesures relatives au statut des chefs. C'est là l'ambiguïté qui fait le drame de la situation des *pays sous-développés* : d'une part on affirme l'intangibilité des institutions traditionnelles, d'autre part on est obligé, pour des raisons d'efficacité administrative, de prendre des mesures qui pratiquement vident les institutions autochtones de toute leur essence.

Avant l'occupation française, tous les chefs bamiléké indépendants étaient égaux en droit. La seule distinction entre eux était celle relative à l'ancienneté (chefferies « lipua » et chefferies « ngum »). Il n'est plus ainsi aujourd'hui :

— L'arrêté du 4 février 1933 fixant le statut des chefs indigènes crée entre les chefs camerounais une hiérarchie.

D'après l'article 1^{er} de ce texte les chefs sont classés en trois catégories :

- a) les chefs supérieurs;
- b) les chefs de groupements;
- c) les chefs de village.

Il faut d'ailleurs remarquer que cet arrêté n'a pas reçu pleine application en pays bamiléké. On n'a pas pu instituer dans cette région de véritables chefferies supérieures. Au contraire, au Nord-Cameroun, les lamibés et les sultans sont des chefs supérieurs. Dans le pays qui nous intéresse, on connaît, en droit les chefs de groupements qui le plus souvent, se confondent avec les chefs de villages, quand le groupement est peu important; le chef de village étant plutôt un sous-chef ou un chef de quartier.

Les chefs indépendants bamiléké n'admettent pas qu'ils aient d'autres chefs qui leur soient supérieurs; ce qui n'empêche pas qu'en fait certains chefs se disent *chefs supérieurs*. Il s'agit alors d'une supériorité par rapport aux autres chefs indépendants.

L'arrêté du 4 février 1933 fixant le statut des chefs a été complété par l'arrêté du 10 mars 1933. Aux termes de dernier texte les subdivisions administratives sont divisées en :

- chefferies supérieurs, lamidats ou sultanats ;
- groupements ou cantons ;
- villages ou quartiers.

A ces trois catégories correspondent trois degrés de commandement traditionnel africain ;

- a) le chef du village = 3^e degré ;
- b) le chef de groupement ou de canton = 2^e degré ;
- c) le chef supérieur, lamido, sultan relevant directement de l'Administration.

Les remises d'impôts sont perçues par les chefs de village qui sont collecteurs d'impôts.

D'après l'article 6 dudit arrêté seules ont droit au titre de chefs les personnes qui ont été nommées par l'Administration à l'un des commandements ci-dessus énumérés. On voit déjà que la désignation du chef par la coutume est nécessaire, mais qu'elle n'est pas suffisante. Il faut en outre qu'il soit nommé par l'Administration.

Il y a plus. En effet, d'après l'art. 11 de l'arrêté du 16 avril 1935 portant additif de l'organisation administrative du Territoire du Cameroun, le chef de région peut créer ou supprimer les villages après en avoir référé au *Commissaire de la République et obtenu son autorisation*.

Il n'est pas besoin de remarquer que le village ainsi créé artificiellement par l'Administration n'aura pas la personnalité mystique et historique du village traditionnel. Nous sommes déjà loin des sources traditionnelles.

Les chefs supérieurs, les lamibés et les chefs de canton sont en outre, notés par le chef de région. Ils reçoivent une allocation annuelle fixe, à laquelle s'ajoutent certaines indemnités proportionnées à leur manière de servir, à leur genre de vie et à leur degré d'évolution. Ils sont soumis à un régime disciplinaire. Les chefs autochtones sont pour ainsi dire, intégrés dans l'Administration française et sont considérés comme des auxiliaires des administrateurs, représentant le Pouvoir central.

C'est ainsi qu'un arrêté en date du 9 octobre 1925 avait créé des Conseils de notables siégeant au chef-lieu de chaque région et ayant mission d'assister les chefs de région dans leur tâche. Ces Conseils ont été réorganisés par une décision du 28 janvier 1949. Ils sont composés des représentants des groupes ethniques : chefs supérieurs, chefs de canton, notables influents et, éventuellement les représentants des associations traditionnelles économiques ou syndicales.

Ainsi on voit les chefs siéger dans un organisme où peuvent se trouver des gens qui sont leurs serviteurs. Cette évolution a été encore récemment accentuée par la *création des communes mixtes rurales* (arrêté du 29 novembre 1954) au sein desquelles siègent les représentants des chefs et ceux du peuple.

L'existence des deux systèmes différents : les institutions d'origine métropolitaine, a d'autres part amené la jurisprudence à prendre parti et à essayer de définir le rôle des institutions coutumières.

§ 6. — LA JURISPRUDENCE ET LA DOCTRINE

Le problème des sources des institutions traditionnelles est intimement lié à celui des pouvoirs et prérogatives des autorités traditionnelles. Si les autorités traditionnelles sont réellement régies par la coutume, il ne serait pas logique de toucher à leurs prérogatives, pas plus qu'il ne serait pas concevable de les intégrer dans l'administration française; or, on a vu plus haut qu'il était pratiquement impossible de ne pas les intégrer. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, la question des sources des institutions coutumières *est inséparable de leur nature juridique*. C'est ce qui explique également la position de la doctrine et de la jurisprudence qui, quand elles abordent le problème des institutions traditionnelles, se préoccupent avant tout de leur rôle *dans l'administration française plutôt de rechercher leurs sources et leurs attributions propres*.

A. — La jurisprudence.

Les tribunaux d'outre-mer, aussi bien de l'ordre judiciaire que de l'ordre administratif ont eu à se prononcer sur la nature juridique des chefferies (1). Le conseil du contentieux administratif de l'A.O.F. (1^{er} avril 1947, Perraut 1948, p. 154) donne pour le chef du canton la définition suivante : « Une personne privée, dont l'Administration consacre et utilise l'autorité en vue d'une gestion des services publics locaux plus conforme à l'intérêt majeur des populations autochtones. » Cette décision ignore donc absolument la qualité d'« autorité publique traditionnelle » du chef. Pour elle le chef est une *simple personne privée* qui tient ses pouvoirs uniquement de l'Administration française.

(1) TCHERNONOG : « La nature juridique des chefferies du Cameroun », *Rev. jur. et pol. de l'U.F.*, avril-juin 1953, pp. 197 et suiv.

Le tribunal civil de Diégo-Suarez assimile le chef de district à un fonctionnaire dans sa décision du 15 octobre 1947.

Enfin, un arrêt du Conseil d'Etat (Donor et autres) du 4 juin 1947 prend nettement position. La haute juridiction administrative était saisie directement d'un recours en annulation d'un arrêt du Haut-Commissaire de la République du Togo nommant un chef de canton. Le Conseil a estimé qu'il fallait assimiler le chef indigène à un fonctionnaire local et a décidé en conséquence que le recours pour excès de pouvoir ne pouvait être reçu directement et devait être porté au préalable devant le Conseil du contentieux administratif.

Ainsi d'après la jurisprudence le chef est *assimilé* à un fonctionnaire. Mais on ne dit pas que le chef est un fonctionnaire; on ne pouvait d'ailleurs pas l'affirmer, puisque la procédure de sa nomination est *bien différente de celle de tout autre fonctionnaire local*.

La position de la jurisprudence est généralement approuvée par la doctrine.

B. — La doctrine.

La doctrine elle-même prend vis-à-vis des institutions traditionnelles une position purement « *positiviste* ». Elle ne cherche pas à les analyser en elles-mêmes. La majorité des auteurs se contentent de constater par exemple que les chefs sont nommés par l'Administration et que par conséquent ils tiennent leurs pouvoirs de l'Autorité française.

C'est ainsi que M. Luchaire, dans son *Manuel de droit d'outre-mer* constate que « l'Autorité française a maintenu les chefferies tout en corrigeant certaines traditions, les chefs facilitent ainsi un système d'administration indirecte, et deviennent par la suite d'une évolution très nette, des fonctionnaires. Les chefs sont hiérarchisés, nommés par le Gouvernement, reçoivent un embryon de statut; ils touchent une indemnité, sont associés au fonctionnement des services publics, prélèvent les impôts, ou en contrôlent la perception. Ainsi les seigneurs féodaux se transforment en fonctionnaires ».

MM. Rolland et Lampué paraissent conclure dans le même sens (*Précis de droit des pays d'outre-mer*, page 46) : « Le caractère des chefs indigènes, disent-ils, s'est transformé, car la superposition d'une administration territoriale à celle des collectivités a entraîné des changements profonds dans la structure administrative. Les chefs doivent être nommés ou investis par le Gouvernement du ter-

ritoire. Ils ont été chargés de tâches nouvelles. L'institution a cependant conservé, une grande partie de son aspect ancien. »

La constatation de ces derniers auteurs met exactement en lumière *l'ambibuité de la situation actuelle des institutions bamiléké, comme de toute l'Afrique Noire française*. Apparemment ces institutions gardent leur aspect ancien, mais en elles sont dépouillées de toute leur substance. C'est qu'en effet la source des institutions influe beaucoup *sur leur fonctionnement*. Par exemple un chef nommé par l'Administration n'est plus traditionnel que de nom. L'introduction des sources d'origine métropolitaine a dénaturé et transformé les institutions traditionnelles.

C'est cette transformation qu'il convient maintenant d'examiner.

CHAPITRE II

L'INFLUENCE DES INSTITUTIONS D'ORIGINE METROPOLITAINE SUR LA CONDITION DES PERSONNES

La condition des personnes est peut-être le domaine le plus touché par l'influence métropolitaine.

§ 1. — LA SUPPRESSION DE L'ESCLAVE ET L'ÉGALITÉ DEVANT LA LOI

Avant l'occupation française, il existait encore au Cameroun et en particulier dans la région bamiléké, de « séquelles » de l'esclavage. La France qui avait aboli depuis 1848 dans ses possessions d'outre-mer « cette honteuse exploitation de l'homme par l'homme » ne pouvait que mettre fin à cette pratique. Tout l'y invitait d'ailleurs : la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 et son emblème même qui n'est autre chose que le résumé des grandes révolutions de 1789 et de 1848. L'abolition de l'esclavage n'était qu'une traduction dans les faits de l'article premier de la Déclaration des Droits : « Tous les hommes naissent libres et égaux en droit. » Désormais donc il n'y a plus dans la région que des hommes libres. On pourra

désormais circuler librement sans crainte d'être arrêté et réduit en esclavage.

D'autre part, tout le monde y compris le chef est égal devant la loi. Il n'y a plus de privilège de juridiction ni des peines spéciales à certaines catégories sociales. Mais tout ceci demeure, dans une certaine mesure, assez théorique, car d'une part les *privilèges coutumiers n'ont pas tout à fait disparu*. Les chefs bamilé continuent à juger toutes les affaires civiles et pénales dont ils sont saisis et ne manquent pas de tenir compte de la qualité des plaideurs; d'autre part, en matière criminelle, qui met le plus en jeu la liberté individuelle, l'honneur et même la vie des citoyens, la justice n'a pas toujours été la même pour les Noirs et les Blancs; il y a eu jusqu'en 1946 une justice pénale spéciale et une procédure pénale plus expéditive pour les « indigènes » : *l'indigénat*. La loi du 30 avril 1946 a supprimé l'indigénat qui était manifestement une atteinte au principe de l'égalité devant la loi. Elle a aboli le code pénal indigène qui permettait aux tribunaux coutumiers présidés par des fonctionnaires européens d'infliger des peines aux autochtones sans procédure sérieuse. Désormais la loi pénale est la même pour tous sans distinction, non pas seulement de couleur de la peau, mais aussi de qualité ou de « caste ». C'est ainsi que dans certains groupements on a déjà vu des chefs traditionnels entraînés en correctionnelle par leurs sujets pour avoir exigé les redevances coutumières.

Enfin les chefs voient désormais le champ de leurs pouvoirs judiciaires limité en matière de justice civile. Il faut cependant remarquer que l'évolution n'est pas entrée dans les mœurs, que les villageois continuent à porter devant le chef même les affaires pénales les plus graves et que ce dernier continue à les juger d'après la coutume, de sorte que les tribunaux de droit français ne jugent que les affaires dont ils peuvent être saisis directement.

L'égalité devant la loi ne peut évidemment pas se réduire à l'égalité devant la loi pénale, elle s'étend à tous les domaines.

Les Bamiléké sont actuellement *égaux devant les charges publiques*; ou plus exactement il règne dans ce pays comme dans tous les autres la justice fiscale. Chacun est *imposé selon ses possibilités*. Il n'en était pas ainsi avant l'occupation européenne; en effet, à cette époque les impôts en nature (et en particulier les prestations et les corvées) étaient les plus lourds et les plus fréquents, et seul le « bas peuple » était soumis aux prestations et aux corvées. A cet égard, il faut d'ailleurs remarquer que jusqu'à la fin de la dernière guerre, les impôts institués par l'Administration Française comportaient aussi des « prestations » obligatoires (ouverture et entretien des routes, fourniture des bâtiments administratifs, etc.) et que les chefs

bamiléké qui étaient tenus de fournir des « prestataires » à l'Administration ne touchaient point aux notables et aux « Grands » de leur groupement.

Depuis 1946, les « prestations » ont été supprimées et seul demeure *l'impôt en espèces auquel tout le monde est équitablement soumis*. Peu s'en faut cependant que les prestations purement coutumières aient complètement disparu; les coutumes sont si vivaces qu'elles dureront ce que durera l'institution de chef.

L'égalité devant les fonctions upubliques est assurée. Mais il s'agit des fonctions publiques modernes qui exigent une *instruction assez poussée* ou tout au moins une *certaine connaissance de la langue française*. Ce qui fait que seuls les jeunes gens des récentes générations, qui ont reçu une certaine instruction peuvent postuler un emploi public. D'autre part, les gens instruits sont le plus souvent d'origine roturière car au début certains chefs répugnaient d'envoyer leurs propres enfants à l'école.

Les catégories sociales non privilégiées sont donc en train de prendre leur revanche sur les nobles, détenteurs d'une administration traditionnelle en voie de désagrégation.

L'égalisation de la condition des personnes a pris un aspect plus révolutionnaire avec la *reconnaissance des droits politiques*.

Jusqu'en 1946, les Bamiléké, comme tous les Camerounais, étaient des simples « administrés français ». Toute l'Administration était assurée directement par l'Autorité française. Les Bamiléké ne participaient pas à la désignation des pouvoirs publics. Leurs seuls « représentants » auprès de la puissance administrante étaient les chefs *traditionnels*, simples agents d'exécution et de transmission des ordres de l'Administration qui ne représentaient point l'opinion des autochtones.

Mais l'après-guerre a vu naître partout en Afrique française la reconnaissance des droits politiques et en particulier le droit de vote. Bien que ne faisant pas partie, à proprement parler, de la République française *stricto sensu*, le Cameroun a désigné, conformément à la Constitution du 27 octobre 1946, des représentants, non seulement à l'Assemblée métropolitaine, mais dans les Assemblées territoriales. La désignation des représentants à ces diverses Assemblées s'est faite par vote égal. A tous, on a remis un *seul* bulletin de vote. Le simple roturier, le notable et le chef sont ainsi mis sur le même pied d'égalité. Il n'y a pas de vote plural. Il y a plus grave : non seulement le chef ou le notable va attendre comme tous les hommes devant l'urne, mais les femmes vont lui disputer le passage, le bousculer ! On en arrive à une situation absurde : sur les plans coutumier et civil, tous les *hommes ne sont pas égaux*

et il n'y a pas égalité entre l'homme et la femme ; mais au point de vue civique *il y a égalité absolue entre tous les individus sans distinction d'origine ni de sexe*. Les femmes sont autant éligibles que les hommes. Dans un pays où le pouvoir était comme on l'a vu, fondé sur la hiérarchie sociale et sur la supériorité des hommes par rapport aux femmes, il est à peine besoin de souligner qu'il s'agit là d'une véritable révolution.

En 1946, le suffrage présentait, malgré tout, un caractère « censitaire », en ce sens que seules certaines catégories sociales : intellectuels ou semi-intellectuels, commerçants, artisans, planteurs, chauffeurs, etc., avaient le droit de vote, mais la loi-cadre du 23 juin 1956 a, entre autre réformes, institué le suffrage universel achevant ainsi l'égalisation de la condition politique des personnes. Tous les habitants majeurs des deux sexes sont électeurs et éligibles. Les conditions d'électorat ou d'éligibilité sont les mêmes pour tous. Un chef mineur de vingt et un ans ne peut évidemment pas être électeur, encore moins être éligible. Il peut donc arriver qu'un chef qui traditionnellement était la seule autorité politique, assisté de quelques notables, n'ait même pas le droit, du moins durant sa minorité, de participer à la désignation des pouvoirs publics.

Certes, tous les Bamiléké, égaux devant la loi pénale et au point de vue civique, peuvent n'être pas égaux au point de vue purement civil, l'article 82 de la Constitution du 27 octobre 1946 ayant dissocié le statut civil du statut politique. Mais il faut bien avouer que les différences entre les statuts civils sont assez minces, sinon insignifiantes ; la hiérarchie sociale n'a de véritable signification que quand le statut civil et le statut politique sont liés et forment un tout comme c'était le cas avant l'arrivée française.

Le statut que l'on peut qualifier actuellement de « statut civil » ne concerne au fond que le droit de la famille et le régime successoral. Or, les règles relatives à la famille et au système successoral sont, en principe, les mêmes pour les chefs, les nobles et les roturiers (1). La hiérarchie sociale traditionnelle n'existe plus qu'en apparence, ou ne présente plus qu'un intérêt honorifique.

Par contre, des catégories sociales nouvelles font leur apparition.

(1) Sauf le cérémonial particulier qui entoure la succession d'un chef ; intervention des Kamve, noviciat de neuf semaines, etc.

§ 2. — L'ÉPANOUISSEMENT SOCIAL SOUS L'EFFET DE L'INSTRUCTION ET DE L'ÉDUCATION : APPARITION DES CATÉGORIES SOCIALES NOUVELLES

L'évolution, sinon la révolution subie par la « condition juridique » des personnes est, en quelque sorte, une situation délibérément voulue par la République française. A côté de cette évolution plutôt juridique, il existe une évolution économique et sociale qui est, certes, le résultat d'une action volontaire, mais aussi, dans une certaine mesure, la conséquence inévitable de la coexistence des deux civilisations différentes.

Avant la colonisation, il y avait des « catégories juridiques » (esclaves, roturiers, nobles...) mais il n'y avait pas de « classes sociales » au sens moderne du terme. Entre le standard de vie d'un roturier et celui d'un noble, il n'y avait point de *différence qualitative*; un noble mangeait peut-être au cours de son repas plus de patates, plus de bananes ou plus de couscous qu'un roturier, mais tous les deux mangeaient en principe les mêmes mets. Actuellement, des différences sociales fondées sur la richesse font déjà leur apparition; elles se traduisent par des niveaux de vie différents. La notion des « hiérarchies sociales » fait peu à peu place à la notion de « classes sociales ».

La naissance des classes sociales est due à plusieurs facteurs :

a) L'instruction dispensée dans les écoles publiques et privées a donné naissance à une classe nouvelle : celle des *intellectuels*, qui joue un rôle important dans la vie politique et économique du pays; elle fournit à l'Administration des fonctionnaires qui servent de plus en plus de traits d'union entre la puissance administrante et les populations et ce, en quelque sorte, au détriment des chefs traditionnels. Les employés de commerce, les collaborateurs des missions religieuses et de toutes les entreprises privées sont recrutés dans ses rangs. Cette classe tend ainsi à passer avant les classes privilégiées traditionnelles.

b) D'autre part, l'enrichissement dû à l'économie de marché a fait apparaître une classe de « possédants » instruits ou non. Ces « bourgeois », enrichis par le commerce ou par la culture des plantes d'exportation (café, cacao, bananes...) vivent en général plutôt hors de la région, mais leur influence est grande dans le pays car, outre qu'une partie de ces enrichis est fixée dans les villages, ils fré-

quentent régulièrement le pays où ils demeurent en fait domiciliés. Mais, *même quand elles sont fixées dans la région même, ces classes nouvelles ne sont pas intégrées dans la société traditionnelle*. Elles s'opposent plus ou moins aux catégories traditionnelles, car il s'agit le plus souvent de gens qui ont perdu contact avec le milieu coutumier dès leur jeune âge, soit en allant fréquenter les écoles toujours situées assez loin de leur famille, soit en allant chercher du travail dans les villes ou dans les régions limitrophes. Quand ils reviennent au village natal, ils sont quelque peu désorientés, incapables qu'ils sont souvent de faire la part des coutumes et celle des idées nouvelles. Avec ces classes nouvelles c'est donc la disparition à brève ou longue échéance des coutumes et ce d'autant plus que la proportion de ces « détribalisés » ne fait qu'augmenter avec le développement économique et la vulgarisation de l'instruction.

Ils rêvent de reconstruire la société sur des bases nouvelles et conformément à leurs conceptions. Pourtant à ces aspirations s'oppose encore la force d'inertie des coutumes séculaires. En effet tout en ridiculisant les traditions, il ne continuent pas moins à leur donner une certaine valeur. C'est ainsi que la plupart n'hésitent pas à *acheter des titres traditionnels et acquérir l'égalité avec les nobles*. Cette situation est habilement exploitée par les chefs, qui y trouvent un double avantage : *s'enrichir à leur tour en vendant des titres de noblesse ; reconquérir leur prestige en s'appuyant sur les classes nouvelles plutôt que sur l'ancienne hiérarchie devenue impuissante et pauvre*.

D'autre part, le gros de la population est resté à l'écart de l'évolution et demeure traditionnaliste. C'est ce qui explique que la position des chefs soit encore très forte, du moins dans certains groupements. Ils en ont profité pour *s'intégrer dans les institutions nouvelles*, cumulant ainsi les *pouvoirs traditionnels et les pouvoirs modernes*. Sur les neuf députés qui représentent actuellement la région Bamiléké à l'Assemblée législative du Cameroun, il y a *quatre chefs* traditionnels et les cinq autres ont été le plus souvent élus sur leurs listes. Cependant il n'est pas sûr que cette situation demeurera longtemps. En effet les fonctions traditionnelles et les pouvoirs modernes sont considérés par certains esprits comme incompatibles; l'élection des chefs étant, d'après les mêmes milieux, un *obstacle à l'évolution*. C'est pourquoi les candidatures des chefs sont violemment combattues et que dans certains groupements le chef n'a aucune chance d'obtenir les suffrages, même de ses propres sujets.

Ces positions trop systématiques sont évidemment exagérées, car certains chefs peuvent être des élus très valables et très cons-

cients de leur mandat ; mais elle ne sont pas pour autant dénuées de toute vérité, il y en a qui pourraient, en effet, confondre leur qualité de représentant élu avec celle d'un chef traditionnel. Cette éventualité mis à part, *il nous paraît plutôt que l'intégration des chefs dans les institutions nouvelles soit le seul moyen de faire évoluer les institutions traditionnelles et d'éviter les conflits toujours fâcheux entre l'autorité d'hier et celle d'aujourd'hui.*

Le régime de la terre a subi peu d'évolution par rapport à la condition des personnes.

CHAPITRE III

LA STABILITE RELATIVE DU REGIME DE LA TERRE PAR RAPPORT A L'EVOLUTION DE LA CONDITION DES PERSONNES

§ 1. — L'INTANGIBILITÉ DE PRINCIPE DE LA CONDITION DES TERRES

Nous avons vu dans la première partie qu'en pays bamiléké, la propriété foncière appartenait collectivement à toute la communauté tribale. Le principe de la propriété collective de la terre a été maintenu par l'Administration française. Cela pourrait, à première vue, paraître étonnant. En effet, la poussée d'individualisme juridique, favorisée par la Métropole, et dont on a mesuré l'ampleur en étudiant la condition des personnes, devrait entraîner, par voie de conséquence, l'« individualisme économique », et, partant, l'évolution de la propriété collective vers l'appropriation individuelle. D'autre part la propriété collective, socialement peut-être justifiable, ne présente-t-elle pas des inconvénients au point de vue économique ?

Mais, en fait, le problème économique ne se pose pas, du moins à l'heure actuelle, car malgré la propriété collective des terres, les chefs de famille disposent d'un droit de jouissance perpétuelle sur

les terres qu'ils occupent. A l'intérieur de la famille, les terres sont de nouveau réparties entre les femmes qui les cultivent ou entre les jeunes gens en âge de s'établir. D'autre part, et surtout sur le terrain que l'on possède, on peut faire tout ce qu'un propriétaire pourrait faire (culture de toutes sortes, construction en dur, etc.), seule la vente du terrain est interdite.

Enfin, jusqu'à une période très récente la terre était consacrée presque uniquement à la culture des plantes vivrières, conformément aux principes traditionnels de l'économie d'autoconsommation. Tant que les femmes seules cultivaient la terre, non pas pour accumuler des richesses, mais en vue de satisfaire aux besoins purement domestiques, le problème ne pouvait pas se poser. Mais l'existence d'une économie monétaire a obligé les hommes à cultiver la terre non pas pour y faire pousser des plantes vivrières, mais des *plantes d'exportation* et en particulier le café « Arabica », qui va très bien dans la région. Or si ces « cultures industrielles » sont très utiles pour une société essentiellement agricole, elles poseront à brève ou longue échéance pour le pays hamiléké un problème très grave en effet :

— dans l'immédiat elles entraînent nécessairement *la diminution des surfaces cultivées pour les plantes vivrières*, et dans un pays très peu étendu, trop peuplé et au sol à moitié frappé de mort par la latérisation.

J'ai vu, aux mois de juillet-août 1956, des chefs de famille planter du café sur une bonne partie des quelques ares que contient leur concession. Si ce mouvement continuait, il en résulterait d'ici quelques années une pénurie grave des produits vivriers.

— Et, dans un avenir très proche, *elles provoqueront la naissance de la propriété individuelle de la terre*. En effet, la culture des plantes de rapport incitera, par la force des choses, les hommes à demander la reconnaissance de leurs droits fonciers sur les terres qu'ils ont mises en valeur. N'oublions pas que c'est *la culture des plantes destinées à l'exportation* qui a posé dans toute l'Afrique le problème de *la reconnaissance des droits fonciers*, sous le régime de l'économie d'autoconsommation, le problème ne pouvait pas se poser. L'individu n'était pas nécessairement attaché à *une terre déterminée*, les plantes vivrières étant des plantes annuelles qui périssent après la première récolte. On pouvait toujours, après la récolte, abandonner le terrain pour un autre. D'ailleurs dans la plupart des régions, on pratiquait la « culture itinérante » et l'on n'était pas de ce fait attaché à un terrain déterminé. Le procédé de la « shifting-cultivation » est incompatible avec les cultures nouvelles. L'intérêt économique veut que le planteur soit propriétaire

de la terre qu'il met en valeur et non seulement propriétaire des plantes cultivées. Le planteur qui n'est pas propriétaire du terrain ne peut pas facilement obtenir du crédit garanti par sa plantation.

C'est pour essayer de remédier à cette situation qu'est intervenue la réforme opérée par le décret n° 55-581 du 20 mai 1955 portant réorganisation foncière et domaniale au Cameroun et au Togo (texte qui n'a jamais été appliqué au Cameroun, faute d'y avoir été promulgué).

§ 2. — LES NOUVELLES PERSPECTIVES OUVERTES PAR LE DÉCRET N° 55-581 DU 20 MAI 1955 : SES CONSÉQUENCES POLITIQUES ET SOCIALES (1)

Deux préoccupations essentielles ont animé les auteurs du décret n° 55-581 du 20 mai 1955 :

1. Corriger l'erreur initialement commise par la Métropole en ce qui concerne le régime de la terre au Cameroun.
2. Assurer l'expansion économique en renforçant les droits fonciers coutumiers et en favorisant la propriété foncière individuelle.

A. — L'erreur initialement commise.

Les Européens qui arrivaient en Afrique, et en particulier au Cameroun vers la fin du XIX^e siècle, étaient tous imbus de la conception romaine de la propriété quiritaire, ce qui les a empêchés de faire une analyse exacte de la condition de la terre en Afrique Noire :

— c'est ainsi qu'ils ont affirmé que les Noirs n'avaient aucune notion de la propriété foncière, mais seulement l'idée de *possession*, de la *jouissance* et qu'en définitive ils se contentaient des *produits et non du fonds* ;

— ils ont constaté également que la terre était en quantité illimitée eu égard au nombre des occupants et que la question de délimitation ne se posait pas ;

— enfin ils ont cru aux *prétentions plutôt politiques* des chefs autochtones, qui se disaient *propriétaires de toutes les terres ou se prévalaient d'un titre éminent sur celles-ci* ;

— partant de cette analyse inexacte, on a édifié la théorie dite du domaine éminent de l'Etat. D'après cette théorie, le titre éminent que les chefs féodaux détenaient sur les terres est transféré

(1) Comme il est rappelé ci-dessus, ce texte n'a jamais été appliqué, faute de promulgation. Mais le gouvernement camerounais vient de reprendre à son compte le même texte par une loi.

à l'Etat français qui exerce seul la souveraineté sur tout le territoire, mais le droit de jouissance dont disposaient les individus sur les terres qu'ils occupent leur sera maintenu et ce dans le but de leur préparer l'accès à la propriété individuelle après une procédure déterminée. Par contre l'Administration a le droit d'accorder à des non-autochtones des concessions sur les terres non occupées.

Cette théorie elle-même était loin d'être la seule consacrée par la pratique. La théorie qui a été appliquée jusqu'en 1955 était celle qui considérait les droits des autochtones (sans définir la nature desdits droits) comme définitivement acquis sur les terres qu'ils occupent, mais *qui déclarait vacantes et sans maître toutes les terres non occupées. Conformément à cette théorie, l'article 713 du Code civil qui attribue à l'Etat tous les biens vacants et sans maître* était donc applicable en pays bamiléké comme partout ailleurs.

Aucune de ces deux théories n'était exacte, car malgré les prétentions des chefs, ils n'ont jamais été juridiquement propriétaires des terres. On a vu que dans certaines sociétés ils n'étaient même pas « administrateurs » des terres. Le seul propriétaire de la terre c'est *l'entité constituée par l'ensemble des membres de toute la tribu*. Pour la même raison, aucune terre ne pouvait être considérée dans la région bamiléké comme « vacante et sans maître », même quand un terrain est momentanément inoccupé, il a toujours un maître, un propriétaire qui n'est autre que la communauté tribale.

Les lumières apportées par des études sociologiques ont amené l'Administration à avoir une vue plus exacte des choses. Le décret n° 55-581 du 20 mai 1955 tend à détruire par une procédure spéciale la prétendue présomption de propriété dont jouissent l'Etat et le Territoire sur les « terres vacantes et sans maître » et par voie de conséquence, au rejet de la théorie du domaine éminent des chefs autochtones ou de l'Etat français et du Territoire du Cameroun.

Aux termes de l'article premier du décret sus-visé, le domaine privé immobilier du Territoire et autres collectivités publiques locales, et le cas échéant de l'Etat, est constitué par les biens et droits immobiliers détenus par *lesdites collectivités dans les formes et conditions prévues par le Code civil ou le régime de l'immatriculation*. C'est la condamnation sans équivoque de la théorie des biens vacants et sans maître qui a été indûment introduite dans les coutumes bamiléké.

L'article 4, *in fine*, énonce que : « Les chefs de terre ou autres chefs coutumier, qui règlent, selon la coutume, l'utilisation desdites terres par les familles ou les individus ne peuvent en aucun cas se prévaloir de leurs fonctions, pour revendiquer à leur profit per-

sonnel d'autres droits sur le sol que ceux résultant d'un faire-valoir par eux-mêmes en conformité avec la coutume. »

C'est la condamnation des prétentions des chefs, qui se prévalaient d'un droit de propriété ou du domaine éminent sur toutes les terres. La portée politique et sociale de ce texte est considérable : la propriété de la terre n'appartient ni aux chefs, ni à l'Etat ou au Territoire, elle appartient à toute la communauté. Le chef est lui-même membre de cette communauté et ne peut revendiquer, comme tout autre citoyen, des droits que sur des terres qu'il aurait personnellement mises en valeur.

Cela permettra à tous les habitants de participer à l'expansion économique du pays.

B. — L'objectif principal du décret du 20 mai 1955. est l'expansion économique.

Le décret du 21 juillet 1932 instituant au Cameroun le régime foncier de l'immatriculation et le décret de la même date réglant au Cameroun la constatation des droits fonciers des indigènes n'ont reçu dans la région bamiléké qu'une application très limitée. Il en est d'ailleurs de même pour la plupart des régions du Cameroun. C'est qu'en effet la procédure relative à la constatation des droits fonciers des indigènes était assez complexe. D'autre part les gens se comportaient en véritables propriétaires sur les terres qu'ils occupaient et n'éprouvaient point la nécessité de recourir à cette procédure. Cette position était assez commode mais présentait des inconvénients :

— d'une part le possesseur d'une terre non immatriculée ne peut point l'aliéner au profit d'un tiers ;

— d'autre part, il ne peut point obtenir un crédit garanti par son terrain et les cultures qu'il porte ; ce qui est un obstacle au développement économique. Le décret du 20 mai 1955 a voulu remédier à cet état de choses.

Il confirme solennellement les droits fonciers coutumiers qui, comme le droit de propriété au sens occidental du terme, peuvent être librement exercés dans les seules limites imposées par la loi, les règlements et l'utilité publique dûment déclarée. Il prévoit la possibilité pour les détenteurs des droits *coutumiers individuels comportant emprise permanente sur le sol et mise en valeur régulière, après une procédure de simple constatation de ces droits :*

— soit d'en disposer librement, notamment en les hypothéquant ;

— soit de les transformer en droit de *propriété définitive par immatriculation*.

Les perspectives ouvertes par ce texte sont donc assez hardies. Le Bamiléké qui a mis une terre en valeur soit en y élevant des constructions en dur, soit en y faisant pousser des plantes de rapport, peut, sans même recourir à la procédure de l'immatriculation en vue d'obtenir un titre de propriété, *demande la simple constatation de ses droits coutumiers*. Et les droits coutumier ainsi constatés équivalent à un droit de propriété, puisque l'on peut en disposer librement, notamment en les hypothéquant, qu'une telle mesure soit de nature à susciter une grande expansion économique, il n'y a pas de doute ; mais le danger qu'elle présente pour un pays comme la région bamiléké, c'est qu'elle peut provoquer l'abandon des cultures vivrières au profit des cultures destinées à l'exportation, ce qui exposerait le pays à une famine endémique.

CHAPITRE IV

L'EVOLUTION DE LA FAMILLE

Nous avons indiqué dans la première partie que la famille bamiléké était une entité économique et politique dont les membres étaient très solidaires, sous la direction du *pater familias* très puissant. La solidarité familiale reste encore très forte, parce que la place de l'économie de subsistance reste également très importante. Pourtant sous l'influence des facteurs divers, on voit déjà poindre les prodromes de la désagrégation de la famille étendue traditionnelle.

§ 1. — LA TENDANCE VERS L'EFFRITEMENT DE LA FAMILLE ÉTENDUE TRADITIONNELLE

Cette évolution est le produit de plusieurs facteurs, dont le premier est évidemment l'existence d'une économie de marché.

A. — Les effets de l'économie monétaire.

Si considérable que soit encore la place de l'économie domestique, celle-ci ne coexiste pas moins avec une économie de marché. La structure de l'économie traditionnelle ne permettait point à l'individu de pourvoir seul à tous ses besoins ; actuellement il peut,

grâce à l'argent obtenu par son travail, obtenir tous les biens et services nécessaires à sa vie ; il peut donc, du moins au point de vue matériel, se passer des autres membres de la famille.

D'autre part, pour gagner de l'argent, les jeunes gens doivent souvent quitter leur famille pour s'installer loin dans les centres urbains. La famille et le village perdent ainsi les éléments jeunes et dynamiques qui devraient contribuer à leur vitalité. Ces « émigrants » ne rendent plus visite à leurs parents que très occasionnellement. Quelques-uns partent même sans esprit de retour.

Enfin le développement des cultures riches, en favorisant la propriété individuelle, entraînera le morcellement des terres familiales.

Certaines interventions du législateur métropolitain sapent aussi peu à peu les assises de la famille traditionnelle.

B. — L'action du législateur métropolitain.

Le mariage des Bamiléké demeure en principe coutumier, mais certains textes, et en particulier le décret Jacquinot du 14 septembre 1951, permettent aux futurs époux d'opter pour le mariage de droit commun. Dans ce cas le mariage sera célébré par un officier d'état civil et l'acte de mariage portera la mention « mariage monogame ». Le mari qui a contracté mariage dans cette forme ne peut ni prendre d'autres femmes, ni mettre fin à l'union par simple répudiation. En favorisant la monogamie on favorise dans une certaine mesure la famille-ménage. C'est ce qui explique l'action des missions chrétiennes dans le même sens.

C. — L'action des missions chrétiennes.

L'action que mènent les missions chrétiennes contre la polygamie n'est pas une lutte ouverte. Elle ne touche que les éléments chrétiens de la population. Or les chrétiens représentent actuellement environ le tiers de la population bamiléké. Le chrétien (qu'il soit protestant ou catholique) ne peut, sous peine d'excommunication, prendre plusieurs femmes. D'autre part, le polygame converti au christianisme ne peut demander le baptême sans s'être au préalable séparé des autres femmes pour ne garder que la première. On a vu nombre de Bamiléké, dans les années 1930 à 1940, se séparer de cinq ou six femmes pour se faire baptiser. Evidemment au point de vue social, cela représente un véritable drame ; mais en général les femmes ont vite fait de retrouver un autre mari. Il faut d'ailleurs remarquer qu'à l'heure actuelle cette action se solde par une fail-

lite, car on observe plutôt une certaine recrudescence de la polygamie chez les gens baptisés. C'est une conséquence des idées répandues par certains esprits et selon lesquelles le christianisme serait une forme de colonisation.

D. — Le développement de l'instruction publique.

La vulgarisation de l'instruction et de l'éducation devrait peut-être être la première arme contre la polygamie. Pourtant on ne peut pas affirmer d'une façon catégorique que dans les milieux dits « évolués », cette pratique soit en recul. C'est qu'en effet l'instruction des garçons seuls ne peut avoir pour effet une diminution spectaculaire des mariages polygames. Or l'instruction des filles se heurtait et se heurte encore à l'incompréhension des parents qui considèrent que les filles sont faites pour la cuisine.

Seule une évolution d'ensemble et surtout dans le domaine économique pourra enrayer cette coutume séculaire.

Les divers facteurs ci-dessus indiqués ont contribué et contribueront à l'affaiblissement de la famille étendue traditionnelle, mais la *solidarité familiale demeure encore très forte ; de sorte que quand un membre de famille travaille et qu'il est riche, les autres membres ne font presque plus rien et vivent de ses subsides*. La solidarité familiale qui n'est pas critiquable en soi, présente donc l'inconvénient, sous le régime d'économie de marché, d'être la source du *parasitisme social* et un « goulot d'étranglement » du progrès économique.

La famille africaine, et en particulier bamiléké, porte actuellement des contradictions qui l'empêchent d'accomplir dans la société son rôle traditionnel.

§ 2. — L'AMBIGUITÉ DE LA NOUVELLE CONDITION DE LA FEMME : SES CONSÉQUENCES POLITIQUES ET SOCIALES

Le mari continue à être le « maître » de sa femme, même en cas de mariage monogame. Mais les femmes instruites revendiquent l'égalité avec leur époux. Dans ces revendications elles vont souvent jusqu'à oublier leurs propres devoirs dans le ménage, passant ainsi d'un « extrême à l'autre ». D'autre part, quand les droits revendiqués leur sont accordés, elles ne savent pas toujours en user et ne se comportent pas mieux que les femmes illettrées dans la société.

C'est ce qui explique la réticence de certains villageois au sujet de l'instruction des filles. Il en résulte un déséquilibre fâcheux dans les ménages et un malaise général au point de vue matrimonial. Les jeunes gens instruits recherchent des filles instruites ; ils n'en trouvent pas toujours. Les rares filles instruites sont trop prétentieuses et se montrent incapables de diriger un intérieur. Mais il s'agit là d'un phénomène bien compréhensible qui ne peut être résolu que par la vulgarisation de l'instruction des filles, car tant qu'il y aura très peu de filles instruites, elles se considéreront comme supérieures aux autres femmes et seront de mauvaises ménagères.

Enfin et surtout si, au point de vue civil, *la femme est encore une inférieure, elle est au point de vue politique l'égale de l'homme*. En effet, depuis 1946, la femme a le même droit de vote que le mari. C'est là, on l'a déjà souligné, une véritable révolution car, traditionnellement, et sauf le cas particulier de la « Mafo », la femme bamiléké ne pouvait jouer aucun rôle dans la vie politique. C'est là *l'ambiguïté qui caractérise la condition actuelle de la femme elle est une inférieure au point de vue civil et au point de vue civique elle est placée sur pied d'égalité avec son mari*. Cette situation peut être génératrice des conflits et des dissensions dans les foyers. D'autre part on peut se demander si la femme peut réellement exercer en toute liberté son droit de vote. En fait, la majorité des femmes votent jusqu'ici dans le même sens que leur mari, mais il y en a qui votent contre l'opinion de leur époux.

Bref l'impact des coutumes traditionnelles et de certaines institutions d'origine métropolitaine a introduit dans la famille bamiléké des facteurs de déséquilibre comme dans tous les autres domaines.

Nous allons maintenant dire quelques mots des libertés publiques et des libertés individuelles.

CHAPITRE V

DE LA RECONNAISSANCE DES LIBERTES PUBLIQUES ET DES LIBERTES INDIVIDUELLES

On a déjà examiné le problème des libertés individuelles en étudiant l'évolution de la condition des personnes. En principe, les Camerounais et en particulier les Bamiléké jouissent actuellement des mêmes libertés que les Français de la Métropole : liberté « corporelle » (liberté d'aller et venir), liberté d'opinion et d'expression, liberté de conscience, etc. Il en est de même, en principe, des libertés publiques : liberté de réunion, liberté d'association, etc.

Il n'en a cependant pas été toujours ainsi. Avant la dernière guerre, les Bamiléké comme tous les autres Camerounais, ne pouvaient pas sortir de leur région sans être munis d'un « laissez-passer ». La circulation à l'intérieur même du Cameroun n'était donc pas libre. Toutes ces restrictions ont été supprimées en 1946.

Il convient d'autre part de remarquer que toutes les libertés publiques et individuelles reçoivent outre-mer des limitations nécessitées par les considérations locales. La protection de la liberté individuelle n'est pas assurée de la même manière que dans la Métropole : c'est ainsi par exemple que la loi du 8 décembre 1897 et les textes subséquents relatifs à la garantie des droits de la défense ne sont pas applicables outre-mer.

Nous n'avons pas l'intention de parler ici de toutes les libertés publiques ou individuelles. Nous nous contenterons de mentionner celles qui ont eu quelque influence sur les institutions bamiléké.

§ 1. — LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'OPINION : LA PROPAGANDE DES IDÉES NOUVELLES .

Avant la colonisation, la population bamiléké n'avait d'*opinion que celle du chef*. En effet les affaires publiques devaient être gérées comme elles l'ont toujours été par les ancêtres. Avoir une opinion contraire à celle du chef *ce serait aller contre la volonté des ancêtres et contre l'ordre établi*. C'est pourquoi tout ce que le chef disait devait être applaudi et ce même si l'on ne l'approuvait pas intérieurement. Les abus ne pouvaient jamais être publiquement dénoncés. Les critiques se réduisaient en quelques murmures dans les cercles privés.

D'autre part, la puissance administrante n'a pas, dès le début, institué un régime de liberté d'expression et d'opinion. Seul un organe *mensuel gouvernemental prétendait assurer l'information*. Mais depuis 1946, la liberté d'opinion et d'expression, *conséquence de la proclamation des droits civiques*, existe en principe. Il n'était pas possible de faire participer les populations à la gestion des affaires publiques, et leur refuser en même temps le droit d'avoir une opinion, de s'exprimer librement et de critiquer les dirigeants.

Quels sont les moyens d'expression de l'opinion publique ?

Ces moyens sont les mêmes que ceux de la Métropole, mais les gens ne sont pas encore bien préparés pour en faire un usage correct et efficace :

a) LA PRESSE : Conformément à la loi du 29 juillet 1881, toute personne peut créer un journal ou tout autre écrit périodique. Tout individu peut faire sortir un ouvrage imprimé ou non. Mais l'analphabétisme qui règne encore dans la mase empêche la liberté de presse de s'exercer convenablement.

Il faut toutefois signaler que depuis 1955 l'Administration a créé un organe mensuel : *Le Bamiléké*, destiné avant tout à l'information des Bamiléké de l'intérieur et de l'extérieur. Il s'agit bien comme par le passé d'un organe d'information créé par les pouvoirs publics, mais il marque des progrès nets par rapport à l'avant-guerre : ce n'est plus l'Administration qui y rapporte ce qu'elle

veut ; les articles émanent des populations elles-mêmes. Chacun peut, en principe, y faire paraître un article dont il porte l'entière responsabilité. En général, tous les articles sont reçus, sauf ceux qui sont de nature à porter atteinte à l'ordre public.

b) LE VOTE est l'un des moyens mis à la disposition des individus pour exprimer leur opinion sur la marche des affaires publiques.

Certes il ne s'agit pas là *d'un moyen permanent d'expression d'opinion*, mais dans la mesure où l'on peut considérer l'opinion des élus comme représentant celle des électeurs, on peut admettre le droit de vote comme un moyen d'expression régulier d'opinion.

Au surplus l'opinion publique peut également s'exprimer par le truchement des *partis politiques*. A l'intérieur même de la région bamiléké, les partis politiques n'ont pas pu prendre racine, seul le parti nationaliste : l'U.P.C., a pu s'implanter dans certains groupements. *Si les Bamiléké des villes sont facilement acquis aux idées nouvelles, la masse traditionnelle restée dans les villages est très réfractaire aux innovations et aux changements.* C'est ce qui explique que le suffrage universel ait eu pour résultat le renforcement des pouvoirs de certains chefs traditionnels. En effet, en 1946, quand le suffrage présentait encore un « caractère censitaire » les évolués étaient favorisés et avaient plus de chance que les chefs d'être élus. *L'institution du suffrage universel a renversé la situation ; actuellement ce sont les chefs bénéficiaires de la fidélité de la masse villageoise et traditionnaliste qui se trouvent favorisés.* Certes ce ne sont pas tous les chefs qui jouissent de cette situation ; certains chefs ont perdu toute autorité sur leurs populations et ne peuvent pas non seulement être élus, mais non plus soutenir efficacement un candidat. Mais il n'en reste pas moins que l'autorité de la majorité des chefs se trouve raffermie par l'introduction du suffrage universel. Nous avons déjà indiqué que parmi les neuf représentants actuels de la région bamiléké à l'Assemblée législative du Cameroun on compte quatre chefs, qui cumulent ainsi les fonctions traditionnelles et modernes. L'opinion publique continue donc, dans une certaine mesure, à être représentée par les chefs ou par des élus soutenus par eux. En tout cas, les chefs traditionnalistes sont en train de s'intégrer dans les institutions nouvelles et tendent à former avec les nouvelles élites une sorte de « condominium » sur le pays.

Mais en devenant ainsi les représentants des populations dans les institutions nouvelles, les chefs perdent peu à peu leur caractère très sacré, caractère qu'ils ont d'ailleurs en partie déjà perdu depuis l'apparition des religions universalistes.

**§ 2. — LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE, REJET DU CULTE
DES ANCÊTRES PAR UNE FRACTION DE LA POPULATION.
APPARITION DES RELIGIONS NOUVELLES
ET EN PARTICULIER DU CHRISTIANISME**

Avant la colonisation les chefs traditionnels bamiléké avaient profité de leur qualité de « prêtres suprêmes » pour accroître sensiblement leur autorité temporelle. Mais la présence européenne va véhiculer non seulement la liberté de conscience, mais aussi une religion nouvelle : le *christianisme*. Une fraction de la population va se convertir à la religion chrétienne. Les chrétiens, qu'ils soient catholiques ou protestants, se refusent à adorer les ancêtres et critiquent tout ce qu'ils considèrent comme du *paganisme*. Leur position est un véritable défi à l'autorité des chefs des groupements comme à des chefs de famille. Si le *christianisme n'est pas inconciliable avec l'autorité temporelle des chefs, il l'est certainement avec leur autorité religieuse*. L'évangile ne dit-il pas : « Donnez à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César » ? En d'autres termes il opère une nette séparation entre les fonctions religieuses et les pouvoirs temporels. Pour les chrétiens, le *chef n'est plus qu'une autorité temporelle, alors que ce dernier entend conserver même les pouvoirs spirituels*.

Il y a plus grave : même en ce qui concerne les pouvoirs temporels, l'autorité du chef doit avoir une limite : l'Évangile dit également : « Il vaut mieux obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. » C'est-à-dire que chaque fois qu'il y a conflit entre les commandements de Dieu et ceux du chef, ce sont les premiers qui doivent l'emporter. Autrefois il ne pouvait pas y avoir de conflits entre les deux autorités, puisque le chef cumulait à l'égard de tous les pouvoirs civils et spirituels aucun de ses ordres ne pouvait être considéré comme injuste. Aujourd'hui, certains de ses commandements peuvent être déclarés injustes par les chrétiens, il en sera ainsi pour tout ce qui est contraire à leur foi chrétienne. Ils ne sont tenus d'obéir au chef que pour les ordres non contraires aux commandements de Dieu et ce Dieu n'est plus seulement celui des Bamiléké mais tous les habitants de la terre.

Le Christianisme apparaît ainsi comme une *religion révolutionnaire* par rapport au « système religieux » traditionnel, ce qui n'est pas étonnant d'ailleurs ; en effet, il en a été de même à Rome, pendant les premières années de la naissance de cette religion où les mêmes paroles : « Mieux vaut obéir à Dieu qu'aux hommes »

avaient déchaîné des persécutions et des répressions de la part de l'autorité civile qui avait été jusque-là hissée au *rang des divinités*.

Le Christianisme n'a cependant pas déclenché en pays Bamiléké des persécutions parce que l'action des Missions religieuses a été assez discrète, mais au début il y a eu des frictions entre les missionnaires et les chefs, car d'une part les principes mêmes de la nouvelle religion sont contraires aux conceptions traditionnelles; d'autre part les Chrétiens repoussent non seulement les anciennes pratiques religieuses mais prétendent également se soustraire aux prestations coutumières qu'ils considèrent comme injustes, enfin les Missions religieuses vivent en quelque sorte sous le *régime d'exterritorialité*; tous les individus qui vivent ou qui se réfugient sur les territoires occupés par elles échappent à l'action ou aux poursuites des agents du chef.

Mais ce n'est pas seulement le Christianisme qui ruine les pouvoirs religieux du chef. *L'instruction et l'éducation ont développé l'esprit critique* : nombre d'intellectuels ne pratiquent actuellement ni les croyances, ni le Christianisme.

Pourtant depuis un certain nombre d'années, sous l'influence des idées nationalistes et la poussée des propagandes diverses, on assiste à une certaine recrudescence des anciennes pratiques religieuses. Certains *intellectuels considèrent le Christianisme comme une forme de colonisation et le présentent comme une forme de colonisation et une doctrine assimilatrice qui tend à la destruction des croyances autochtones et par là même leur civilisation*. Pour eux, le Christianisme serait une religion des Blancs mais que ces derniers essaient d'imposer aux Noirs. Or, disent-ils, pour que les Noirs conservent leurs civilisations et leur individualité, il est nécessaire qu'ils retrouvent même leurs traditions religieuses.

Cependant il nous paraît douteux que cette prise de position de certains intellectuels soit dictée par le désir de conserver les institutions traditionnelles dans leur état pur et cet « appel au passé, loin de traduire un conservatisme présente au contraire un caractère révolutionnaire et mythique. En effet, pour exalter les foules, toutes les doctrines révolutionnaires ont besoin des mythes et ces derniers sont toujours puisés dans l'histoire, dans le « passé lointain ».

Bref l'apparente recrudescence des anciennes pratiques religieuses repose moins sur une vérité sociologique que sur une position doctrinaire et politique.

§ 3. — LA RÉGRESSION DES ANCIENNES ASSOCIATIONS COUTUMIÈRES AU PROFIT D'ASSOCIATIONS NOUVELLES

L'existence des associations ou sociétés coutumières était, dans une certaine mesure, la conséquence de la hiérarchie sociale, ceux qui avaient le même titre ou des titres équivalents pouvaient faire partie de la même société. Mais la constitution des sociétés était aussi un *mode d'administration* dans un pays où le rôle administratif de l'autorité publique *était assez réduit*. C'est pourquoi l'adhésion à ces sociétés ou associations n'était pas libre. Leurs membres se recrutaient par *cooptation*. Celui qui était jugé digne de faire partie de telle ou telle société et qui ne voulait pas y entrer de plein gré pouvait y être amené par force par ses « pairs ». C'est d'ailleurs par manque de terminologie exacte que les organismes sont dénommés sociétés ou associations, car l'adhésion à une société ou à une association est par définition libre. C'étaient des véritables organismes publics poursuivant un but d'intérêt général. Chaque chef devait et doit encore, au cours de son règne, en créer au moins une. Ils se présentaient en même temps comme des « corps intermédiaires » qui tempéraient le pouvoir personnel du chef. C'est ce qui explique que, bien même avant l'arrivée européenne, les sociétés très anciennes et à caractère religieux comme le « Kamve » et le « Kungan » avaient déjà vu leurs pouvoirs diminués par l'ascension incessante de l'autorité personnelle du chef. Mais cette tendance absolutiste se heurtait au rempart infranchissable de la coutume. Le bon fonctionnement des sociétés continuait à faire du chef un « monarque constitutionnel ».

La colonisation a précipité la régression des sociétés ou associations coutumières.

Les autorités européennes n'ont pas, pendant longtemps, pénétré les coutumes hamiléké; elles ont considéré d'emblée les chefs comme des autocrates, seuls et intégralement responsables de leur commandement. De même qu'elles avaient cru que les chefs traditionnels étaient propriétaires des terres, de même elles ont cru qu'ils ne partageaient leurs pouvoirs avec personne. Forts de l'appui des autorités coloniales, la plupart des chefs ont accéléré le mouvement de désagrégation des sociétés, négligeant totalement ces organismes dont le caractère modérateur devenait incompatible avec leur ambition. Politique catastrophique, contenant en germe la désorganisation de leurs propres groupements, car placés brutalement en face des responsabilités qu'ils n'avaient jamais eues, et s'étant volontairement privés du concours des notables avec lesquels ils les

partageaient, ces chefs n'ont plus eu d'autres recours que d'administrer par l'intermédiaire de leurs serviteurs qui n'ont pas manqué de se livrer à des exactions; c'est un retour à la féodalité, et cela à un moment où l'Administration devenait de plus en plus difficile dans une société préindustrielle. Outre que les chefs n'avaient jamais eu l'habitude d'administrer directement, ils n'étaient pas préparés aux tâches nouvelles qui les attendaient. En effet, l'introduction de l'économie monétaire a créé des besoins nouveaux auxquels les anciens rites religieux sont loin de donner satisfaction. D'autre part, l'Administration, qui ne touchait la population que par l'intermédiaire des chefs ne connaissait pas toujours l'état exact des besoins de celle-ci. Il en résulte une certaine sous-administration à laquelle on essaie à l'heure actuelle de pallier par le développement des municipalités.

Mais la réaction des populations devant cette attitude des chefs ne s'est pas fait attendre. En particulier, les notables, privés du droit de délibération et de critique dont leur père avait toujours disposé, ils se regroupent dans certaines chefferies en « sociétés culturelles », fonctionnent sous la coupe des évolués, fermées au chef et s'opposant plus ou moins franchement à lui.

Cependant si les sociétés ont régressé, elles n'ont pas disparu. Leur existence a marqué les populations bamiléké à tel point qu'il est probable que, sous une forme ou sous une autre, elles subsisteront encore longtemps. D'abord, tant qu'il y aura des chefs en pays Bamiléké, certaines sociétés ne peuvent jamais disparaître, leur existence étant liée à celle des chefferies : tel est le cas des sociétés très anciennes et en particulier le « Kamve » qui est l'organe introducteur du chef et en même temps organe consultatif. A l'heure actuelle sa composition a subi des entorses dans certains groupements. A l'origine, cette assemblée se composait, comme son nom l'indique de neuf membres. Certains chefs, pour des raisons de « dosage politique » y ont fait entrer des gens qui traditionnellement n'en faisaient pas partie. On en compte jusqu'à une trentaine dans un grand groupement. Toutefois si sa composition a varié dans nombre de chefferies, son rôle demeure le même : *les membres nommés par le chef, n'ont pas voix délibérative* dans les réunions. Ils ne font qu'assister aux réunions, ils peuvent être consultés, mais les décisions sont prises par les « seuls neuf membres fondateurs ».

Mais les associations à caractère administratif ont subi une nette régression. La disparition de certaines associations à caractère guerrier s'explique par la paix apportée par l'occupation française.

Enfin, le rôle joué par les associations de classes d'âge et les sociétés à caractère économique était trop complexe et très « moderne »

pour que ces organismes puissent disparaître complètement. D'ailleurs certains chefs ont senti le danger que présentait pour eux la décadence des sociétés, et en particulier des associations de classes d'âge. Ils sont revenus à la coutume et ont essayé de faire revivre ces organismes, mais souvent sans grand succès car les jeunes gens qui les animaient vivent actuellement plutôt dans les villes. Mais les associations purement privées (sociétés commerciales et mutualistes) se maintiennent et se développent.

En outre, on voit naître de plus en plus des groupements de type métropolitain : *syndicats, associations constituées d'après la loi de 1901*. Ces organismes de type moderne ont d'ailleurs tendance à *s'occuper beaucoup plus de politique* que du but normal indiqué par leurs statuts : les classes sociales nouvelles, intellectuels, commerçants ou planteurs enrichis s'associent souvent dans le dessein de faire la relève des anciennes « castes » et de prendre le pouvoir. Mais les anciennes catégories sociales, se sentant menacées dans leur existence se regroupent aussi pour défendre leurs privilèges. Il existe des associations de notables qui réclament le rétablissement du rôle traditionnel dont ses membres ont été frustrés par le développement du pouvoir traditionnel des chefs. Les sous-chefs ont des associations soit pour la défense de leurs prérogatives traditionnelles, soit pour réclamer leur indépendance vis-à-vis des chefs. Enfin, les chefs eux-mêmes, de moins en moins jaloux de leur indépendance personnelle, abandonnent peu à peu leur individualisme pour se regrouper et défendre leurs intérêts. Cependant, sous l'impulsion des Bamiléké de l'extérieur, on assiste à la naissance d'associations qui essaient de concilier des tendances traditionnelles et modernes pour maintenir l'unité et l'individualité bamiléké dans un monde bouleversé et en pleine évolution.

Mais ces tentatives de « conciliation » se heurtent à l'ambiguïté qui caractérise les institutions actuelles.

CHAPITRE VI

MODIFICATIONS SUBIES PAR L'ORGANISATION DES POUVOIRS

En examinant les sources d'origine métropolitaine on a pu deviner comment se présente l'organisation actuelle des pouvoirs.

§ 1. — LES MODIFICATIONS APPORTÉES A LA DÉSIGNATION DU CHEF

On a déjà vu la position de principe de l'Administration coloniale française en ce qui concerne la désignation des chefs indigènes : ceux-ci continuent à être désignés selon la coutume, mais il s'agit là d'une position purement doctrinaire qui reçoit dans la pratique de nombreuses entorses. Ces entorses sont elle-mêmes la conséquence du nouveau rôle du chef. En ce qui concerne le pays bamiléké on a indiqué qu'avant l'occupation européenne, le chef était désigné par le *de cujus* lui-même par testament et « intronisé » c'est-à-dire investi, par l'assemblée des « Kamve ». Actuellement le chef dispose toujours du droit de désigner lui-même son héritier et les « Kamve » interviennent toujours dans l'intronisation, mais ni la *volonté du de cujus*, ni *l'investiture des neuf notables ne confère le titre de chef*. C'est l'administration qui nomme les chefs exactement comme elle nomme les *fonctionnaires locaux*. L'article 6 de

l'arrêté du 10 mars 1933, complétant l'arrêté du 4 février 1933 fixant le statut des chefs indigènes au Cameroun déclare formellement : « Seules ont droit au titre de chef les personnes nommées par l'Administration à un des commandements énumérés par le présent arrêté. » Ainsi, si la désignation par testament et l'intronisation sont encore nécessaires, elles sont insuffisantes, c'est la nomination par l'autorité administrative qui fait le chef. L'intervention administrative est une formalité aussi substantielle que l'intronisation ou l'investiture coutumière. Elle est plus qu'un simple acte d'homologation. *A vrai dire l'intervention des « Kamve » n'est plus comparable à un acte d'investiture; ils sont simplement consultés par l'Administration qui seule nomme les chefs.* Cela est si vrai que la plupart des chefs communiquent secrètement, de leur vivant le nom de leur héritier éventuel à l'Administration, car ils savent très bien que sans la nomination administrative, personne ne peut, même avec l'appui des « Kamve » devenir chef.

L'Administration est-elle obligée de tenir compte des dernières volontés du *de cujus*? En principe oui, mais il ne fait pas de doute qu'en fait, elle dispose, en cette matière aussi, d'un certain *pouvoir discrétionnaire*. En effet, il faut éviter que la présence d'un individu à la tête d'un groupement ne porte atteinte à l'ordre public. Dire que le chef bamiléké est encore désigné d'après la coutume veut dire seulement que l'héritier continue à être choisi dans la famille du *de cujus* et ne peut être nommé par l'Administration qu'après consultation des « Kamve ».

L'Administration n'a pas seulement le droit de nommer les « chefs traditionnels », elle peut supprimer certaines chefferies et même en créer de nouvelles.

D'après l'article 11 de l'A.H.C. du 16 avril 1935, le chef de région crée et supprime les villages après en avoir référé au Commissaire de la République et obtenu son autorisation. Le texte ne dit pas dans quelle famille ou dans quelle catégorie sociale devra être choisi le chef à nommer à la tête d'un nouveau village ainsi créé; dans l'hypothèse de la création d'une nouvelle chefferie, l'Administration pourrait donc conférer le titre de chef à tel individu qui lui plaira. Il ne semble cependant pas que l'Administration ait déjà fait usage de la faculté que lui reconnaît le texte : En pays Bamiléké, le chef détenait tous les pouvoirs : politiques, administratifs, judiciaires et religieux. Mais son rôle correspondait à une structure économique et à un état d'esprit déterminés : une population animiste et superstitieuse, avec une économie domestique et purement agricole. Le contact avec la civilisation occidentale va ruiner les pouvoirs du chef. Aux institutions d'un autre

nature; à une économie d'autoconsommation va s'ajouter un système d'économie de marché et les préjugés et croyances animistes font peu à peu place à une religion « rationnelle » et à caractère universaliste.

a) D'abord le chef va être DÉMUNI DE SES POUVOIRS POLITIQUES.

C'est une conséquence même de la présence française; en effet, le maintien de l'autorité traditionnelle à côté de l'autorité coloniale n'implique point l'instauration d'une dualité de pouvoirs politiques, comme c'était le cas dans les protectorats, le caractère étatique n'ayant pas été reconnu aux chefferies; celles-ci ne constituent plus que des sous-divisions administratives; leur territoire est absorbé dans un ensemble plus vaste; le Territoire (actuellement Etat) du Cameroun.

D'autre part si jusqu'en 1946, la Métropole détenait tout le pouvoir politique, depuis cette date, elle a associé les populations à la gestion des affaires publiques. Elle tend même à laisser aux autochtones l'entière gestion de leurs propres affaires; et cette gestion n'est plus assurée par les chefs, mais par des représentants nouveaux, actuellement élus au suffrage universel. Certes, comme nous l'avons indiqué, parmi ces représentants, on compte beaucoup de chefs, mais ces derniers sont tout de même des élus qui à ce titre ont des comptes à rendre à leurs électeurs.

Comme on l'a déjà souligné, la reconnaissance des droits politiques et l'instauration du suffrage universel, même si cela a dans l'immédiat, pour effet, de renforcer la position politique de certains chefs, menacent gravement les pouvoirs des chefs et par là même toutes les institutions traditionnelles : le suffrage universel met le chef sur le même pied d'égalité que n'importe quel citoyen, en détruisant la hiérarchie et l'inégalité qui caractérisaient les institutions coutumières. Mais il a ajouté une note supplémentaire à l'ambiguïté qui régnait déjà, du fait de la dualité des institutions de nature différente. En effet, malgré l'apparition des représentants élus, on continue à considérer les chefs comme les « représentants naturels et légitimes » de leurs populations. De ce fait, ces populations ne savent plus toujours quel est leur représentant véritable : le chef traditionnel ou le représentant élu ? Une partie de la population (en général les évolués ou se disant tels) s'appuient plutôt sur les nouveaux représentants; une autre fraction (les « villageois ») continue à obéir à la seule autorité traditionnelle. Enfin beaucoup d'individus s'appuient tantôt sur le chef tantôt sur l'élu, selon les intérêts et les circonstances. Il en résulte un « vide » à la fois juri-

dique et politique qui exigera un certain nombre d'années pour se combler. L'individu se trouve à l'heure actuelle dans un véritable « état d'alternance » qui est de nature à affecter sa personnalité dans un sens pathologique. Il n'y a pas jusqu'aux chefs eux-mêmes qui ne soient plus ou moins désorientés. Quelques-uns cherchent à s'intégrer dans le cadre juridique nouveau : c'est ainsi qu'ils se présentent aux élections et sont obligés, pour les besoins de la campagne électorale, de critiquer, la plupart du temps, l'institution même qui les protège. Certains jeunes chefs vont même plus loin : ils veulent devancer l'évolution en prenant des positions révolutionnaires et en jouant au progressisme. Or, ils sont loin d'être de véritables progressistes ; se refusant le plus souvent de se plier aux exigences de la coutume, ils veulent tout de même rester chefs ; ou bien ils n'invoquent la coutume que quand celle-ci les sert et non quand elle les soumet à certaines obligations. Bref, ils jouent sur les deux tableaux : s'appuyer sur la coutume quand elle leur est favorable : se montrer progressistes et même révolutionnaire quand cela peut les servir.

D'autres enfin, conscients du danger qu'ils courraient en jouant au progressisme, essaient plutôt de renforcer les coutumes en ressuscitant certaines institutions dont la disparition était due à leur complicité ou à leur indifférence. Leurs efforts se soldent malheureusement en général par des échecs.

En tout cas, les chefs qui sont obligés de disputer d'une façon ou d'une autre des mandats à leurs propres sujets, voient leur prestige et leur caractère divin disparaître.

b) LA PRÉSENCE FRANÇAISE A ÉGALEMENT PRÉCIPITÉ LA LAICISATION DES INSTITUTIONS TRADITIONNELLES.

La laïcisation du caractère religieux du chef s'était amorcée bien avant l'occupation européenne, mais dans le sens d'un renforcement personnel. A l'origine il était membre et président des assemblées de notables, et en particulier de l'assemblée des « Kamve », mais ces organismes à caractère religieux avaient sur lui une grande autorité et étaient pour lui une gêne. Cependant, détenteur de tous les totems de la tribu, il deviendra très vite l'unique intermédiaire entre les populations et les ancêtres. Il va profiter de cette situation pour développer son autorité « temporelle » et se désintéresser peu à peu des sociétés d'initiés. Ce ne sera plus une autorité « paternelle » et tempérée par la crainte des ancêtres, mais un pouvoir absolutiste qui n'invoquera plus la volonté des ancêtres que pour justifier son bon vouloir personnel.

Avec l'occupation européenne les Bamiléké vont se trouver en contact avec une religion nouvelle, à caractère monothéiste et universaliste. Toute la population ne va pas adopter celle-ci, mais une fraction non négligeable des habitants va se convertir au christianisme. Ces chrétiens vont se détourner de certaines pratiques superstitieuses tant dans le cadre familial que sur le plan de la collectivité tout entière. Pour eux le chef ne « porte plus deux glaives ». Il ne doit détenir que le pouvoir temporel dont il doit, par ailleurs, user modérément. Nous avons déjà insisté sur le caractère révolutionnaire du Christianisme par rapport à l'animisme traditionnel. Il serait superfétatoire d'y revenir.

L'une des manifestations de « l'activité religieuse » du chef consistait à rendre la justice en mettant en œuvre le système probatoire que l'on a étudié ci-dessus. Là encore ses pouvoirs ont été partie ruinés.

c) LA RÉDUCTION DES POUVOIRS JUDICIAIRES DES CHEFS.

La justice traditionnelle était inégalitaire, en ce sens que les peines variaient suivant la qualité ou l'origine sociale du délinquant. Elle était d'autre part quelque peu arbitraire, car le système probatoire coutumier était entièrement dominé par la « justice de Dieu » et présentait très peu de garantie. Il va en résulter une certaine désaffection pour la justice rendue par les chefs.

Toutefois jusqu'en 1946, la justice dite « indigène » tant civile que pénale était toujours distribuée par les tribunaux coutumiers où siégeaient de préférence les chefs ou leurs représentants. Mais depuis la loi du 30 avril 1946 qui a réservé la connaissance des affaires pénales aux juridictions de droit français, les tribunaux de droit local ne connaissent plus que des affaires civiles. La justice pénale dans l'administration de laquelle les chefs mettaient en œuvre tous leurs pouvoirs surnaturels leur échappe depuis le 1^{er} juillet 1946, date de l'entrée en vigueur de la loi du 30 avril 1946. Cette réforme a porté un coup assez dur au prestige des chefs. Cependant, il faut convenir que la justice pénale traditionnelle était, dans une certaine mesure, mieux outillée que la justice française; en effet, dans un pays où l'état civil est mal organisé et où la police dispose des moyens d'investigation très limités certains malfaiteurs peuvent toujours échapper à la justice, soit en se cachant dans quelque coin de brousse, soit que le Ministère public n'arrive pas à rapporter la preuve des faits à eux reprochés; alors que les chefs traditionnels ont pour eux l'avantage de disposer du moins théoriquement, de tous les moyens occultes tant pour la recherche des coupables que

pour l'administration de la preuve. Un voleur, par exemple, n'osera pas mentir au chef par crainte d'être frappé d'anathème par les dieux de la tribu, mais devant le juge français il essaiera de se défendre par tous les moyens.

Dans les groupements où le chef a conservé une certaine autorité il continue, en fait, à juger la plupart des infractions parce que les villageois continuent aussi de déposer entre ses mains toutes leurs plaintes. Il n'en reste pas moins que les pouvoirs judiciaires de l'autorité traditionnelle ont été considérablement réduits.

En est-il de même de son rôle administratif ?

d) L'ALTÉRATION ET LA DIMINUTION DES POUVOIRS ADMINISTRATIFS DES CHEFS.

On vient de voir ce que sont devenus les pouvoirs politiques, religieux et judiciaires de l'autorité traditionnelle. Ces pouvoirs étaient inséparables du rôle administratif des chefs. Il n'est donc pas étonnant que les pouvoirs administratifs aient subi le même sort que tous les autres pouvoirs. Mais le problème des attributions administratives du chef apparaît, à plus d'un point de vue, plus intéressant à étudier que tous les autres.

En effet, à l'origine, la Métropole, en maintenant l'autorité traditionnelle, avait voulu, non seulement respecter les coutumes autochtones mais surtout assurer l'administration du pays par l'intermédiaire des chefs. Le maintien des chefs signifiait donc l'établissement de « l'indirect rule » sur le pays. Il ne s'agit donc pas de conserver le chef avec son rôle administratif traditionnel, mais de faire de celui-ci un agent de l'*Administration française*. Mais il s'agit d'un agent administratif sui generis dont le rôle reste assez mal défini.

Nous avons déjà dit quelques mots au sujet de la situation actuelle des chefs en étudiant les sources d'origine métropolitaine. La question de la place exacte de l'autorité traditionnelle dans l'administration moderne ne se pose pas seulement dans la région hamiléké, elle se pose dans tout le reste du Cameroun comme dans toute l'Afrique. Il est seulement admis, dans tous les territoires que le chef est un *auxiliaire de l'Administration*; mais le problème de son statut demeure posé et il est très difficile à résoudre. Dans chaque pays ou territoire, le représentant de la République Française a essayé de donner un statut aux chefs indigènes. C'est ainsi, on l'a vu, qu'au Cameroun, l'arrêté gubernatorial du 4 février 1933 et les textes subséquents ont esquissé un statut des chefs coutumiers. La plupart de ces textes sont d'ailleurs restés lettre morte. C'est qu'il est difficile de donner un statut unique à tous les chefs. C'est

un problème complexe : l'émir, le sultan ou le lamido *ne sont pas de même nature que les chefs animistes; il y a une différence entre le chef traditionnel, désigné selon la coutume et le chef coutumier élu.*

Il n'y a aucun texte réglementant la condition de tous les chefs autochtones des territoires africains relevant de la République Française. Des projets ou des propositions de loi tendant à cette fin ont pourtant été déposés depuis la dernière guerre, mais jusqu'ici aucun texte n'a vu le jour. Parmi ces projets et propositions de loi, on peut citer à titre d'exemples, le projet de loi déposé le 2 novembre 1951 par M. Jacquinet, alors ministre de la F.O.M. Une proposition de loi avait été déjà présentée quelques mois auparavant par M. le député Conombo. L'Assemblée de l'Union française a donné son avis sur le projet gouvernemental le 17 novembre 1953 et le 2 juin 1954, M. Senghor a fait devant l'Assemblée nationale un rapport très étudié sur la question. Mais les débats ont été ajournés *sine die*.

C'est qu'en effet, la question du *statut général des chefs coutumiers est plus un problème politique que juridique.*

La question se pose de la façon suivante :

Le maintien des chefferies traditionnelles est-il favorable à l'évolution politique et sociale des peuples noirs ? Ces institutions ne constituent-elles pas plutôt un obstacle au progrès des populations d'Afrique ? En fixant par une loi ou par un décret le statut général des chefs, ne risque-t-on pas de légaliser et de perpétuer une situation anachronique qui devrait plutôt disparaître à brève ou longue échéance ?

D'autre part refuser de réglementer le statut des chefs, c'est consolider par là même leurs pouvoirs traditionnels, ce qui pourrait donner à la plupart d'entre eux l'occasion de contrarier l'action de l'Administration. Enfin, en admettant la nécessité d'élaborer un statut général des chefs indigènes, faut-il le faire par une loi ou par un décret ? A cet égard le *Conseil d'Etat a donné le 31 mai 1949 au projet Coste-Floret, un avis contenant les observations suivantes* : les coutumes africaines évoluent et sont, comme toutes les coutumes, très mouvantes. Dans cette matière, la loi ou même le décret, est un cadre qui ne convient pas.

Les parlementaires feraient échouer le projet, car en général, ils sont hostiles aux chefs; ce sont *les représentants des sociétés différentes*, il y a une contradiction irréductible entre l'évolution africaine et une institution aristocratiques.

D'autre part, l'absence de tout statut serait génératrice des désordres et nuisibles à une bonne administration. Mais, étant donné

la diversité des catégories de chefs et la disparité des degrés d'évolution des institutions traditionnelles d'un territoire à l'autre, il vaut mieux laisser la réglementation du statut des chefs aux pouvoirs locaux.

A ces observations, le ministre a répondu que les chefferies font partie des « collectivités territoriales » d'outre-mer dont la constitution du 27 octobre 1946 reconnaît les intérêts particuliers au sein de l'ensemble français et que procéder par *voie réglementaire serait violer l'art. 72 de la Constitution* qui exige une loi pour l'organisation politique et administrative des T.O.M. Il s'est donc déclaré incompétent pour fixer le statut des chefs par décret.

Il faut remarquer que cette prise de position peut mettre en cause la légalité, du moins à partir de 1946, des arrêtés gubernatoriaux portant statut des chefs dans chaque territoire. Pourtant ces « statuts locaux » existent et force est de reconnaître que malgré l'absence d'un statut uniforme et général, le rôle assigné aux chefs coutumiers dans l'Administration moderne est pratiquement le même dans tous les territoires.

La situation du chef bamiléké n'est pas très différente de celle de son collègue du Dahomey ou de la Côte-d'Ivoire :

Le chef est à la fois le représentant de son groupement auprès de l'Administration et l'agent d'exécution des ordres de l'autorité administrative auprès de ses administrés. Il représente donc en même temps la coutume et l'administration moderne, ce qui rend sa situation assez ambiguë. D'autre part, il n'est plus le seul représentant des populations auprès de l'autorité publique. Il existe à l'heure actuelle des représentants élus, ce qui rend sa situation encore plus *équivoque* : il est facile, certes de soutenir que l'élu est un représentant « politique » et le chef un représentant « administratif », mais il s'agit là d'un raisonnement purement théorique, pratiquement il est difficile de dissocier les deux fonctions. *Nous avons déjà insisté sur les déséquilibres et le vide institutionnels que crée cette situation.*

Mais la qualité d'agent d'exécution des ordres de *l'autorité administrative tend à devenir prédominante.* Après de nombreuses hésitations, doctrine et jurisprudence sont aujourd'hui d'accord pour assimiler le chef à un *fonctionnaire local*. A ce titre il reçoit une *allocation* dont le montant est fixé d'après son « genre de vie » et l'importance des services qu'il rend; il est soumis à un régime disciplinaire et à une *notation annuelle* par le chef de la circonscription administrative dont il relève.

Tous les litiges relatifs à sa nomination ou à sa révocation doivent être portés devant le Conseil du contentieux administratif. Les

sanctions disciplinaires ne peuvent être prises contre lui sans observer les *formalités édictées par l'article 65 de la loi du 22 avril 1905* qui dispose que tous les fonctionnaires et tous les employés et agents des administrations publiques *ont droit à la communication personnelle et confidentielle de tous documents composant leur dossier, avant d'être l'objet d'une mesure disciplinaire ou d'un déplacement d'office.*

La qualité d'agent administratif étant reconnue au chef, quelles sont ses attributions dans l'administration moderne ?

Les attributions administratives du chef sont nombreuses : en plus de sa qualité d'agent d'exécution des ordres de l'autorité administrative il a des attributions diverses :

1° LES ATTRIBUTIONS DE POLICE. — Comme autorité de police administrative, il veille au maintien de l'ordre et à la sécurité publics. En qualité d'agent de la police judiciaire il fait procéder à l'arrestation des malfaiteurs qu'il fait conduire devant l'autorité supérieure.

2° LES ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES. — C'est un juge conciliateur en matière civile; cela entre d'ailleurs dans le cadre de ses attributions traditionnelles. C'est un officier *d'état civil*. Il signale les naissances, les décès, les mariages et concourt au recensement. A cet effet, il existe dans chaque chefferie un secrétaire d'état civil qui assiste le chef dans sa tâche.

3° EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. — Il aide à l'exécution des plans d'équipement rural, à l'entretien des voies d'intérêt local, au ravitaillement et à l'hygiène publique.

4° EN MATIÈRE FINANCIÈRE. — Le chef est le percepteur de l'impôt direct dans son groupement; c'est peut-être de toute les attributions la plus importante et pour laquelle il perçoit une certaine prime.

Enfin, jusqu'à la fin de la dernière guerre, il jouait un *rôle très actif dans le recrutement de la main-d'œuvre forcée.*

Mais les chefs sont-ils, en l'état des choses, à même d'exercer efficacement les nombreuses attributions qui leur sont ainsi confiées. On va répondre à cette question en examinant la situation actuelle des « corps intermédiaires » traditionnels.

§ 3. — LA TENDANCE A LA DÉCADENCE DES ORGANISMES CONSULTATIFS

L'« intégration » du chef dans l'Administration française a eu pour conséquence l'effacement des organismes traditionnels dont le rôle administratif était considérable. En effet, l'autorité française qui n'avait étudié les institutions bamiléké que d'une façon superficielle, a cru que le chef détenait seul et effectivement tous les pouvoirs, elle n'a pas su que ce dernier avait plus d'autorité que de pouvoirs ou tout au moins qu'il partageait le pouvoir avec un certain nombre d'organismes. Le chef détenait nominalement tous les pouvoirs, mais n'avait jamais assuré seul l'administration du pays. Désormais, il va se trouver seul entre l'Administration et la population et ne sera pas à la hauteur de sa nouvelle tâche car, outre que l'administration devient de plus en plus complexe, il sera privé de l'aide et des conseils des notables et de toutes les associations qui avant l'occupation européenne, assuraient en fait, l'administration du pays.

Pour *assurer efficacement l'administration* par l'intermédiaire de l'autorité coutumière, il aurait fallu, *tout en maintenant le chef, renforcer et même rénover les diverses associations qui constituaient l'appareil administratif traditionnel*. C'est ce que l'autorité métropolitaine n'a pas compris. Bien entendu, les chefs qui, bien même avant l'arrivée française, désiraient ardemment se débarrasser de l'emprise des organismes anciens dont l'existence constituait un barrage au développement de leur pouvoir personnel, ont profité des pouvoirs considérables que leur conférait l'Administration française pour mettre en veilleuse les associations et sociétés traditionnelles, et en particulier, les organismes consultatifs. C'est ainsi que les « Kamve » et la « confrérie » du « Kungan » ne se réunissent plus qu'occasionnellement. En fait, les « Kamve » qui constituaient avec le chef un véritable « Directoire » ne conservent plus que le droit d'intronisation c'est-à-dire un droit qu'ils n'exercent qu'à l'occasion du décès du chef. Quelques membres du « Kungan » ne sont plus consultés que rarement et en privé. Bref les chefs n'encouragent plus que les organismes qui peuvent leur rapporter de l'argent.

Mais, mal préparés à une administration moderne, ils ne peuvent donner satisfaction aux besoins toujours accrus, engendrés par l'économie monétaire. En tout cas l'effacement des « corps intermédiaires » traditionnels a fait du chef *un monarque autocratique* dont

l'autorité sera mal supportée par les populations. Il faut ajouter à cela la *sous-administration*, conséquence de l'incapacité du chef à faire face seul à une administration moderne. C'est la sous-administration, jointe au mécontentement créé par un pouvoir autocratique qui explique, en partie l'émigration des Bamiléké vers les villes ou vers les autres régions du Cameroun. On explique trop souvent cet « exode » par la poussée démographique, l'exiguïté du territoire et la médiocrité du sol, ces facteurs ne sont cependant pas les seuls; il faut y ajouter les méfaits de l'inadéquation et de l'inadaptation de la « superstructure ».

L'administration par l'intermédiaire des chefs dont le but louable était de sauvegarder les coutumes autochtones n'a donc pas donné les résultats que l'on escomptait. parce qu'elle a été mal conçue, elle n'a pas pu maintenir les coutumes, ni aboutir à une administration efficace.

La décadence connue par les organismes consultatifs s'est étendue à toutes les institutions à caractère administratif ou social.



CHAPITRE VII

LES MODIFICATIONS SUBIES PAR LES INSTITUTIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF ET SOCIAL

On a vu dans la première partie que l'action administrative du chef présentait plutôt un caractère religieux. C'est ainsi que sa politique économique et sanitaire se réduisait en l'accomplissement périodique de certains rites, ou au prononcé d'incantations magiques. Ce sont les *populations elles-mêmes qui organisaient au sein d'organismes divers la prestation des biens et services dont elles avaient besoin.*

D'autre part l'impôt ne bénéficiait point aux citoyens, le trésor public se confondait avec le trésor du chef. Actuellement les pratiques traditionnelles subsistent et voisinent avec les institutions d'origine métropolitaine, mais par la force même des choses, les secondes tendent à prendre le pas sur les premières. C'est ce que l'on va voir dans les développements ci-dessous.

§ 1. — L'ÉVOLUTION DES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES ET SANITAIRES

A. — Situation actuelle des institutions économiques.

La part de l'économie de subsistance reste encore considérable. Le travail de la terre reste la principale activité de la région. Le chef a reçu de l'Administration des attributions importantes en

matière économique, mais il ne les exerce pas, n'ayant pas été préparé à ces tâches nouvelles. La population continue donc à vivre comme par le passé. La famille constitue toujours une entité économique au sein de laquelle s'opère la division du travail; les sociétés coopératives, l'entraide mutuelle et de crédit subsistent, mais elles ont été considérablement affaiblies. En effet, l'économie de marché introduite par les puissances européennes a créé des besoins nouveaux auxquels le cadre traditionnel est incapable de donner satisfaction : les jeunes gens, surtout les intellectuels recherchent un mode de vie nouveau, tout le monde ressent le besoin de s'habiller et souvent de s'habiller à l'européenne, on cherche à améliorer l'habitat en construisant en dur, etc... Pour cela, il faut de l'argent, or l'économie traditionnelle procure très peu d'argent et il n'y a presque pas dans le pays d'entreprises européennes où l'on puisse trouver du travail, les jeunes gens vont émigrer dans les villes pour être employés dans les maisons de commerce et dans les entreprises industrielles quand ils ne s'installent pas à leur propre compte. C'est ce qui affaiblit et même souvent supprime les organismes économiques traditionnels. Dans les villages on ne trouve plus en majorité que des hommes d'un certain âge et les femmes. Nous reverrons d'ailleurs la question de « l'exode rural » en étudiant l'évolution des institutions du droit du travail. Mais, comme on a dit, en parlant des besoins nouveaux, même « les villageois » ne peuvent se contenter des seuls genres de vie traditionnels. D'autre part l'Administration française ne pouvait pas se reposer uniquement sur l'action des chefs et assister, les bras croisés à la stagnation économique du pays bamiléké : d'une part les cultures vivrières traditionnelles ont été enrichies par l'introduction des plantes alimentaires nouvelles venues soit d'autres pays africains, soit des autres continents. Ainsi ont été introduits le riz, le *macabo*, le *manioc*, des nouvelles variétés d'*arachide*, de banane et de haricot. La culture de la pomme de terre a été longtemps très prospère, mais par suite d'une maladie, elle a été, depuis ces dernières années, suspendue. Mais surtout, sur les plateaux volcaniques de Bafoussam et de Dschang poussent toutes les plantes potagères et tous les légumes européens. A cet égard c'est la région bamiléké qui ravitaille le Sud-Cameroun en légumes.

A côté de ces plantes destinées avant à la consommation locale, des plantes cultivées pour l'exportation ont été également introduites. Le pays bamiléké est, à l'heure actuelle, avec la région bamoun, le plus gros producteur du *café* « Arabica » au Cameroun. A Dschang poussent également le *thé*, le *quinquina*, etc. L'usine

de transformation du quinquina de cette ville est appelée, dans un proche avenir, à ravitailler toute l'Afrique Noire en quinine.

D'autre part, des sociétés européennes, aidées par l'Administration, ont développé l'élevage intensif sur les montagnes de Dschang. C'est ainsi que la « Compagnie Pastorale » entretient de nombreux troupeaux de porcins et de bovins à Babajou et à Djutitsa. Elle a procédé au croisement des races autochtones avec des animaux qu'elle a fait venir d'Europe ou d'Amérique. Mais les troupeaux ont accentué la dégradation du sol, qui posait déjà un grave problème à l'agriculture bamiléké, c'est ce qui explique que l'élevage bovin soit plutôt en régression à l'heure actuelle.

L'Administration française a également essayé de tirer parti de l'esprit communautaire qui existait déjà chez les Africains pour organiser l'économie. C'est ainsi qu'à côté des organismes économiques traditionnels qui tendent plutôt à disparaître, elle a créé des organismes nouveaux. En effet les sociétés à caractère économique traditionnel sont incapables de faire face à certains problèmes que pose l'économie moderne. Dès avant la dernière guerre existaient déjà les S.A.P. (Sociétés africaines de Prévoyance) et les Coopératives. Ce sont des organismes publics ou semi-publics gérés par des agents publics ou tout au moins nommés par l'Administration. Même quand, comme pour les coopératives, elles sont dirigées par un Président élu par les associés, elles fonctionnent toujours sous la surveillance et la tutelle des pouvoirs publics parce qu'elles ont presque toujours besoin des subventions administratives pour équilibrer leur budget.

Leur rôle dans le développement économique est très important. Par exemple, c'est grâce à la coopérative de Dschang que la culture du café Arabica connaît un grand essor dans la région.

Cependant, malgré leur importance, ces organismes n'intéressent que les Bamiléké qui se livrent aux cultures riches; or ceux-ci ne représentent qu'une faible fraction de la population. Il fallait chercher à toucher tout le milieu rural. Cela n'intéressait d'ailleurs pas seulement les Bamiléké, mais toutes les populations de l'Afrique Noire Française. C'est pourquoi, dans le cadre de la loi du 30 avril 1946, instituant un fonds d'investissements et de développement économique et social (F.D.E.S.), le gouvernement de la République Française a donné pour objectif au *second plan quadriennal* la *promotion rurale*. Il s'agit de moderniser toute l'agriculture africaine. En application de ce second plan le Haut-Commissaire de la République Française au Cameroun a institué en 1952 dans ce territoire, après avis favorable de l'A.T. Cam. et approbation du

Ministre de la F.O.M. des « Secteurs expérimentaux de modernisation » correspondant aux zones géographiques et économiques : secteurs des *cacaoyères, des palmeraies, des cultures d'altitude*; secteurs du Nord-Cameroun et de l'Est-Cameroun avec des sous-secteurs qui sont eux-mêmes de véritables secteurs.

Ces secteurs de modernisation sont dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Ils sont inscrits au registre du commerce et fonctionnent conformément aux lois et usages du commerce. Ils peuvent emprunter, avoir des découverts bancaires recourir à des avances. Leurs agents ne sont pas des fonctionnaires, mais ils sont administrés par un conseil d'administration et gérés par un directeur nommé par arrêté du Haut-Commissaire.

Le fonctionnement des secteurs et le financement des actions qui leur sont confiées reposent au départ sur les crédits du F.I.D. E.S., de la section locale, mais il est prévu, au fur et à mesure du développement des productions, une relève progressive des crédits F.I.D.E.S. par des prélèvements effectués sur les droits et taxes perçus au titre du budget local sur les augmentations de production résultant de l'action des secteurs.

Le pays bamiléké fait partie du « secteur de modernisation des cultures d'altitude » (S.M.C.A.). C'est donc un secteur polyvalent, mais monolithique. Il obéit cependant à la doctrine commune à tous les secteurs, notamment en ce que l'*encadrement des producteurs au niveau des villages*. Cet encadrement s'effectue, en effet, à travers les organismes préexistants, partout où cela est possible (Sociétés de Prévoyance, coopératives) et implique toujours la mise en place d'un réseau de *postes de paysannat*. Ceux-ci fonctionnent dans les principaux groupements bamiléké; il n'a pas encore été possible de les instituer tous dans les villages; l'étendue de la zone d'action qui leur est confiée est donc variable, mais elle ne dépasse pas un cadre où leur influence reste constante, voire même journalière. Les dimensions à donner à ce cadre sont fonction de la densité de peuplement du développement, de la facilité des communications, etc.

Le poste de paysannat est toujours implanté en milieu rural. Il a à sa tête un chef de poste, éventuellement un chef de poste adjoint, assisté de cinq et dix moniteurs. Il dispose des logements et des moyens d'action : véhicules, appareils, hangars de groupage, pépinières, jardins, etc. Etroitement mêlé à la vie des paysans, toujours affecté au même poste, le chef de poste de paysannat jouit de la confiance des habitants et devient rapidement un conseiller tant sur le plan économique que sur le plan social. C'est par l'intermédiaire de ces postes de paysannat que le S.M.C.A. exerce son activité sur

la culture du quinquina, du café, du thé, des fruits, de la ramie, des produits maraîchers. Le S.M.C.A. est en outre compétent pour toutes les actions en milieu humain, encadrement, lotissements, pistes, cultures vivrières, petit bétail, silos et moyens de stockage, culture attelée, éducation de base et propagande.

Le danger pour les secteurs de modernisation, c'est de se cantonner dans un travail bureaucratique et paperassier, c'est ce qui est justement arrivé à la plupart des secteurs du Sud-Cameroun. Après la loi-cadre du 23 juin 1956, le Gouvernement camerounais, en réorganisant l'agriculture les a supprimés; mais le S.M.C.A. et les secteurs du Nord dont l'action a été efficace en milieu rural ont été maintenus.

Telles sont à l'heure actuelle les institutions économiques. L'Administration a compris que la seule chance des populations bamiléké comme de toutes les populations africaines, c'est du moins pour longtemps encore, l'agriculture, c'est pourquoi elle porte son principal effort sur le milieu rural. Mais il faut avouer que l'on en est encore à une période de tâtonnements, car il ne suffit pas de disposer des capitaux pour transformer l'économie traditionnelle, il faut instruire, éduquer et vaincre les habitudes du paysan africain.

Le même effort est fait dans le domaine sanitaire.

B. — L'évolution des institutions sanitaires.

Le rôle du chef en matière sanitaire relevait et relève encore de la magie. La maladie et la mort n'ont jamais une cause naturelle. Elles sont toujours le fait des sorciers, de quelque esprit maléfique ou la manifestation de la colère des ancêtres, c'est pourquoi la politique sanitaire du chef consiste à prévenir la population contre l'action malfaisante des sorciers et des mauvais esprits et à faire des sacrifices aux ancêtres. Il *dénonce les sorciers qui tuent par envoûtement et les membres de certaines sociétés de malfaiteurs* (hommes-léopards, hommes-serpents...) qui, par vengeance ou par simple instinct sanguinaire peuvent décimer les populations et les troupeaux. Il lutte contre les mauvais esprits par des *exorcisations*.

En dehors de cette action du chef sur le plan de la collectivité tout entière, ce sont les sorciers, ces personnages à double face qui sont les « médecins » des familles. En effet, la plupart de ces sorciers sont en même temps des *guérisseurs qui connaissent certainement des herbes et plantes curatives, mais ils entourent leur art d'un secret et d'un mystère absolu et ne le transmettent qu'à leur décès à leur héritier unique*.

Ces pratiques subsistent toujours, le mystère qui les entoure ne nous permet point de nous prononcer sur leur efficacité, tout ce que l'on peut dire, c'est qu'elles n'ont pas atténué la morti-natalité, les endémies et les épidémies qui sévissaient dans la région.

C'est pourquoi l'un des apports les plus remarquables de l'Administration française, a été ici comme ailleurs la lutte contre la mortalité infantile, les épidémies et les maladies contagieuses par *l'assistance médicale gratuite*. A Dschang, chef-lieu de la région, fonctionne un hôpital; dans chacune des subdivisions existe un dispensaire. Tous ces établissements hospitaliers sont polyvalents, et dispensent la médecine générale, la chirurgie, l'obstétrique, etc. Cette action a pour résultat d'accentuer la poussée démographique qui était déjà très sensible dans le pays.

Il faut cependant avouer que les progrès sanitaires se heurtent en pays bamiléké à des obstacles d'ordre matériel, psychologique et moral; d'abord l'insuffisance des moyens de communications et de transport empêche les autorités sanitaires de toucher toutes les populations de brousse; l'Administration a essayé de pallier cette situation en créant dans certains groupements des « postes antennes » tenus par des infirmiers, mais le problème n'est pas pour autant résolu car ce n'est pas seulement la distance qui empêche les villageois de bénéficier des progrès médicaux et de l'assistance médicale gratuite, ce sont aussi les préjugés, or ces derniers sont encore plus difficiles à vaincre que les obstacles purement matériels. L'influence des ancêtres et des sorciers demeure très grande; le Bamiléké resté dans son village continue à croire que si ses ancêtres sont contents, il ne sera pas malade et la mort est toujours due à une cause « surnaturelle ». C'est pourquoi, malgré la gratuité des soins médicaux, les Bamiléké persistent à consulter les sorciers et à offrir des sacrifices aux ancêtres pour se préserver contre la maladie et la mort. Certes, nombreux sont ceux qui suivent les conseils des médecins et de leurs auxiliaires et qui apprécient l'efficacité de la médecine moderne par rapport aux pratiques rituelles traditionnelles, mais il y aura encore des réticences dues, soit à une sorte de crainte soit à une pudeur propre aux mœurs bamiléké : *c'est ainsi que les femmes acceptent difficilement d'être accouchées par les hommes* (1). De même, certains chefs, qui sont restés vraiment traditionnels, préfèrent mourir sur leur lit que de se soumettre à un traitement moderne dans un établissement hospitalier.

(1) En effet, dans certains dispensaires, ce sont des infirmiers qui, en l'absence de sages-femmes, s'occupent de l'accouchement.

L'action des missions chrétiennes en matière sanitaire, est encore plus importante, mais en général seuls leurs adeptes leur font confiance.

Il faut souligner enfin que les pouvoirs publics et les autorités religieuses manquent à la fois de capitaux et de spécialistes pour se livrer à une action d'envergure.

Voyons maintenant quel est l'état actuel des institutions financières.

§ 2. — LES NOUVELLES CARACTÉRISTIQUES DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Avant l'occupation européenne, il n'existait pas, à proprement parler, de « finances publiques ». Le trésor public se confondait avec le « trésor royal ». Il existait bien des impôts, mais ceux-ci étaient perçus moins au profit de la collectivité qu'au profit personnel du chef. Cela se justifiait non seulement par la *conception patrimoniale* que le chef se faisait du pouvoir, mais surtout par la *structure économique*. En dehors des besoins religieux, de sécurité, le seul problème qui préoccupait les individus, c'était la *subsistance*. Or, si la satisfaction des besoins matériels des particuliers était assurée grâce à la solidarité dans le cadre familial et au sein des groupes, le chef qui ne *travaillait pas et ne devait pas travailler* ne pouvait vivre que de subsides de ses sujets. Ces subsides, dans un régime économique non monétaire ne pouvaient se concevoir que sous la forme de prestations en nature.

Il en est autrement depuis l'arrivée européenne et en particulier avec l'Administration française (1) : *l'impôt ne sera plus perçu au profit du chef, mais pour assurer le fonctionnement des services publics*. Non seulement le chef n'encaisse plus pour lui personnellement le produit de l'impôt, mais il est devenu un *simple percepteur*.

D'autre part avec l'existence d'une économie monétaire, l'impôt est, en principe, perçu en espèces, mais il n'en a pas toujours été ainsi; jusqu'à la dernière guerre mondiale, il existait ce que l'on appelait les « prestations », comparables aux anciennes corvées traditionnelles : chaque homme valide devait, pendant un certain nom-

(1) Et sous celle de l'administration camerounaise qui tend à la remplacer.

bre de jours, travailler obligatoirement et gratuitement soit à l'entretien ou à la construction des voies publiques, soit à l'édification des bâtiments administratifs. A l'expiration du temps imposé, il recevait une « attestation » qu'il devait représenter à toutes réquisitions, sous peine de recommencer une seconde période. Depuis la fin de la guerre, cette « taxe sur la personne » a été fusionnée avec l'impôt sur les biens; il n'y a donc plus qu'un seul impôt direct.

Voici donc les caractéristiques actuelles des institutions financières.

a) L'IMPOT EST PERÇU AU PROFIT DE LA COLLECTIVITÉ EN VUE D'ASSURER LE FONCTIONNEMENT DES SERVICES PUBLICS.

Contrairement au système antérieur qui était caractérisé par l'existence de nombreux privilèges, tout le monde y est soumis. Jusqu'en 1946, le taux en était fixé par l'Administration. Depuis cette date, il est voté par l'Assemblée territoriale camerounaise (actuellement Assemblée Législative) et liquidé depuis le 10 mai 1957 par le gouvernement camerounais.

Il est perçu sur les biens et chacun est imposé suivant ses facultés contributives, mais la *faiblesse des revenus individuels a longtemps fait prévaloir le système de l'impôt de capitation qui soumet tous les habitants d'une circonscription administrative déterminée à un taux uniforme*. Ce procédé était pratique par sa simplicité, mais il était à la fois injuste et peu productif. C'est pourquoi il a été institué peu à peu l'impôt personnel et l'impôt sur le revenu, etc... Cependant, du fait du peu de développement économique, le régime fiscal est resté rigide et archaïque.

a) Le chef est DEVENU PERCEPTEUR c'est-à-dire un collecteur d'impôt pour le compte de l'Administration. Si, comme on l'a vu, le chef est considéré comme un fonctionnaire local c'est surtout en *qualité de percepteur*. Personne n'était d'ailleurs mieux placé que lui pour remplir ce rôle car, dans un pays où l'état civil est peu organisé et où, de ce fait, un recensement véritable ne peut être effectué, le chef qui connaît bien les populations était tout à fait indiqué pour jouer le rôle de percepteur. Chaque année, l'administrateur, chef de la subdivision remet à chaque chef un certain nombre de « tickets » d'impôts correspondant approximativement au nombre de contribuables de son groupement et lui indique en même temps le montant total de la somme qu'il doit percevoir. C'est surtout sur la façon dont il s'acquitte de cette mission qu'il est noté annuellement par l'Administration dont il relève. Tous les

chefs n'assurent pas avec la même rapidité la rentrée de l'impôt. En effet, quelques-uns ont perdu toute autorité sur leurs sujets; d'autre part, ils ne sont pas préparés à assumer cette responsabilité, car même du temps où l'impôt était perçu à leur profit personnel, c'étaient leurs serviteurs les « Wala » qui s'en occupaient et il s'agit des prestations en *nature et des corvées effectuées plutôt par le bas peuple*. Actuellement, le chef même en agissant par l'intermédiaire de ses serviteurs est personnellement responsable de la rentrée de l'impôt perçu en espèces de *tous les contribuables, y compris les nobles, ce qui n'est pas une tâche facile*. En effet, les populations continuent à se livrer à une activité de simple subsistance et il leur est demandé un impôt en espèces; de sorte que malgré la faiblesse du taux de celui-ci, tous les villageois ne seront pas capables de le payer. Ils le versent souvent par petites fractions et le chef est obligé de faire appel à la force publique pour l'aider dans sa tâche, par cela même il se rend impopulaire et ce d'autant plus qu'à côté de cet impôt perçu dans l'intérêt général, il continue à exiger, pour son compte personnel, les prestations coutumières. D'autre part, pour se procurer l'argent nécessaire au paiement de l'impôt, la population active est souvent amenée à abandonner le village pour aller chercher du travail dans les centres urbains.

L'institution d'un impôt en espèces et les fonctions de percepteur dont le chef est investi ont donc pour conséquence l'aggravation de l'impopularité de ce dernier et la perte pour le village de ses éléments les plus jeunes et les plus dynamiques.

Cet exode rural entraîne enfin la désagrégation des associations de classes d'âge et d'initiation.

§ 3. — L'ÉVOLUTION DES ASSOCIATIONS DE CLASSES D'ÂGE D'INITIATION

On a vu les multiples rôles assumés par les associations de classes d'âge et d'initiation pendant la période précoloniale : elles constituaient l'ossature administrative réelle du pays : elles menaient des activités militaires, économiques, financières, sociales. Dans le cadre des quartiers, elles faisaient figure d'organes décentralisés. Enfin elles tenaient lieu d'écoles pour les jeunes gens. La superposition des institutions d'origine métropolitaine aux institutions traditionnelles a considérablement réduit leur rôle. La paix apportée par l'autorité française a rendu caduque leur activité militaire. Quant aux rôles économiques financiers et social on aurait dû les encou-

rager, les orienter et les faire évoluer, mais l'Administration n'a pas su les utiliser, elle a cru que le *chef était le seul organe administratif traditionnel et lui a conféré des fonctions pour lesquelles il n'était pas préparé*. Cette erreur, ajoutée aux conditions économiques nouvelles qui ont provoqué les migrations des hommes valides et jeunes vers les villes, a entraîné la régression des sociétés de classes d'âge et d'initiation; nous avons déjà souligné cela dans le premier paragraphe du présent chapitre, nous n'y reviendrons plus. Mais il y a un autre rôle important que ces organismes ont perdu et qui, comme leur activité militaire, ne pouvait plus résister longtemps devant les institutions modernes : *c'est leur rôle d'école, c'est-à-dire d'initiation et sur l'évolution duquel nous voudrions insister*.

On a indiqué, dans la première partie que pour les jeunes garçons (de dix à dix-huit ans, environ), ces associations tenaient lieu d'écoles. Il n'y avait pas d'enseignement au sens moderne du terme et partant pas d'écoles, mais il y avait *l'initiation*. C'est au sein de ces organismes que les jeunes gens étaient initiés à la vie civile, à la vie civique et à la vie religieuse. L'initiation qui caractérise toutes les civilisations *non écrites n'est ni un enseignement ni même un apprentissage*. C'est la transmission de vertus de dons d'efficacité, de forces sacrées (1). Elle se fait par des cérémonies magiques. Au sein de ces associations de classes d'âge bamiléké l'initiation n'est pas nécessairement un secret, elle s'apparente même à un apprentissage « professionnel », mais ce n'est pas un *apprentissage technique, elle est toujours teintée d'un caractère rituel*.

Depuis l'arrivée européenne et en particulier depuis l'installation de l'autorité française l'initiation a fait place à un enseignement, *c'est-à-dire à l'instruction et à l'éducation en langue française*. Au début, l'enfant devait parcourir plusieurs kilomètres à pied pour aller à l'école, mais depuis une décade les écoles ont été multipliées et dans les principaux groupements ont été créées des écoles dites rurales.

L'enseignement privé distribué par les Missions chrétiennes rivalise avec l'enseignement public (2). Cependant l'école reste encore très éloignée de la plupart des villages. D'autre part les enfants des familles villageoises sont toujours réfractaires à l'instruction; de sorte que, sur trois enfants d'âge scolaire, un seulement

(1) G. BOUTHOU : « *Biologie sociale* », Collection *Que sais-je ?* n° 38, p. 104.

(2) La mission protestante a même institué un enseignement en langue vernaculaire.

va à l'école, cette proportion étant d'ailleurs très inférieure dans nombre de villages. Enfin l'instruction des filles *est très peu développée*; les parents croient que les filles sont faites pour la cuisine, surtout ce sont les vieillards, et les riches qui continuent d'accaparer toutes les jeunes filles en versant une dot très élevée et ils craignent que l'instruction des filles ne détourne ces dernières du mariage polygame. Il faut ajouter à cela l'attitude et le comportement de quelques rares filles instruites qui sont complètement désorientées et ignorent même leurs devoirs de ménagères; ce qui incite la plupart des hommes à leur préférer les filles non instruites. Les garçons instruits, de leur côté, ne sont pas souvent *assez instruits et éduqués pour opérer une synthèse de la civilisation et de l'apport occidental*.

Bref, l'enseignement qui par ailleurs demeure insuffisant, n'est pas toujours adapté aux réalités locales et l'école se présente, du moins pour le moment, comme des *agents de rupture et de déséquilibre*.

L'organisation actuelle de la justice est caractérisée par la même inadaptation.

CHAPITRE VIII

L'EVOLUTION DES INSTITUTIONS JUDICIAIRES

La justice traditionnelle bamiléké était entièrement dominée par des préoccupations religieuses et son système probatoire sera désormais considéré comme contraire à l'ordre public nouveau. Mais ici comme ailleurs, l'autorité française ne va pas supprimer la justice indigène car ce serait porter atteinte aux coutumes autochtones que l'on veut par ailleurs sauvegarder. Elle va cependant réorganiser la justice indigène afin de lui donner une certaine garantie, mais *en gardant son principal avantage : la rapidité*. D'autre part, il y aura désormais une distinction entre le civil et le pénal.

§ 1. — LA NOUVELLE ORGANISATION DE LA JUSTICE COUTUMIÈRE : LES JURIDICTIONS DE DROIT LOCAL

Au Cameroun comme dans tous les territoires français d'Afrique Noire, il existe *deux catégories* de juridictions judiciaires : les tribunaux de droit local et les tribunaux de droit français. Les premiers connaissent des litiges opposant deux ou plusieurs parties de statut coutumier et les seconds les différends entre les citoyens

de statut de droit commun. Ces derniers sont aussi compétents pour les affaires dont l'une des parties au moins est de statut de droit commun. D'autre part, pour une affaire déterminée, les autochtones peuvent opter pour la juridiction française.

Enfin, quand la coutume est muette sur un sujet donné ou quand il y a opposition entre la coutume et le droit français, c'est ce dernier qui doit s'appliquer, par application de la théorie de la *ratio scripta*, la raison écrite.

Voyons maintenant comment sont organisés les tribunaux de droit local. Leur organisation est fortement influencée par les règles générales régissant l'organisation des tribunaux de droit local. Leur organisation est fortement influencée par les règles générales régissant l'organisation des tribunaux de droit français.

Les principaux textes relatifs à l'organisation de la justice indigène sont : *le décret du 31 juillet 1927 organisant les juridictions de droit local au Cameroun et le décret du 26 juillet 1944 instituant et organisant en Afrique Equatoriale Française et au Cameroun des juridictions indigènes coutumières*. De la combinaison de ces deux décrets et de tous les textes subséquents, on peut dégager quatre idées principales qui caractérisent l'organisation des juridictions indigènes.

a) Les tribunaux de droit local sont présidés par un *fonctionnaire français* : le *chef de la circonscription administrative* ou son suppléant. Celui-ci doit être assisté de deux assesseurs autochtones qui représentent la coutume des parties.

b) La procédure commence *obligatoirement par la conciliation*.

c) Comme l'organisation des juridictions de droit français, l'organisation des tribunaux de *droit local obéit au principe du 1^{er} degré et des tribunaux du 2^e degré*.

d) Il faut éviter autant que possible la multiplication des procès : c'est pourquoi, en plus de la conciliation obligatoire, *il est institué une sorte d'arbitrage assuré par les notables autochtones*.

1° Le tribunal de conciliation.

Il était longtemps appelé improprement « tribunal des races », mais depuis 1944, il est connu sous le nom de « tribunal de conciliation ». Malgré le terme de « tribunal », il ne constitue point un *degré de juridiction* dans l'organisation des tribunaux de droit local. Il ne s'agit même pas d'une conciliation à proprement parler, c'est plutôt une sorte d'*arbitrage* ou si l'on veut une *conciliation pure*.

ment coutumière, car la conciliation proprement dite est faite par le tribunal du 1^{er} degré composé comme il sera dit ci-dessous. C'est une juridiction « hors hiérarchie » et à caractère patriarcal, instituée pour satisfaire aux exigences de la coutume qui veut que le juge soit avant *tout un arbitre*.

La présidence du tribunal de conciliation est assurée par un « juge unique » nommé par arrêté du Haut-Commissaire par les sous-chefs et les notables. Cette présidence est une fonction qui est en principe gratuite. Il ne pouvait donc être question de la confier pour une longue période à une même personne. C'est pourquoi, pour une année judiciaire, l'arrêté gubernatorial nomme plusieurs présidents au même « tribunal ». Ceux-ci président à tour de rôle, chacun siégeant, pendant une période dont la durée est fonction du nombre de personnes désignées. Le tribunal ne *rend pas un jugement* : l'accord éventuellement intervenu entre les parties possède soit la valeur d'un acte sous seing privé, s'il est constaté par le chef de subdivision, soit la valeur reconnue par la coutume aux conventions de cette nature.

On ne peut saisir le tribunal du 1^{er} degré sans être préalablement passé par le tribunal de conciliation, mais le décret du 26 juillet 1944 a admis que, pour certaines affaires, on pouvait saisir directement le tribunal du 1^{er} degré.

2° Le tribunal du 1^{er} degré.

a) COMPOSITION :

Il est composé d'un Président de *droit* qui est l'administrateur, chef de subdivision, de deux assesseurs autochtones nommés par arrêté du Haut-Commissaire parmi les sous-chefs, les notables ou les personnes jouissant de la confiance des populations; d'un commis de l'Administration faisant fonction de secrétaire et d'un interprète assermenté. Les assesseurs sont toujours doublés de suppléants qui les remplacent en cas d'absence ou d'empêchement. *Un décret du 2 août 1956 avait décidé que désormais la présidence des tribunaux du 1^{er} degré serait assurée par des magistrats de carrière*, mais cette heureuse réforme se heurte à l'hostilité de l'Administration qui considère la justice indigène comme un « moyen administratif ». A notre connaissance le texte sus-indiqué n'a reçu, jusqu'ici, d'application dans aucun territoire français d'Afrique.

b) FONCTIONNEMENT ET PROCÉDURE :

Si le tribunal de conciliation échoue dans sa tentative d'arbitrage, les parties peuvent saisir le tribunal du 1^{er} degré composé comme il est dit ci-dessus. Celui-ci doit commencer aussi par tenter de concilier les parties, s'il y parvient, il dressera un procès-verbal de conciliation qui aura *force exécutoire*. Dans le cas contraire il doit trancher l'affaire au fond. Les débats ont lieu contradictoirement en audience publique. Le *ministère d'avocat n'est pas admis*. *Les assesseurs ont voix délibérative et les décisions sont prises à la majorité des voix*. Le *jugement, rédigé en français doit énoncer, à peine de nullité, la coutume qui lui sert de fondement*.

Les tribunaux du 1^{er} degré connaissent surtout des *litiges relatifs à l'état des personnes*. Pour les différends portant sur les biens, l'article 9 du décret du 26 juillet 1944 a décidé qu'ils relèveraient de la compétence du « *tribunal coutumier* » *présidé par un Africain et assisté de deux assesseurs autochtones* : de sorte que désormais le tribunal du 1^{er} degré est *incompétent* pour connaître des affaires relatives aux biens. Le tribunal coutumier se confond en quelque sorte avec le tribunal de conciliation, autrement composé. Il rentre dans *la hiérarchie judiciaire nouvelle*. Il tranche les litiges à charge d'appel devant les tribunaux du 1^{er} degré.

Il faut éviter de faire une *confusion entre le tribunal du 1^{er} degré qui est une juridiction organisée selon les principes de l'organisation judiciaire française et le tribunal coutumier qui est d'inspiration purement coutumière et qui ne peut, en aucun cas, fonder sa décision sur un principe de droit français*.

3° Le tribunal du 2^e degré.

Le tribunal du 1^{er} degré juge les affaires de moindre importance en premier et dernier ressort; mais à partir d'un certain taux, il ne statue qu'à charge d'appel. Il faut d'ailleurs remarquer que depuis le décret du 26 juillet 1944 qui réserve au tribunal du 1^{er} degré la connaissance des litiges relatifs à l'état des personnes, la presque totalité des décisions de cette juridiction sont susceptibles d'appel puisque le taux des litiges de cette nature est toujours indéterminé 1).

(1) Cependant, en pays bamiléké, les demandes en divorces, ou plus exactement les litiges consécutifs à la répudiation mettent en jeu la restitution de la dot qui, elle, est évaluée en argent.

a) COMPOSITION :

Le tribunal du 2^e degré est présidé par le chef de Région, assisté de deux assesseurs indigènes. C'est la juridiction d'appel des jugements rendus par les tribunaux du 1^{er} degré et les juridictions coutumières indigènes.

b) PROCÉDURE :

Elle est la même que celle du tribunal du 1^{er} degré, mais les *assesseurs n'ont pas ici voix délibérative*. Ils sont simplement consultés par le Président. Le tribunal a le devoir de vérifier si le jugement a été bien rendu (forme, fond, etc...). Il relève les irrégularités de forme et de droit et doit accomplir lui-même les formalités violées ou omises sous peine de voir sa propre décision annulée par la chambre d'homologation.

4^o La chambre d'homologation.

La chambre d'homologation est pour les tribunaux de droit local le pendant de ce qu'est la Cour de cassation pour les juridictions de droit français.

Elle est composée du Président de la cour d'appel ou d'un conseiller désigné par lui; d'un administrateur de la F.O.M. désigné par le Haut-Commissaire de la République et d'un notable africain également désigné par le Haut-Commissaire.

Elle connaît de toutes les décisions *non susceptibles d'appel rendues* par les tribunaux du 1^{er} et 2^e degré et les tribunaux coutumiers. La demande en annulation ne peut être formée que pour incompétence ou pour violation de la loi ou de la coutume (par exemple violation du décret du 31 juillet 1927 ci-dessus indiqué).

Enfin, le chef du service judiciaire contrôle le fonctionnement de la justice indigène à l'aide des missions d'inspection effectuées par un magistrat désigné.

Comme on le voit, l'organisation des juridictions de droit local, malgré son particularisme, est plus ou moins calquée sur l'organisation judiciaire française et peut emprunter à la fois les avantages et les défauts de cette dernière.

Il convient également de souligner que malgré l'existence des tribunaux de droit local, les chefs traditionnels bamiléké n'ont pas pour autant perdu leurs prérogatives coutumières en matière judiciaire. La majorité des villageois continuent à porter leurs différends devant eux et cela parce que d'une part, les tribunaux de droit local siègent tous aux chefs-lieux de circonscriptions administrati-

ves : c'est-à-dire étant donné l'insuffisance des voies et moyens de communication, assez loin des populations. Par contre la juridiction du chef est proche des administrés. D'autre part elle est simple, plus rapide et moins coûteuse; de sorte que seuls les plaideurs animés d'un esprit de chicane ou de malveillance à l'égard de leur adversaire, portent leur demande devant les tribunaux de droit local organisés par l'autorité française.

C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles la nouvelle organisation de la justice indigène n'a pas pu contribuer à une meilleure connaissance de la coutume, ni à son évolution.

L'organisation qu'on vient de décrire concerne à la fois la justice au sens large du terme et la justice pénale jusqu'à la fin de la dernière guerre. Mais dès le début de la colonisation la justice pénale avait pris un caractère particulier. Certes avant 1946, les « indigènes » relevaient également des tribunaux de droit local en matière répressive. Cependant, une question se posait : le droit coutumier n'opère pas une distinction nette entre le civil et le pénal, alors qu'en droit français, en vertu du principe de la légalité des délits et des peines, toutes les infractions pénales et les peines correspondantes sont prévues et consignées dans le Code pénal. La présence même de l'autorité française a entraîné l'établissement d'un ordre public nouveau très différent de l'ordre public traditionnel. Il existe ainsi beaucoup d'infractions nouvelles que les indigènes ignorent et sont pour la plupart loin de correspondre à leur mentalité et à leur degré d'évolution.

Quelles sont donc les infractions pénales que les tribunaux indigènes seront appelés à juger ? S'agira-t-il des délits traditionnels qui sont définis ou des délits prévus et réprimés par le droit français ? C'est là une question très importante et qui n'est pas résolue même à l'heure actuelle.

Il n'y avait pourtant pas d'hésitation possible; désormais l'ordre public c'est celui instauré par l'autorité française. Par conséquent les tribunaux de droit local auront à juger des infractions dont la plupart ne sont édictées que par le droit français. Or les assesseurs n'ont aucune notion du droit pénal français; presque tous sont d'ailleurs des analphabètes. Et, en fait, la justice répressive sera assurée par le président du tribunal indigène qui est un administrateur, les assesseurs n'étant que de simples figurants; non seulement ils n'ont pas voie délibérative, mais ils n'ont même pas voix consultative, pour la bonne raison qu'ils sont incapables de donner leur avis sur des questions qu'ils ne comprennent pas.

Dans ces conditions, il n'est pas exagéré de dire que les indigènes n'avaient point de garanties contre l'arbitraire éventuel des

tribunaux de droit local. Ils étaient condamnés sans aucune défense, le ministère de l'avocat n'étant pas admis devant ces tribunaux.

Bien plus l'administrateur, président du tribunal du 1^{er} ou du 2^e degré était autorisé à prendre à l'encontre des indigènes non citoyens, contrevenant à certaines *dispositions réglementaires des mesures privatives de liberté pouvant dépasser même dix jours de détention* ou des sanctions pécuniaires dont les limites étaient laissées à leur appréciation. Cette pratique connue sous le nom d'« *indigénat* » a été abrogée par le décret du 22 décembre 1945.

En 1944, le pouvoir central a voulu donner certaines garanties aux indigènes en consignant dans un code les infractions et les peines spécialement prévues pour eux : *c'est ainsi que le décret du 17 juillet 1944 a institué un code pénal indigène*. C'était déjà un progrès par rapport à sa situation antérieure. Désormais tous ceux qui savaient lire pouvaient connaître les incriminations et les les peines afférentes; encore fallait-il savoir lire. Ce *code pénal indigène a été abrogé par l'article de la loi du 30 avril 1946* qui a enlevé aux tribunaux de droit local la justice pénale des indigènes. L'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1946 déclare : « A partir du 1^{er} juillet 1946... au Cameroun... les juridictions françaises connaîtront seules, en matière pénale, conformément à la législation applicable devant ces juridictions et à l'exclusion de toute juridiction indigène, de toutes les infractions commises par les indigènes ».

En matière pénale, tous les habitants du Cameroun sont donc justiciables des mêmes juridictions : les tribunaux de droit français.

§ 2. — LES JURIDICTIONS DE DROIT FRANÇAIS : LA SOUSTRACTION DES AFFAIRES PÉNALES A LA CONNAISSANCE DES TRIBUNAUX INDIGÈNES

En matière pénale, les Bamiléké relèvent donc, comme tous les Camerounais des juridictions françaises. Nous n'avons pas l'intention de traiter ici de l'organisation des juridictions de droit français au Cameroun. Celle-ci est actuellement, en principe identique à celle de la Métropole. La région bamiléké constitue à la fois une division administrative et une circonstance judiciaire. Dschang a été successivement le siège d'une justice de paix à compétence étendue et d'un tribunal de troisième classe. Depuis le décret n° 57-1285 du 19 décembre 1907 qui a aligné l'organisation des tribunaux de Droit français dans le T.O.M. sur celle de la France métropolitaine,

le tribunal de troisième classe de Dschang a été transformé en tribunal de deuxième classe.

Hors le cas des litiges opposant un citoyen de statut civil de droit commun à un autochtone de statut local et l'hypothèse d'option de juridiction, ce tribunal ne régit les Bamiléké, comme on l'a déjà souligné, qu'en ce qui concerne les affaires pénales.

Mais il est permis de se poser la question suivante : l'introduction du code français en Afrique Noire était-elle opportune et nécessaire ? Pour répondre à cette question il faut se rappeler l'atmosphère politique de la fin de la dernière guerre et l'état de législation antérieur. Nul ne peut nier que le régime de l'indigénat qui était pratiqué jusqu'alors en Afrique Noire française était un régime d'exception et peu libéral pour les indigènes. En 1946, l'atmosphère est celle de la « libéralisation », de la « décolonisation », de l'égalité dans tous les domaines et c'est pourquoi tous les citoyens, blancs et noirs seront soumis aux mêmes lois pénales.

D'autre part, au point de vue théorique, le droit pénal français contient certains principes élaborés par les philosophes du XVIII^e siècle et proclamés par la Déclaration de 1789, *qui sont considérés comme inhérents à la nature humaine et qui, par conséquent sont valables en tous lieux et pour tous les hommes.*

Le principe même était donc défendable et louable, c'est pour faire bénéficier aux autochtones les garanties qu'offre la justice pénale française que la Métropole les a soumis à la compétence des juridictions de droit français.

Cette réforme, teintée d'un esprit libéral certain n'est cependant pas sans présenter des inconvénients dans la pratique. D'une part, toute la législation pénale française est loin d'être introduite Outre-Mer; la *plupart des lois pénales spéciales qui sont venues corriger le caractère désuet et l'empreinte autoritaire du code pénal de 1810 n'ont pas été déclarées applicables Outre-Mer. Cela est surtout remarquable en matière de procédure pénale : c'est ainsi que les lois des 8 décembre 1897 et 7 février 1933 modifiant certaines règles de l'instruction pénale ne sont valables que sur le territoire métropolitain; de même la loi du 3 juillet 1954 rendant facultative la relégation ne s'applique qu'à la Métropole; il en est de même de la loi du 18 mars 1955 modifiant le régime de l'interdiction de séjour. On pourrait multiplier à l'infini les exemples. Bref, la procédure pénale suivie Outre-Mer est une procédure très simplifiée et présente certainement plus d'inconvénients que d'avantages pour les justiciables. C'est qu'en effet, ce ne sont pas seulement les lois instituant des incriminations qui doivent tendre à assurer la*

liberté, mais aussi et surtout les lois relatives à la procédure et à l'exécution des peines.

D'autre part, certaines incriminations contenues dans le Code pénal sont peu adaptables aux structures économiques sociales et politiques de l'Afrique. L'incrimination du *vagabondage* et de la *mendicité* par exemple, telle qu'elle est édictée par les articles 269 et suivants du Code pénal ne cadre pas avec les mœurs africaines. *La plupart des Africains vivent encore sous le régime de l'économie de subsistance*. Leur activité tend uniquement à leur procurer à manger et la solidarité qui existe au sein de la famille peut même leur permettre de vivre de subsides d'un parent plus riche. Certes ce parasitisme social est un obstacle au progrès économique, mais les autochtones trouvent la chose tout à fait morale et la coutume est si vivace que seule l'évolution pourra la supprimer. Quand un jeune homme quitte le village pour aller à la ville, il y trouve toujours un « parent » ou un ami pour l'héberger et même le nourrir. Il ne serait donc pas exact de soutenir « qu'il n'a ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et n'exerce habituellement ni métier, ni profession » et le condamner pour *vagabondage*, car pratiquement il ne peut justifier d'un domicile et des moyens de subsistance. Ce n'est pas l'exercice d'un métier au sens moderne de ce terme qui lui permet de vivre.

De même, chez la plupart des tribus la mendicité n'est pas une attitude sociale répréhensible : c'est ainsi qu'en pays Bamoun, des hommes valides vivent de mendicité organisée sur le marché et sur les places publiques, en chantant les louanges des passants dans le seul but d'obtenir d'eux l'aumône.

Le sous-développement, la structure familiale, la persistance de certaines reyoances et des certains préjugés rendent délicats l'application de nombreuses dispositions pénales : on sait par exemple encore que le droit criminel tient compte, en de nombreux domaines de l'âge (1) : les règles applicables sont parfois différentes selon l'âge du coupable ou de la victime, or l'absence d'une véritable organisation de l'état civil rend difficile la connaissance exacte des individus et les décisions judiciaires incertaines.

Pour tenir compte des réalités locales, le législateur métropolitain a aussi apporté certaines modifications au Code pénal. C'est ainsi que l'article 34 du Code pénal, réprimant la bigamie, a dû être complété par la règle suivante (décret du 19 novembre 1947) : « Toutefois, en cas de mariage célébré selon la coutume locale,

(1) Cf. Jean LARGUIER : « Droit pénal général et criminologie », in « Chronique de jurisprudence criminelle » (*Annales africaines*), 1957, pp. 79 et suiv.

les dispositions du présent article, ne sont pas applicables aux citoyens ayant conservé leur statut particulier. Cependant, quiconque aura contracté mariage selon les règles du droit civil avant la dissolution des unions célébrées selon la coutume sera puni des peines prévues au présent article. »

Il a même créé des incriminations propres à la société outremérienne : le décret du 19 novembre 1947 a complété l'article 302 du Code pénal et punit de la peine de mort « quiconque se sera rendu coupable d'un meurtre commis dans un but d'anthropophagie ». Il prévoit la peine des travaux forcés à temps pour tout acte d'anthropophagie, toute cession ou trafic de chair humaine à titre onéreux ou gratuit. On peut d'ailleurs se demander, avec M. Larguier, si cette dernière incrimination a déjà une seule application, mais n'empêche que le texte existe. Le même texte punit des peines de l'escroquerie les *pratiques de sorcellerie, de magie ou de charlatanisme susceptibles de troubler l'ordre public ou de porter atteinte aux personnes ou à la propriété et le fait de participer à une transaction commerciale ayant pour objet l'achat ou la vente d'ossements humains*.

Il a complété également l'article 337 du Code pénal et réprime, *au même titre que l'adultère, le fait pour une femme mariée selon la coutume locale, d'abandonner le domicile conjugal...*

Le décret du 19 novembre 1947, comme tant d'autres textes, a cherché à atténuer ce que l'introduction pure et simple du Code pénal pouvait avoir de trop brutal. Cela ne rend pas, pour autant plus efficace, ni plus certaine l'action des juridictions répressives françaises car, sur le plan de la poursuite et de l'instruction, elles sont moins armées que les juridictions traditionnelles. En effet, l'action de la police judiciaire n'est le plus souvent efficace qu'en cas de flagrant délit. La recherche des auteurs des infractions non flagrantes est une tâche malaisée. Il suffit qu'ils se cachent dans quelque coin de brousse pour échapper à la justice. La tâche des juridictions d'instruction et de jugement n'est pas facile non plus, car leur équipement demeure rudimentaire, l'identité judiciaire est peu développée et l'on manque de véritables experts judiciaires. La justice pénale traditionnelle était inhumaine, mais certainement plus efficace, à cause de son caractère religieux : l'auteur d'une *infraction savait et était convaincu que le chef bamiléké disposait des moyens surnaturels et occultes pour rechercher et identifier les malfaiteurs, il pouvait donc rarement chercher à se cacher. D'autre part, devant le chef, il ne pouvait pas mentir sous peine de mourir mystérieusement*. Devant le juge moderne, il sait qu'il

peut mentir et qu'il n'encourra de peine que si l'accusation rapporte la preuve pertinente des faits qui lui sont reprochés.

La justice pénale se caractérise donc actuellement Outre-Mer par une certaine inadaptation : d'une part les *indigènes sont condamnés pour des faits que ne réprouve pas la conscience commune et ils s'estiment victimes d'une injustice*; d'autre part l'action des tribunaux est souvent vouée à l'inefficacité et *certaines de leurs décisions sont involontairement mais nécessairement inadéquates*.

Ces observations ne doivent cependant pas faire oublier l'immense progrès et les avantages qu'apporte le droit pénal Outre-Mer, par rapport à l'état antérieur. Même quand elles comprennent mal la nécessité de certaines dispositions, les populations sont satisfaites de la disparition des anciennes discriminations et cela, est à tous les points de vue, un gros avantage.

CHAPITRE IX

L'EVOLUTION DES INSTITUTIONS DU DROIT DU TRAVAIL

Le travail, dans le sens moderne du terme, est lié au développement économique, car travailler c'est aussi transformer le monde et il n'est pas exagéré de dire que le sous-développement tient à l'insuffisance du travail, *insuffisance à la fois quantitative et qualitative*. Il s'agit de déployer une certaine force et la force humaine est nécessairement limitée. Il faut chercher à domestiquer les forces contenues dans la nature.

Si l'on ne travaille que pour manger c'est-à-dire juste pour avoir de quoi assurer sa subsistance, on est enclin à travailler très peu et l'on se contentera même des produits naturels (cueillette, chasse, produits de la terre, etc.). Par contre, si l'on travaille non seulement pour manger mais aussi pour d'autres fins, par exemple pour améliorer son niveau ou pour laisser un « patrimoine » à sa descendance et aux générations futures, on sera amené à produire plus qu'on ne consomme (1). *L'excédent de la production va poser le problème de l'échange*. On va commencer par échanger les produits contre d'autres produits, mais il faudra qu'aucune des parties ne soit lésée dans cette opération, cela ne manquera pas de *faire intervenir la*

(1) Mais cela exige la mise en œuvre de techniques appropriées qu'il faut être capable d'inventer.

notion de valeur et ce d'autant plus que le « troc » est une opération très encombrante. Mais il faut créer un *étalon de valeur reconnu et accepté par tous* : c'est la monnaie, elle représentera non seulement la valeur des biens, mais aussi celle de l'effort humain pendant une durée déterminée. Le travail devient une marchandise. La location de la force de travail est assimilée à la délivrance d'un bien matériel. On peut gagner sa vie en mettant sa force de travail au service d'une autre personne moyennant une rémunération; de cette façon, on n'est plus obligé de se livrer seulement à une activité qui rapporte directement de la nourriture matériel (travail de la terre par exemple) c'est là une condition indispensable au progrès économique.

Pourtant malgré l'introduction de l'économie monétaire par les puissances européennes, le pays bamiléké continue à vivre quasiment sous le régime de l'économie d'autoconsommation tout en subissant les conséquences inévitables de l'économie nouvelle.

§ 1. — LA NAISSANCE DU SALARIAT ET SES CONSÉQUENCES

Le salariat est donc, comme il est dit ci-dessus lié au développement économique, c'est-à-dire à une économie de marché. En Europe le mouvement ouvrier est né avec le développement de la grande industrie au XIX^e siècle. Or l'économie monétaire introduite par la colonisation en Afrique en est à ses débuts et a pris par ailleurs, de bonne heure un caractère particulier : c'est une économie de traite : les grandes compagnies commerciales d'« Import-Export » se sont longtemps cantonnées dans une sorte de mercantilisme qui consiste à acheter aux Noirs les produits bruts (produits de la chasse, produits forestiers et agricoles, etc.) et à leur vendre les produits manufacturés de la Métropole. Ces maisons commerciales, pour faciliter le transport des marchandises se sont installées dans les ports, le long de la côte africaine. Ces ports sont reliés au continent par quelques routes ou par des tronçons de chemin de fer pour permettre l'écoulement des produits. C'est pourquoi les grandes villes africaines sont presque toutes des ports. Les pays de l'hinterland sont restés à l'écart du progrès économique.

Après la dernière guerre, on a compris que, dans l'intérêt même de la Métropole et des pays d'Outre-Mer, il faut mettre un terme à l'économie de traite et envisager un véritable développement économique des territoires français d'Afrique. C'est à cette fin que le F.I.D.E.S. a été institué mais on n'a pu sortir des errements du

passé et le premier plan quadriennal a porté sur *l'aménagement des ports, et sur la réfection des voies et routes existantes*; ce faisant on n'a fait qu'*accentuer le déséquilibre qui existait déjà entre les pays côtiers et les pays de l'intérieur*. Actuellement encore ce déséquilibre est loin d'être supprimé par la mise en application du second plan quadriennal qui a porté ses efforts sur le développement paysannat. Il existera encore longtemps une grande différence entre la structure des pays de la côte africaine et celle des zones intérieures. Cet inégal développement entre les divers T.O.M. et à l'intérieur même de chaque territoire a des conséquences à la fois économiques, sociales et politiques. Dans chaque pays ou territoire il existe presque un divorce entre le sud et le nord, entre la côte et le continent.

Le pays bamiléké est un « pays continental »; c'est ce qui explique qu'il n'ait pas pu longtemps bénéficier du progrès économique; c'est ce qui explique aussi qu'il continue à vivre sous le régime de l'économie de subsistance. Il n'existe pas dans cette région d'entreprises modernes, susceptibles d'utiliser plusieurs ouvriers et de provoquer le développement du salariat. Les Bamiléké restés au village continuent donc à faire des petits travaux pour leur subsistance personnelle et à se rendre mutuellement service et gratuitement par le travail collectif. Or ce genre d'activité exclut tout effort soutenu, régulier et rentable. Pour obtenir l'argent nécessaire au paiement de l'impôt, ils sont obligés d'aller se faire embaucher par les entreprises installées dans les villes. D'autre part les chefs continuent à exiger d'eux l'accomplissement des corvées traditionnelles. Les jeunes gens supportent difficilement cette situation et fuient les villages.

Enfin et surtout, les entreprises européennes installées sur la côte et dans les centres urbains, les grandes plantations coloniales, manquaient au début de main-d'œuvre les autochtones n'étant trop habitués à un travail soutenu et régulier et les salaires étant trop bas pour servir d'appât. On a pensé qu'il fallait les habituer et les forcer à travailler : c'est ainsi qu'est né le travail obligatoire, qui est une première conséquence de l'introduction en Afrique d'une économie de marché.

1° Le travail forcé.

Le travail « forcé ou obligatoire » c'est tout travail ou tout service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré. Le régime du travail obligatoire était, jusqu'à son abolition en 1946,

au même titre que l'« indigénat » l'un des aspects négatifs de l'œuvre de la France d'Outre-Mer. Pourtant, dans l'esprit de ses promoteurs, il devait se présenter *comme une mesure éducative*. Il fallait, soutenait-on, habituer les autochtones qui jusque là vivaient d'une économie d'autoconsommation, à un travail régulier afin de leur permettre d'élever leur niveau de vie. D'ailleurs ajoutait-on, le travail obligatoire n'est pas une création de la puissance coloniale, les chefs indigènes exigeaient déjà et exigent encore de leurs sujets certaines corvées et certaines prestations. Ces arguments ne manquaient pas de poids, on peut cependant faire remarquer que les prestations coutumières présentaient moins le caractère d'un travail forcé que d'un *impôt en nature*; or le travail forcé était souvent accompli non pas pour le compte de l'autorité publique, mais au profit des entreprises privées. D'autre part, les abus ou les errements des autorités traditionnelles ne pouvaient point servir de précédent à la politique d'une puissance dont les traditions libérales n'ont jamais été mises en doute même par ses ennemis. Certes le travail forcé n'était pas synonyme de travail gratuit. Quand il était effectué au profit des entreprises privées, celles-ci payaient un certain salaire, mais outre que ce dernier ne pouvait justifier moralement la liberté du travail, il était trop modique pour servir de stimulant aux autochtones. C'est pourquoi le travail obligatoire n'a jamais cessé d'être critiqué.

Sur le plan international, l'O.I.T. avait adopté, en 1930, une convention visant à interdire le travail forcé ou obligatoire sous toutes les formes. Ratifiée par la France en 1937, cette convention n'eut qu'une application éphémère. Dès le début de la guerre, elle fut suspendue en fait par le décret du 2 mai 1939, portant extension aux Territoires d'Outre-Mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre. Ces deux textes prévoyaient en effet, la possibilité de recruter la main-d'œuvre par voie de réquisition. C'est donc surtout au cours des dernières hostilités que le travail forcé a sévi Outre-Mer d'une façon, pour ainsi dire, légale. Au Cameroun, les Bamiléké, qui représentent l'une des tribus les plus nombreuses et les plus dynamiques en ont souffert certainement plus que tous les autres Camerounais parce que, d'une part, leur recrutement effectué par les chefs traditionnels était rendu plus facile; d'autre part parce qu'ils s'adaptaient mieux à un travail soutenu.

Mais, en 1944, la Conférence de Brazzaville adoptait la recommandation suivante :

« Si l'effort de guerre exige provisoirement le maintien du régime présent du travail, la Conférence n'en est pas moins unanime

« a affirmer la supériorité absolue de la liberté du travail; un délai
« de cinq ans sera imparti aux autorités locales pour la rétablir. »

L'évolution va s'accélérer et aboutir en trois étapes à la suppression du travail forcé.

a) Par deux décrets du 22 décembre 1945 et du 20 février 1946, les peines et les sanctions ordinaires du régime disciplinaire de l'indigénat sont supprimées. Ces textes, s'ils ne visent pas *expressis verbis* le travail forcé, ont cependant pour effet de l'interdire en supprimant d'une part, toutes les peines sanctionnant l'obligation de travail, et, d'autre part, la base juridique de cette obligation, c'est-à-dire l'indigénat.

b) La loi du 11 avril 1946 proclame solennellement le principe de la liberté absolue du travail et la suppression du travail forcé dans les T.O.M.

c) Cette interdiction du travail obligatoire sera réitérée par le Code du travail des T.O.M.

La conséquence la plus caractéristique de l'introduction de l'économie monétaire est sans aucun doute l'émigration des Bamiléké dans les autres régions du Cameroun.

2° L'émigration des Bamiléké.

De prime abord, cette émigration est comparable à l'« exode rural » qu'a connu la France au début du développement de la grande industrie du XIX^e siècle. Pourtant le problème est ici plus complexe. Nous avons déjà indiqué l'une des causes de cet exode : le déséquilibre institutionnel créé par la superposition d'une autorité publique moderne aux structures politiques traditionnelles. Les causes de l'émigration des Bamiléké sont donc multiples; la plupart étant d'ailleurs communes à toutes les tribus africaines.

a) LES CAUSES CRÉÉES INDIRECTEMENT PAR L'ADMINISTRATION.

On l'a déjà vu en examinant les nouveaux pouvoirs administratifs du chef traditionnel. L'Administration française a considérablement augmenté les pouvoirs du chef en lui attribuant à lui seul, tous les rôles qu'il partageait autrefois avec les notables et les organismes divers. Le chef est devenu de ce fait très autoritaire et les jeunes gens qui supportent de moins en moins une autorité absolue abandonnent les villages pour la ville.

L'impopularité du chef, créée par le caractère *autoritaire* de

ses nouveaux pouvoirs a été surtout aggravée par son rôle d'agent de recrutement de la main-d'œuvre forcée. Les chefs avaient pris l'habitude de ne désigner pour le travail forcé que les gens du bas-peuple ou ceux qu'ils n'aimaient pas. La plupart de ces prestataires s'évadaient des chantiers ou des plantations où avait lieu le travail et ne rejoignaient plus leur village.

b) LES CAUSES FAMILIALES OU SOCIALES.

La plupart de jeunes gens abandonnent leur groupement par besoin de se libérer des contraintes familiales ou sociales par exemple on veut se soustraire à l'autorité du chef de famille ou à l'emprise de certains organismes traditionnels.

c) LES CAUSES PSYCHOLOGIQUES.

Certains jeunes gens quittent leur village dans le but de « voir du pays » ou même par esprit d'aventure.

d) LES CAUSES ÉCONOMIQUES.

Malgré la multiplicité des causes, *l'émigration est surtout due à des causes économiques.*

On a vu que le travail obligatoire était une conséquence de l'existence de l'économie de marché, mais ce n'est là qu'une conséquence indirecte et « historique » car on ne peut pas soutenir que l'économie moderne devait nécessairement entraîner ce régime de travail. Par contre, à côté des « départs forcés » il y a une émigration volontaire due à des causes économiques : les hommes émigrent dans les villes par exemple pour *gagner de l'argent nécessaire au paiement de la dot ou de l'impôt*. Plus les entreprises industrielles ou commerciale prospèrent plus les salaires connaissent des hausses constantes et plus l'arrière-pays se vide. —

Les Bamiléké ne vont pas s'installer seulement dans les villes, ils sont avant tout de bons paysans, leur territoire est exigu et leur sol se dégrade peu à peu; ils sont à la recherche des bonnes terres. C'est pourquoi la plupart vont s'installer sur les terres vierges des régions forestières et se livrent à la culture des plantes destinées à l'exportation, ou travaillent comme ouvriers agricoles dans les grandes plantations créées par les Européens ou par certains Africains.

Si donc l'introduction de l'économie de marché en pays bamiléké n'a touché que très peu son genre de vie traditionnel, elle a exercé une influence néfaste sur son *équilibre social* en le privant de ses éléments jeunes et dynamiques. L'émigrant est un agent dissolvant du milieu traditionnel. Même quand l'émigration n'est pas défini-

tive, elle est toujours néfaste pour le village. Nombre de Bamiléké sont même plutôt des migrants que des émigrants. Ils reviennent périodiquement dans leur village où ils demeurent domiciliés. Quand ils reviennent au village, ils ont changé complètement de mentalité, ils racontent aux autres ce qu'ils ont vu et ce qui se passe ailleurs et contribuent à modifier la vie du groupement. Bref les migrations sapent les structures traditionnelles et en particulier elles détruisent les associations de classes d'âge qui constituaient l'armature de l'Administration coutumière.

Seul l'établissement dans le pays même des entreprises pouvant faire appel à la main-d'œuvre salariée peut contribuer à fixer les populations et arrêter cette hémorragie dont souffre la région bamiléké; les mesures restrictives de l'émigration sont juridiquement inapplicables et pratiquement inefficaces.

Le salariat provoque d'autant plus actuellement l'émigration que le Code du Travail du 15 décembre 1952 a édicté des mesures protectrices du travailleur.

§ 2. — LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL : LE CODE DU 15 DÉCEMBRE 1952

C'est le Code du travail des T.O.M. du 15 décembre 1952 qui a consacré *définitivement la liberté absolue du travail* dans les territoires français de l'Afrique et des autres continents. Certes la loi du 11 avril 1946 avait déjà proclamé la liberté absolue du travail et la suppression du travail forcé dans les T.O.M. Mais ce texte n'avait qu'une valeur psychologique et sa portée pratique était assez limitée car il ne définissait pas le travail forcé et ne prévoyait point de sanctions contre ceux qui enfreindraient l'interdiction qu'il proclamait.

Les articles 2 et 228 du Code du travail des T.O.M. ont comblé cette lacune. Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 2, le « travail forcé ou obligatoire » désigne tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré.

Et d'après l'article 228, les contrevenants aux dispositions de l'article 2 seront punis d'une amende de 2.000 à 20.000 frs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive l'amende sera de 4.000 à 40.000 frs et l'emprisonnement de quinze jours à six mois.

Cependant l'interdiction d'exiger d'un individu tout travail ou service pour lequel il ne s'est pas offert de plein gré ne peut être appliqué que dans le cadre de la législation en vigueur. Si donc d'autres textes législatifs non abrogés par le Code, ont donné à la puissance publique le droit d'exiger de certaines personnes certains travaux ou services dans certaines circonstances, ces textes restent applicables. C'est notamment le cas des lois sur le recrutement de l'armée, sur l'organisation pénitentiaire ou sur les pouvoirs de police dévolus aux autorités publiques pour leur permettre d'assurer l'ordre, la sécurité ou la salubrité publics. Mais les individus auxquels ces lois viendraient à s'appliquer sont garantis contre d'éventuels abus par ces lois qui ne peuvent être interprétées d'une façon extensive.

Le Bamiléké ne peut donc plus abandonner son village que pour l'exécution d'un travail auquel il s'est librement offert. Mais sur le territoire même du pays bamiléké, l'application du Code est assez limitée, du fait de l'absence d'entreprises modernes. En effet, il ressort de la définition du travailleur, donnée par l'article 1^{er} que le Code n'est pas applicable au *travailleur coutumier*. Certes, il s'agit là d'une interprétation logique du deuxième paragraphe de l'article premier, le Code n'exclut pas formellement le travailleur coutumier de son champ d'application. En effet, le travailleur coutumier est effectivement placé, dans et par son travail, sous la subordination d'une autre personne et il est fréquent, sinon constant, qu'il reçoive une rémunération au moins en nature. Tel est par exemple le cas du villageois inséré dans des structures traditionnelles authentiques et qui met sa puissance, dans des conditions précises de temps et de lieu, à la disposition de la communauté ou de ses chefs, pour participer à la mise en valeur collective des terres.

Cependant, si l'on en juge d'après les travaux préparatoires, le législateur semble bien avoir voulu écarter les travailleurs coutumiers du champ d'application du Code. Il ne lui a pas semblé possible de définir le travail coutumier. En effet, d'une part une telle définition se heurte à de très grandes difficultés et d'autre part il existe d'innombrables formes de transition entre le travail « moderne » et le travail « coutumier ». Il est donc délicat de légiférer dans une matière si mouvante.

Il appartiendra à la jurisprudence des tribunaux compétents de faire, au contact des réalités et à propos de cas d'espèce, le partage entre les travailleurs qui seront régis par le Code et les autres.

Observons d'ailleurs que, dans le cas particulier des Bamiléké, la solution ne fait pas de doute; *le travail coutumier est vrai-*

ment traditionnel : le travail exécuté pour le compte du chef est plutôt une sorte de redevance ou d'impôt en nature; celui-ci fait au profit d'un particulier rentre dans le cadre de l'entraide réciproque et s'effectue par les sociétés d'entraide mutuelle; il n'existe pas de lien de subordination entre les associés et la nourriture qui doit être servie aux travailleurs ne constitue pas une rémunération.

Le travailleur coutumier agit en tant que membre d'une communauté dont les membres sont souvent liés par des liens de parenté ou d'amitié. Les règles selon lesquelles il effectue son travail appartiennent à un ensemble d'obligations d'ordre civique ou familial. Son travail n'est donc qu'un des aspects de sa participation à la vie de la communauté, il n'est pas l'exécution d'un contrat conclu entre deux personnes.

Or le second alinéa de l'article 1^{er} *fait mention de l'existence d'un contrat individuel*; ce qui ne cadre pas avec la nature du travail coutumier.

Le Code n'a cependant pas pu ignorer complètement l'importance du travail coutumier. *L'article 28 assimile aux syndicats professionnels les associations professionnelles de caractère coutumier reconnues par arrêté du chef du territoire*. C'est une disposition très importante; la loi ne définit pas le travailleur coutumier, mais elle laisse au chef du territoire la possibilité de reconnaître par arrêté les associations professionnelles coutumières et par là même celle de définir indirectement le travail coutumier, au contact des réalités locales. Les associations professionnelles coutumières ainsi reconnues jouissent, en principe, de la même capacité juridique que les syndicats. Le texte n'indique pas les principes qui devront guider le chef du territoire dans sa décision. Ce dernier dispose donc à cet égard d'un pouvoir d'appréciation quasidiscretionnaire et peut interpréter d'une manière très extensive la formule « associations professionnelles de caractère coutumier ».

Le pays bamiléké est l'une des régions où ces associations professionnelles coutumières ont toujours existé mais elles se trouvent actuellement considérablement affaiblies par l'émigration d'une fraction importante de la population active et leur structure n'est peut-être plus assez cohérente pour leur permettre de bénéficier des dispositions de l'article 28. A notre connaissance, aucun arrêté n'a été jusqu'à présent pris en application du texte susvisé.

Il appartient d'ailleurs de plus en plus au gouvernement local d'adapter le Code aux structures particulières du pays.

Les syndicats professionnels qui sont les véritables chevilles ouvrières de l'application du Code du travail des T.O.M. n'intéressent que les Bamiléké installés dans les centres urbains. Ils sont

par ailleurs peu organisés au Cameroun et leur rôle économique est peu développé.

Les réformes intervenues dans tous les domaines depuis la fin de la dernière guerre en Afrique Noire française entrent dans le cadre des résolutions adoptées en 1944 par la Conférence de Brazzaville. On a vu ci-dessus qu'elle avait recommandé la suppression du travail forcé. Elle avait également assigné aux institutions traditionnelles un but nouveau qui ne semble pas avoir été jusqu'ici suivi. Dans un passage des recommandations de ladite conférence, on peut lire :

« Les institutions politiques traditionnelles doivent être maintenues, non comme une fin en soi, mais en tant que mode permettant à la vie municipale et régionale de s'exprimer dès à présent avec le maximum de vigueur...

« L'administration doit suivre et contrôler le fonctionnement de ces institutions de façon à diriger leur évolution vers l'accession rapide des indigènes à la responsabilité politique. » C'était là un but différent de celui qui justifiait jusque-là le maintien de l'autorité traditionnelle. En effet d'après la doctrine coloniale française traditionnelle, le maintien des autorités coutumières est un mode d'administration centralisée : c'est l'autorité française qui administre par l'intermédiaire des chefs indigènes (1). Ce que préconise la conférence de Brazzaville c'est la transformation des autorités coutumières en instruments d'une administration décentralisée; les raisons de cette nouvelle orientation sont faciles à comprendre : l'administration centralisée réalisée par l'intermédiaire des chefs s'est soldée par une sous-administration : c'est-à-dire par un échec car les organismes qui assuraient effectivement l'administration traditionnelle se sont peu à peu désagrégés et le chef est incapable d'assumer efficacement ses nouvelles fonctions. D'autre part si l'on veut préparer les indigènes à gérer eux-mêmes leurs propres affaires dans le cadre national, il faut aussi et même d'abord, les initier à l'administration de base : c'est-à-dire à la vie communale. Enfin l'évolution économique et sociale est impossible sans une évolution parallèle des structures politiques.

Ce sont certainement ces considérations qui ont poussé l'administration française au Cameroun en général et en pays bamiléké en particulier des collectivités territoriales modernes.

(1) C'est l'« Indirect Rule » pratiquée par les Anglais avant même les Français.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

LA NAISSANCE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES D'ORIGINE METROPOLITAINE : LES COMMUNES

Il est impossible, comme il vient d'être rappelé, de promouvoir des progrès économiques et sociaux avec des structures administratives inadaptées. C'est ce qui explique qu'en France et en Europe occidentale en général, la *renaissance économique ait été suivie d'un mouvement d'émancipation urbaine. Les « bourgeois » rassemblés dans les villes, supportaient de moins en moins l'autorité féodale. Ils ont réclamé et obtenu des franchises municipales* parce que les coutumes féodales étaient devenues incompatibles avec l'expansion économique. Ce sont des considérations de cet ordre qui ont incité le Haut-Commissariat à accélérer le développement municipal au Cameroun. Cette initiative se heurtait à divers obstacles. D'abord *des obstacles matériels* : les communes doivent vivre sur leurs propres ressources, or le revenu moyen des habitants est assez faible;

ensuite des obstacles d'ordre humain : les autochtones n'ont pas encore acquis une expérience suffisante pour assurer la gestion des affaires communales; enfin *des obstacles d'ordre juridique* : dans la mesure où la Constitution du 27 octobre 1946 s'appliquait aussi aux territoires sous tutelle, la création des communes qui relève de l'organisation intérieure du territoire devait, aux termes de l'article 74 de ladite Constitution être réalisée par une loi après avis de l'Assemblée de l'Union Française et de l'Assemblée territoriale : c'est d'ailleurs la procédure qui a été suivie par la *loi municipale du 18 novembre 1955 qui a érigé Douala, Yaoundé et N'kongsamba en communes de plein exercice*.

Pourtant ces obstacles, quelque sérieux qu'ils soient n'ont pas effrayé l'Administration. Il est vrai qu'il ne s'agit pas de communes au sens européen du terme. Il s'agit, si l'on peut s'exprimer ainsi, *d'organismes d'initiation à la vie municipale*. Cependant on n'a pas pu les créer sans tenir compte des obstacles ou tout au moins des difficultés que nous venons d'indiquer : c'est pourquoi les premières communes ont été instituées d'abord dans les centres urbains assez développés et assez riches.

§ 1. — LES COMMUNES MIXTES URBAINES

Ces communes sont instituées dans les centres urbains les plus importants. C'est le développement des communes mixtes urbaines qui rappelle le plus le mouvement d'émancipation des villes en France médiévale de la fin du XII^e siècle. Il n'en existe que *deux dans la région Bamiléké : Bafang et Bafoussam qui sont les centres les plus développés et les plus peuplés*. En effet, ces communes, comme toutes les autres doivent, autant que possible, vivre sur leurs propres ressources, le Cameroun ne pouvant leur accorder aucune subvention.

Le territoire de la commune mixte urbaine est donc limité au périmètre urbain.

Elle est créée par arrêté du Haut-Commissaire auprès de l'Assemblée territoriale (actuellement elle est instituée par une loi votée par l'Assemblée législative du Cameroun). Elle est administrée par un maire nommé qui était nommé par le Haut-Commissaire et actuellement par le Premier ministre, chef du Gouvernement camerounais. Le conseil municipal est élu au suffrage universel par un collège unique. C'est l'administrateur, chef de subdivision qui est de droit nommé maire. Cette mesure était salutaire car il fallait une personne

déjà rompue dans les affaires administratives pour initier les autochtones à la conduite des affaires municipales.

Les recettes communales sont constituées par les patentes, les droits de licence, les centimes additionnels à l'impôt personnel, taxes diverses, subdivisions du petit équipement rural, emprunt, etc.

En plus des dépenses pour l'administration générale (1), l'effort de ces communes porte surtout sur la voirie, les bâtiments, l'enseignement, la santé publique, etc.

Depuis la création des communes urbaines de Bafang et de Bafoussam, ces deux centres ont connu un développement considérable dans tous les domaines.

Toutes les communes mixtes urbaines sont appelées, au fur et à mesure de leur développement à être transformées en communes de plein exercice régies par la loi du 5 avril 1884 (1) ou par tout autre texte que l'Assemblée législative du Cameroun peut adopter.

Les communes mixtes urbaines africaines, malgré certaines caractéristiques qui leur sont propres, ne constituent cependant pas une création d'une grande originalité. En effet, on peut estimer qu'il était normal que, comme en France, au XII^e siècle, les « centres extra-coutumiers » que constituent les agglomérations urbaines, fussent peu à peu érigés en collectivités territoriales modernes.

En matière municipale, l'institution la plus originale qu'a créée le Haut-Commissariat de la République française au Cameroun, ce sont les « communes mixtes rurales ».

§ 2. — LES « COMMUNES MIXTES RURALES »

Ces collectivités *sui generis* ont été instituées au Cameroun par arrêté n° 537 du 21 août 1952 modifié par les arrêtés n° 3986 du 27 juillet 1954 et n° 224 et 225 du 7 juin 1955.

Malgré la dénomination de « communes mixtes rurales » sous laquelle elles sont connues, on peut se demander s'il s'agit vraiment là des municipalités et s'il ne faudrait leur trouver une appellation plus adéquate, quoi qu'il en soit, le terme est déjà bien connu du droit public positif au Cameroun.

Une chose est certaine : la création des communes mixtes rurales

(1) Y compris les remises aux chefs.

(1) La loi du 18 novembre en avait déjà institué trois au Cameroun.

est la mise en application des recommandations de la Conférence de Brazzaville, recommandations aux termes desquelles : « Les institutions politiques traditionnelles doivent être maintenues, non comme une fin en soi, mais en tant que mode permettant à la vie municipale et régionale de s'exprimer dès à présent avec le maximum de vigueur... » car l'on va voir que l'institution et le fonctionnement de ces « communes » auront des incidences sur les institutions traditionnelles, ce qui n'est pas le cas pour les communes mixtes urbaines qui fonctionnent dans les « centres extra-coutumiers ».

C'est aussi la raison pour la création de ces collectivités dans la région bamiléké qui avait provoqué certaines réticences, sinon certaines oppositions. C'est enfin pour la même raison qu'elles n'ont pas été introduites au Nord-Cameroun où les institutions traditionnelles sont encore plus fortes qu'en pays bamiléké.

Comment sont organisées ces collectivités ? C'est ce que nous allons essayer de présenter succinctement.

D'après l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 août 1952 qui a institué les premières communes mixtes rurales dans le Sud-Cameroun, les limites de ces nouvelles collectivités sont *celles de la subdivision telles que définies par les textes en vigueur*. Les dispositions du texte susvisé seront reprises par l'arrêté du 29 novembre 1954 portant création des communes rurales dans la région bamiléké. Les cinq subdivisions que compte cette dernière, savoir : *Dshang, Bafoussam, Bafang, Bangangté et Mbouda* ont ainsi été érigées en communes mixtes rurales; celles de Bafang et de Bafoussam coexistant avec les communes mixtes urbaines que l'on a étudiées plus haut.

La commune rurale est administrée par un maire nommé par le Haut-Commissaire (actuellement par le chef du Gouvernement camerounais). Le maire est suppléé par un adjoint en cas d'absence ou d'empêchement. Sont en principe maires les chefs de subdivision (ou un de leurs adjoints). Dans les subdivisions où comme Bafang et Bafoussam, la commune mixte urbaine se superpose à la commune mixte rurale, le chef de subdivision ne peut pas cumuler les deux « magistratures »; le maire sera nécessairement un de ses adjoints et en général un adjoint africain. Dans les communes importantes il peut même être nommé plusieurs adjoints dont chacun aura des attributions précises (service d'hygiène voirie, surveillance des marchés, etc...). Dans une circulaire en date du 5 décembre 1955 le Haut-Commissaire insistait sur la nécessité d'initier les adjoints à la gestion des affaires municipales, car dans

l'esprit du représentant de la République, ceux-ci seront appelés dans un proche avenir à remplacer les maires.

Le maire est assisté d'un conseil municipal composé de 16 membres au moins et de 40 membres au plus. Dans les autres régions du Sud-Cameroun, les membres du conseil municipal sont élus au suffrage universel par un collège unique. Le problème se posait autrement en pays bamiléké. Il se posait de la façon suivante : dans la mesure où les nouvelles « communes » sont des collectivités décentralisées tendant à laisser aux populations la gestion de leurs intérêts locaux, ne risquent-elles pas de *supprimer indirectement les chefs qui détiennent encore, du moins théoriquement des attributions administratives* ? Les chefs auront-ils une représentation spéciale au sein des conseils municipaux ou doivent-ils faire partie du même collège électoral et solliciter les suffrages du peuple ? Le principe de la création étant déjà décidé par les autorités compétentes nonobstant les observations de certains milieux traditionnels, il fallait au moins éviter que les chefs ne soient complètement écartés des nouvelles institutions. C'est pourquoi une représentation spéciale a été réservée à ces derniers.

Les conseils municipaux ruraux du pays bamiléké comprennent donc deux groupes : le groupe « A » est celui qui est le plus nombreux, est composé des élus du peuple (y compris les Européens) ; le groupe « B » est formé des représentants élus par les chefs parmi eux. Il existe donc ici un « double collège » fondé, non plus sur la couleur de la peau ou sur le statut civil, mais sur la qualité et l'appartenance sociale. Il est interdit aux chefs de se présenter pour le groupe « A ». Cette interdiction était d'ailleurs presque inutile. La commune mixte rurale est divisée en *sections de commune représentées par les diverses chefferies qui forment la subdivision*. Le nombre des conseillers municipaux à élire par chaque groupement ou section de commune est proportionnel au chiffre de sa population. On est donc arrivé à un compromis en assurant aux chefs une représentation à part. Il faut pourtant reconnaître que la création des communes rurales est une entorse aux traditions ancestrales. En effet les chefs vont se trouver au conseil municipal avec leurs sujets, sinon leurs serviteurs, car les *deux groupes ne délibèrent pas séparément*. Dans les discussions et les débats qui ont lieu sur pied d'égalité les élus du groupe « A » auront nécessairement le dessus parce qu'ils sont plus nombreux et souvent plus évolués.

D'autre part l'institution de ces collectivités, de même que la création de l'Assemblée législative du Cameroun et l'envoi des élus aux Assemblées métropolitaines a enlevé aux chefs leur qualité de

représentants naturels des populations (1). Même quand le chef a été désigné par ses collègues pour être conseiller municipal il ne représente pas les populations mais ceux qui l'ont élu.

Si la création des communes mixtes rurales peut être critiquable, ce n'est cependant pas en tant qu'elle tend à supprimer les institutions traditionnelles, car celles-ci ne peuvent survivre qu'en évoluant et en se rénovant, c'est la façon dont elles ont été conçues qui nous paraît inadéquate. En effet, si l'on voulait, comme le recommandait la conférence de Brazzaville, faire évoluer les institutions traditionnelles vers un régime municipal, ce *n'est pas dans le cadre de la subdivision qu'il aurait fallu les nouvelles « communes »*. Les considérations financières ne manquent pas de force, mais ne diminuent pas la valeur de certaines critiques. Une commune, fût-elle à un stade peu avancé ne se crée pas de toutes pièces. La circonscription administrative dont les limites sont devenues celles de la commune mixte rurale est une création artificielle administrative au sein de laquelle les villages conservent jalousement leur individualité et leur « personnalité historique ». La transformation de la subdivision en commune rurale n'a rien modifié à cette situation. Si quelques intellectuels peuvent apprécier les avantages des nouvelles institutions, il n'en est pas de même pour les villageois; pour eux, il n'y a pratiquement pas de changement. La subdivision est restée la même et le maire est toujours l'administrateur. Le maire lui-même risque de confondre ses fonctions de maire, c'est-à-dire d'administrateur des intérêts locaux avec celles de « commandant » et de représentant du pouvoir central. Il est à craindre qu'au lieu de soumettre ses projets à la délibération du conseil municipal, il ne soit tenté de lui imposer ses décisions arrêtées d'avance. La commune rurale, comme la subdivision, reste encore trop éloignée des administrés. Il lui manque l'esprit grégaire et les « liens naturels » qui font la cohésion et la vitalité des communes. La composition même des conseils municipaux ruraux qui résulte d'un compromis n'est pas de nature à susciter une cohésion. Non seulement les intérêts des deux groupes qui les composent sont opposés, mais même ceux des sections de commune ne sont pas les mêmes.

Par contre il existe un cadre tout indiqué à l'institution des communes rurales dignes de ce nom : *c'est le groupement, c'est-à-*

(1) Ils continuent à les représenter au point de vue coutumier et ont par ailleurs conservé les fonctions de percepteurs. Leur situation se caractérise par une véritable ambiguïté.

dire le village. Nous n'ignorons pas que la création des communes rurales à l'échelon du village se heurte à des considérations d'ordre financier et politique; la pauvreté relative du groupement ne lui permettait pas de vivre sur un budget équilibré; d'autre part ce serait tendre directement à la suppression des chefferies traditionnelles qui demeurent encore très vivaces. Ces objections ne manquent pas de poids; mais elles sont loin d'être pertinentes. En effet, si l'on veut faire évoluer les autochtones et élever leur niveau de vie, on doit leur demander un certain sacrifice. Or les Bamiléké sont capables de volonté et de sacrifices; leurs traditions communautaires sont à cet égard un précieux stimulant. Nous avons vu en 1956, au cours de notre enquête sur place, un village de 13.000 habitants (il y en a de 30.000) acheter en trois semaines, grâce à un versement de 1.000 francs par homme et de 350 francs par femme, tous les engins nécessaires à l'ouverture d'une route d'intérêt local (1). La commune rurale était incapable de faire un pareil effort. Par contre les habitants de ce village, unis par des liens immémoriaux, l'ont fait parce qu'ils savaient que cette route était leur propriété commune. Ce n'est peut-être pas la pauvreté même qui paralyse l'évolution; il y a aussi un problème d'organisation qui n'est pas négligeable.

Quant à la crainte de se voir accuser de tentative de destruction des institutions traditionnelles elle ne tient pas non plus, car d'une part, la création des communes rurales même dans la forme actuelle constitue déjà une atteinte aux institutions coutumières; d'autre part et surtout, des « communes de chefferies » créées à l'échelon du village ont été déjà instituées en pays Bamoun, c'est-à-dire dans une région encore plus traditionnaliste que le pays Bamiléké. Ce sont les chefs qui ont été nommés maires de leur propre groupement et c'est avec empressement qu'ils ont accepté leurs nouvelles fonctions; leur gestion a donné entière satisfaction.

La vérité c'est que la majorité des chefs cherchent à s'intégrer dans les institutions modernes; ce qu'ils craignent c'est de se voir écartés des institutions nouvelles car ils ne sont pas sans se rendre compte de l'évolution qui se dessine. La seule erreur à éviter c'est de ne pas chercher à bâtir la société nouvelle sans eux et contre eux.

Les observations qui précèdent ne doivent pourtant pas nous faire passer sous silence les progrès accomplis par les communes

(1) Les riches et les notables versaient 5.000 à 10.000 fr. suivant leurs possibilités.

mixtes rurales dans la région Bamiléké depuis leur création. Grâce à leurs impôts propres et aux ristournes qui leur sont faites par le Cameroun sur l'impôt personnel, elles ont réalisé des travaux dignes d'admiration (construction de pistes, de dispensaires, d'écoles, etc.).

Pour permettre la réalisation des travaux d'intérêt communal qui débordent le cadre d'une seule commune, l'arrêté du 8 novembre 1955 a offert aux communes dépendant d'une même région administrative, la possibilité de former à cette fin un syndicat de communes mixtes.

Ces syndicats de communes mixtes qui rappellent ceux qui peuvent être constitués entre les communes métropolitaines prouvent une fois de plus que ce sont réellement des communes que l'administration a instituées à l'échelon des subdivisions.

Cet exemple du Cameroun a même inspiré le Gouvernement de la République française en 1957 quand il a fallu réorganiser les T.O.M. en vue de leur évolution rapide. Partant toujours de l'idée que l'évolution réelle des populations de la France d'outre-mer doit partir de la base, c'est-à-dire du milieu traditionnel, on a cherché à étendre en A.O.F., en A.E.F. et à Madagascar les réformes inaugurées en 1952 par le Haut-Commissariat de la République au Cameroun. Mais on n'a pas adopté la formule camerounaise de « collectivités rurales », on a employé la formule plus générale de « collectivités rurales ». *D'après les décrets du 4 avril 1957, n° 57-461 et 57-465, déterminant les conditions d'institution et de fonctionnement des « collectivités rurales » en Afrique Occidentale Française et en Afrique Equatoriale Française et à Madagascar, celles-ci sont instituées par arrêté pris en conseil de gouvernement après avis de l'Assemblée territoriale dans le cadre des circonscriptions administratives ou des groupes de circonscriptions administratives, qui peuvent disposer des ressources nécessaires à l'équilibre d'un budget.* Les « collectivités rurales » peuvent donc être suivant le cas plus étendues ou plus petites que les « communes mixtes rurales » camerounaises.

La collectivité rurale est gérée (art. 2 du décret du 4 avril 1957) par un conseil de collectivité. Le texte ne dit rien de la composition du conseil de collectivité. Il appartiendra aux chefs des territoires de la fixer. Mais tout porte à croire que la composition du conseil de collectivité rurale sera sensiblement la même que celle du conseil municipal rural du Cameroun.

Ce qu'il convient de souligner, c'est que la collectivité rurale, comme la commune mixte rurale, répond à la même *nécessité* : celle de promouvoir l'évolution des masses africaines en partant du milieu rural qui représente l'Afrique réelle. Mais alors qu'il faut

porter l'effort sur le *véritable cadre traditionnel de ce milieu rural*; ce cadre n'est pas celui tracé artificiellement par l'administration. En Afrique et en particulier en pays Bamiléké, la cellule traditionnelle de la vie sociale c'est la *chefferie, c'est le village*. Si nous voulons faire évoluer l'Afrique en sauvegardant la personnalité propre, c'est le village qu'il faut transformer économiquement et politiquement. Dans la plupart des régions africaines, la seule réalité, sociale, la seule organisation politique, avant l'arrivée européenne, *c'était le village*. Tel est le cas de la région Bamiléké qui n'est elle-même qu'une création française. Actuellement encore, nombre de villageois ignorent le terme même de Bamiléké. Ils savent qu'ils sont de Bana, de Bafou, de Boudjoun, de Bamená, etc... Même les anciens empires noirs d'Afrique n'étaient formés que de villages soumis par des conquérants.

Seule une réorganisation du village peut fixer les populations rurales. *Tant qu'on persistera dans la voie actuelle, on ne fera qu'accentuer le déséquilibre entre la ville et la campagne. La ville continuera d'abriter une population flottante et délinquante, réceptive à toutes les idéologies et capable seulement d'agitation politique.*

C'est dans ce sens que nous paraît s'imposer la conclusion que l'on peut tirer de cette brève étude.

CONCLUSION

Après ce qui vient d'être dit, comment pouvons-nous envisager l'avenir des institutions traditionnelles bamiléké, et en particulier de ses institutions de droit public ? La même question pourrait se poser en ce qui concerne l'avenir des institutions traditionnelles de tout le Cameroun et de toute l'Afrique Noire.

Nous touchons ici à un problème qui habituellement soulève des discussions très passionnées, parce qu'il s'agit, il faut le dire, d'un problème plus politique que juridique. La même question s'est posée dès le début et au cours de la période coloniale : en ces termes faut-il maintenir les coutumes indigènes ou faut-il les supprimer pour les remplacer par les institutions d'origine métropolitaine ? C'est l'opposition classique entre doctrines assimilatrices et non assimilatrices. On a vu que la position de principe de la France c'était le respect et le maintien des coutumes autochtones. C'est ainsi qu'au Cameroun et en particulier en pays bamiléké ont été maintenues non seulement les institutions coutumières du droit privé, mais aussi les coutumes du droit public, parce que l'assimilation a été et est toujours considérée comme une « pratique colonialiste ». Mais alors se pose une *autre question* : comment la puissance publique nouvelle qui ne veut pas faire œuvre colonialiste, *vaut-elle agir, pour apporter aux populations indigènes ce qu'elle considère, à tort ou à raison, comme le bien-être et comme une civilisation supérieure ?* Elle ne peut, sans renier sa propre présence utiliser les mêmes méthodes et moyens que les anciennes *autorités traditionnelles*. Les autochtones, tout en conservant d'autre part leurs coutumes ne répugnent pas eux-mêmes d'adopter plus ou

moins superficiellement certains aspects de la civilisation et des institutions européennes. C'est qu'en effet, il est pratiquement impossible de faire coexister deux civilisations différentes sans qu'aucune ait influence sur l'autre. Et, par une sorte de sélection naturelle, c'est la civilisation supposée supérieure qui aura tendance à prendre le pas sur l'autre.

La politique de la non-assimilation a donc été une position plus doctrinaire que réaliste. En effet, il y a eu une assimilation *non imposée, mais voulue sinon exigée par les indigènes eux-mêmes*; il n'y a pas jusqu'aux autorités coutumières elles-mêmes qui n'aient adopté certaines modes et le genre de vie européens. Mais surtout pour faire œuvre civilisatrice, la puissance publique française a été amenée à tempérer sa position de principe et à apporter certains correctifs à certaines traditions qu'elle a estimées contraires à la dignité humaine, à l'ordre public. C'est ainsi qu'en matière d'état de personnes, l'esclavage a été aboli et que les décrets Mandel et Jacquinot des 15 juin 1939 et 14 septembre 1951 ont respectivement interdit le mariage des impubères et limité le taux de la dot. Il est vrai que ces textes sont restés lettre morte. Mais dans d'autres domaines et en particulier en *matière de droit public, l'intervention de l'autorité française a été plus marquée et plus efficace* : d'une part si les autorités traditionnelles ont été maintenues elles sont intégrées dans l'administration française et tiennent d'elles leur nomination et leurs pouvoirs. D'autre part, depuis 1946, elle a associé, sans distinction de catégorie tous les autochtones à la gestion des affaires publiques. Il est prévu que dans un avenir très proche, elle laissera aux Camerounais eux-mêmes l'entière responsabilité de l'administration de leur pays. Enfin l'économie de marché a pénétré dans tous les milieux y compris la campagne, malgré la persistance de l'économie de subsistance. Les institutions traditionnelles se trouvent donc à l'heure actuelle, malgré la position initiale de la non-assimilation, fortement « contaminées » par les institutions d'origine métropolitaine.

A un moment où les Camerounais — comme tous les autres Africains — réclament la direction du pays par eux-mêmes et détiennent déjà beaucoup d'attributs de souveraineté « intérieure », la question du maintien ou de la suppression des institutions traditionnelles se pose exactement comme au début de la colonisation et même en termes plus aigus. Deux opinions contraires se font jour chez certaines fractions d'intellectuels autochtones.

Pour les uns, la présence de la puissance tutrice n'aurait été que destructive, elle aurait rompu l'équilibre ancien qui était établi

entre l'homme et la nature; elle aurait désorganisé les institutions coutumières qui avaient fait leurs preuves depuis des millénaires sous prétexte d'apporter une civilisation supérieure. Elle n'aurait pas été capable de remplacer ce qu'elle a détruit. Cette opinion rejoint par une voie différente celle des autorités traditionnelles qui, dépouillées de leurs prérogatives coutumières, reprochent tout naturellement à l'administration de n'avoir apporté que des désordres dans le pays.

Si cette opinion restait conséquente avec elle-même, elle devrait donc, après l'obtention du « self-government » lutter pour le rétablissement intégral des institutions traditionnelles afin de faire retrouver au pays son individualité. Mais il faut bien reconnaître qu'il s'agit là d'une aspiration purement mystique (1); car ses auteurs ignorent pour la plupart des traditions et par là même les véritables institutions coutumières. En fait leur position est plus dangereuse encore pour les institutions traditionnelles telles qu'elles sont.

Pour les autres, l'autorité coloniale n'aurait maintenu les institutions coutumières que pour freiner l'évolution des autochtones. Les chefs traditionnels n'auraient été qu'un instrument de répression entre les mains de la colonisation. La preuve en serait que les chefs qui ne voulaient pas exécuter des ordres injustes étaient destitués. Les partisans de cette opinion seraient donc pour suppression des chefferies car d'après eux, ces dernières seraient un obstacle à l'évolution.

Les auteurs de cette opinion ignorent le vrai motif qui a incité la puissance coloniale à maintenir les chefferies. Il s'agissait de sauvegarder la civilisation autochtone. Mais par la force des choses, le chef a été intégré dans l'administration nouvelle dont il est devenu un agent et à ce titre, est soumis comme agent administratif à un régime disciplinaire. D'autre part, le chef s'est vu attribuer des fonctions pour lesquelles il n'était pas habitué. Nous avons déjà vu que l'inefficacité de l'administration « indirecte » était due au fait que l'administration avait considéré le chef comme la seule autorité traditionnelle et avait négligé les notables et les associations coutumières. Ce n'est donc pas le maintien qui est critiquable, mais l'erreur qui a consisté à reléguer dans l'ombre

(1) Apparemment, cette opinion se présente comme conservatrice, mais en fait il s'agit d'une position révolutionnaire à l'« état de nature » et au *Contrat social* de ROUSSEAU.

les divers organes qui constituaient l'appareil administratif traditionnel.

Les deux opinions que l'on vient d'examiner sont trop extrêmes pour être proposées aux autorités responsables qui peuvent être préoccupées par l'avenir des institutions traditionnelles. Ce que tout le monde peut constater et déplorer c'est le *déséquilibre qui caractérise*, à l'heure actuelle, les institutions des pays africains du sud du Sahara et en particulier celles du pays Bamiléké : à côté des institutions traditionnelles qui ne répondent plus aux nécessités de la vie actuelle existent les institutions d'origine métropolitaine qui sont, elles, beaucoup trop avancées pour les paysans noirs qui forment encore le gros de la population. Les unes et les autres sont donc inadaptées à la structure sociale. *Les premières ne correspondent plus à la structure économique du pays et devraient être réformées; les secondes sont parties par le haut et sont encore assez abstraites pour la compréhension de nombre d'individus.* C'est cette situation d'ailleurs provisoire qui *explique le déséquilibre.*

Il faut donc agir dans deux directions : d'abord réformer les chefferies traditionnelles, ensuite ramener les collectivités secondaires modernes à la portée du paysan, c'est-à-dire instituer les communes rurales à l'échelon du groupement. En effet ce sont ces communes rurales, créées dans le cadre du village qui seront appelées à devenir les communes de plein exercice comparables aux communes de campagne de la Métropole. C'est dans ce cadre, pensons-nous, qui jouit déjà d'une individualité historique qu'il faut instaurer une vie municipale, car on ne voit pas comment pourraient évoluer les actuelles communes mixtes rurales instituées dans les limites de la subdivision qui est une création artificielle. Il ne faut pas oublier que le jour où le Cameroun deviendra un Etat moderne, la région Bamiléké jouera le rôle d'un *département* et la subdivision ne sera point une commune mais tout au moins un *arrondissement*. Il n'est pas logique de créer des collectivités dans un pays en pleine évolution sans savoir dans quel sens elles évolueront. Le sens de l'évolution des communes mixtes urbaines « saute aux yeux », elles seront progressivement transformées en communes de plein exercice, tel n'est pas le cas des communes mixtes rurales.

D'autre part, la réforme que l'on propose ici tient compte non seulement des traditions, mais aussi des considérations économiques et d'équilibre social : instituées dans le cadre du village, les communes rurales seront capables de réorganiser le régime foncier et de contribuer à la fixation des populations dont la concentration dans les centres urbains est nuisible tant au point de vue politique qu'économique.

Il était difficile à l'autorité française, facilement taxée de colonialiste, de promouvoir certaines réformes qui lui paraissaient pourtant indispensables; le problème est actuellement de savoir si une autorité purement camerounaise va laisser persister le déséquilibre institutionnel que connaissent le pays Bamiléké et tant d'autres régions du Cameroun et qui, en accentuant d'une façon démesurée la différence entre la ville et la campagne, fait peser sur l'avenir du pays une lourde hypothèque.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Président du Conseil de l'Université,
Membre de l'Institut :
J. SARRAILH.

Vu,
Le Doyen de la Faculté,
Membre de l'Institut :
J. HAMEL.

Vu,
Le Président de la thèse :
M. LAMPUE.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GENERAUX

- LAPIERRE (J.-W.) : « Le Pouvoir politique », P.U.F., 1953.
- MARET et DAVY : *Des Classes aux Empires*, 430 p. (La Renaissance du Livre, 1923).
- FROBENIUS (L.) : *Histoire de la civilisation africaine*. Trad. BECK et ERMONT, 373 p., Paris (Gallimard, 3^e éd., 1936).
- LABOURET (H.) : *Histoire des Noirs d'Afrique*. Collection *Que sais-je ?* n° 241.
- GAUTIER : *L'Afrique Noire occidentale*. Esquisse des cadres géographiques, 188 p., Paris (Larose, 1935).
- BOUTHOU (G.) : *Les Mentalités*.
- BACHOFEN (J.-J.) : *Du Règne de la mère au patriarcat* (1938).
- RADCLIFFE-BROWN et DARYLL FORDE : *Systèmes familiaux et matrimoniaux en Afrique*. Trad. révisée par Marcel GRIAULE (P.U.F., 1953). Bibliothèque de sociologie contemporaine.
- VACCARO : *Les Bases sociologiques du droit et de l'Etat*.
- ROUAST (A.) : *La Famille dans la Nation*, Paris, 1941.
- BRUCEILLES (R.) : *Le Droit et la sociologie* (1910).
- BAUMANN (H.) et WESTERMANN : *Les Peuples et les civilisations de l'Afrique*. Trad. L. HOMBURGER Paris (Payot, 1948).
- PAULME (Denise) : *Les Civilisations africaines*. Collection *Que sais-je ?* (P.U.F., 1953).
- DESCHAMPS (H.) : *Les Religions de l'Afrique Noire*. Collection *Que sais-je ?* n° 632 (P.U.F., 1952).
- *L'Eveil politique africain*. Collection *Que sais-je ?* n° 549 (P.U.F., 1954).
- PAUTRIN (de) : *Esquisses ethnologiques des principales populations de l'A.E.F.* Paris (Masson, 1914).
- BOUCHAUD (R.P.) : *Histoire et géographie du Cameroun* (Vicariat apostolique, Douala, 1954).
- METAS (P.) : *Mariage et équilibre social dans les sociétés primitives* (Institut d'ethnologie, Paris, 1956).
- BALANDIER (G.) : « Déséquilibres socio-culturel et modernisation des pays sous-développés », *Carnets internationaux de sociologie*, vol. XV, T. III, 1956.
- VILLANDRE (J.-J.) : *Les Chefferies traditionnelles en A.O.F.*, Thèse dactylographiée, Paris, 1950.
- ROBERT (A.) : *L'Evolution des coutumes de l'Ouest africain et la législation française*, Thèse.

- NICOLAS (J.-P.) : « Nécessité actuelle et anthropologie au Cameroun », I.F.A.N., Cameroun, sept.-déc. 1948, pp. 5-49.
- « Esquisse ethnologique pour servir à l'étude des principales tribus du territoire du Cameroun sous mandat français d'après les documents allemands, les Etudes du Dr POUTRIN en A.E.F. et les Archives des affaires politiques » (1935-1937). B.S.E.C., n° 3, juillet 1943, pp. 9-66.
- PEDRALES (H. de) : « Contribution à l'établissement d'un inventaire ethnique du Cameroun » (B.S.E.C., n° 15-16 sept.-déc. 1946, pp. 7-15).
- MERCIER (René) : *Le Travail obligatoire dans les colonies africaines*, Paris, 1933 (éd. Larose).
- DUGAST (Mme) : « Inventaire ethnique du Sud-Cameroun » (I.F.A.N., 1949). « Série population », pp. 113-122.
- TCHERNONOG : « La nature juridique des chefferies du Cameroun, *Rev. pol. et jur. de l'Union française*, avril-juin 1954, pp. 197 et suiv.
- FOURNIER (F.) : « Aspects politiques du problème des chefferies au Soudan présahélien », *Rev. pol. et jur. de l'Union française*, janvier-mars 1955, pp. 147 et suiv.
- CHAULOUR (Pierre) : « Le régime du travail dans les T.O.M. », Paris, éd. de l'Union française, 1956.

II. — OUVRAGES SPECIAUX.

- WEULERSSE (J.) : « Un exemple d'adaptation à la vie tropicale : la tribu des Bamiléké » (compte rendu du Congrès international de géographie, Paris, 1931, T. III, pp. 501 à 505).
- SAUTARGO : « Les Bamiléké du district de Dschang : exemple de l'influence du climat sur la vie indigène au Cameroun », *Annales de Géographie*, Paris, 1945, T. LIII, LIV, pp. 223-224.
- DUGAST (Mme R.) : « Essai sur le peuplement du Cameroun », E.C., juin-septembre 1948, p. 29.
- BUISSON (E.-M.) : « Présentation d'une carte ethnographique du peuple bamiléké comparé aux groupements en ceinture », T.C., 1931, pp. 83-87.
- CHAPOULIE (H.) : « Chefferie bamiléké », T.C., 1931, pp. 102 à 105.
- LABOURET (Henri) : « Les populations dites bamiléké », T.C., 1935, pp. 135 à 156.
- RELLY (H.) : « Quelques mots sur les titres et les noms du Grassfield », B.S.E.C., n° du 10 juin 1945.
- ALBERT (R.P.) : *Au Cameroun français*, Baudjoun (Montréal, éd. de l'Arbre, 1943).
- LECOQ (R.) : *Les Bamilékés*.
- DEPOIS (J.) : « Des montagnards en pays bamiléké et Bamoun », *Rev. Géogr. Alp.*, 1945.
- DELAROSIÈRE (R.) : « Les histoires politiques et sociales des populations dites bamiléké », E.C., n° 25-28 de mars-juin 1949 et sept.-déc. 1949, n° 27-28.
- BINET (Jacques) : « Droit coutumier foncier du Cameroun », Cahors, impr. de Coueslant. Extrait du *Monde non-chrétien*, in-18°, Paris, 1951.
- KANGA (V.) : *Le Droit bamiléké en contact des droits européens*, Thèse Paris, 1957.
- BALANDIER (G.) : *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire* (Armand Colin, Paris, 1955).

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	1
1 carte Cameroun	3
1 carte région Bamiléké	4
INTRODUCTION	5

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE : <i>Les données géographiques et historiques</i>	7
§ 1. — Le cadre géographique	7
§ 2. — Les données historiques	12

PREMIÈRE PARTIE

LES INSTITUTIONS TRADITIONNELLES

CHAPITRE PREMIER : <i>Sources des institutions traditionnelles</i>	21
§ 1. — Le culte des ancêtres et la hiérarchie sociale	22
§ 2. — « L'activité législative » du chef	27
CHAPITRE II : <i>Les institutions traditionnelles</i>	29
§ 1. — La condition des personnes	29
§ 2. — Le régime des biens	38
§ 3. — Le rôle social de la famille	44
CHAPITRE III : <i>Les institutions de nature politique</i>	49
§ 1. — Le chef : sa désignation	50
§ 2. — Les pouvoirs et prérogatives du chef: la confusion des pouvoirs	54
§ 3. — Des organes consultatifs: les sociétés: l'Assemblée des « Kamve » et la Compagnie du « Kungan »	57
§ 4. — Les agents d'exécution	60
CHAPITRE IV : <i>Les institutions à caractère administratif ou social</i>	65
§ 1. — Les institutions économiques et sanitaires	66
§ 2. — Les institutions financières	70
§ 3. — Les associations de classes d'âge et d'initiation	72

CHAPITRE V : <i>Les institutions judiciaires</i>	77
§ 1. — L'organisation judiciaire : la vengeance privée, la confusion du civil et du pénal	77
§ 2. — La procédure et les modes de preuve	79
§ 3. — Des délits et des peines	82
CHAPITRE VI : <i>Les institutions du droit du travail</i>	85
§ 1. — L'absence du travail salarié	86
§ 2. — Le travail collectif : les sociétés d'entraide mutuelle	87
CHAPITRE VII : <i>Des collectivités secondaires</i>	89
§ 1. — Les sous-chefferies : leurs attributions	89
§ 2. — L'administration des quartiers	90

DEUXIÈME PARTIE

MODIFICATIONS APPORTÉES AUX INSTITUTIONS TRADITIONNELLES PAR LES INSTITUTIONS D'ORIGINE MÉTROPOLITAINE

CHAPITRE PREMIER : <i>Les modifications apportées aux sources des institutions</i>	95
§ 1. — La Déclaration de 1789	97
§ 2. — Les principes généraux du droit	98
§ 3. — La Constitution du 27 octobre 1946	99
§ 4. — Les lois et décrets métropolitains	99
§ 5. — Les arrêtés gubernatoriaux	100
§ 6. — La doctrine et la jurisprudence	103
CHAPITRE II : <i>L'influence des institutions d'origine métropolitaine sur la condition des personnes</i>	107
§ 1. — La suppression de l'esclavage et l'égalité devant la loi	107
§ 2. — L'épanouissement social par l'instruction et l'éducation : apparition des catégories sociales nouvelles	111
CHAPITRE III : <i>La stabilité relative du régime de la terre par rapport à l'évolution de la condition des personnes</i>	115
§ 1. — L'intangibilité du principe de la condition des terres	115
§ 2. — L'influence des cultures nouvelles : les perspectives ouvertes par le décret n° 55-581 du 20 mai 1955 ; ses conséquences politiques et sociales	117
CHAPITRE IV : <i>L'évolution de la famille</i>	121
§ 1. — La tendance à l'effritement de la famille étendue sous l'influence de l'économie monétaire	121
§ 2. — L'ambiguïté de la nouvelle condition de la femme ; ses conséquences sur le plan politique et social	123
CHAPITRE V : <i>De la reconnaissance des libertés publiques et individuelles</i>	125
§ 1. — La liberté d'expression et d'opinion : la propagande des idées nouvelles	126
§ 2. — La liberté de conscience, rejet du culte des ancêtres par une fraction de la population : apparition des religions universalistes et en particulier du christianisme	128

§ 3. — La liberté d'association : régression des anciennes associations au profit d'associations nouvelles	130
CHAPITRE VI : <i>Modifications subies par l'organisation des pouvoirs</i>	133
§ 1. — Les modifications apportées à la désignation du chef	133
§ 3. — La décadence des organes consultatifs	142
CHAPITRE VII : <i>Les modifications subies par les institutions à caractère administratif ou social</i>	145
§ 1. — L'évolution des institutions économiques et sanitaires	145
§ 2. — Les nouvelles caractéristiques des institutions financières	151
§ 3. — L'évolution des associations de classes d'âge d'initiation	153
CHAPITRE VIII : <i>L'évolution des institutions judiciaires</i>	157
§ 1. — La nouvelle organisation de la justice	157
§ 2. — La soustraction des affaires à la connaissance des juridictions de droit local	163
CHAPITRE IX : <i>L'évolution des institutions du droit du travail</i>	169
§ 1. — La naissance du salariat et ses conséquences	170
§ 2. — La nouvelle réglementation du travail : le Code du 15 décem- bre 1952	175

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE : <i>La naissance des collectivités territoriales d'origine métropolitaine : les communes</i>	179
§ 1. — Les communes mixtes urbaines	180
§ 2. — Les « communes rurales »	181
CONCLUSION ET PERSPECTIVES D'AVENIR	189
BIBLIOGRAPHIE	195

LIBRAIRIE GÉNÉRALE
DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Paris — 689

Dépôt légal: 1^e Trimestre 1960

Printed in France

IMPRIMERIE R. CAVILLON
25, Allée Emile-Cossonneau
Clichy-sous-Bois (S.-&-O.)
Typographie R. VANÇON
N° 149 11-1-1960

